

Présence Africaine

Revue Culturelle du Monde Noir

Sommaire

<i>Liminaire</i>		5
<i>Foreword</i>		8
S. ABESSOLO	<i>Emprise de la religion sur le Noir</i>	11
A. ADANDE	<i>Fonctions et significations des masques en Afrique Noire</i>	24
H.U. BEIER	<i>The position of Yoruba women</i>	39
SYLLA ASSANE	<i>Une République Africaine au XIX^e siècle</i>	47
A.L. DUMAINE	<i>La signification réelle du second plan d'équipement et de modernisation des T. O. M</i>	66
B. DAVIDSON	<i>Le Congo Belge au carrefour de son destin</i>	94

Poèmes inédits

NICOLAS GUILLEN	<i>Mau-Mau (traduction française)</i>	109
—	<i>Mau-Mau (traduction anglaise)</i>	111
—	<i>Réponse à Depestre, poète haïtien (Eléments d'un art poétique)</i>	113
AIMÉ CÉSAIRE	<i>Va-t-en chien des nuits</i>	116
—	<i>Des crocs</i>	117
—	<i>Statue de Lascadio Hearn</i>	118
—	<i>Faveur des sèves</i>	119
—	<i>Pour un gréviste assassiné</i>	120

CYPRIEN MEDEDJI	<i>A Anoma</i>	122
NYUNAI	<i>Les liens du passé</i>	123
—	<i>L'essor</i>	124
EZA BOTO	<i>Tanga (from « Cruel Town »)</i>	126

CHRONIQUES

A. B	<i>Afrique Noire, littérature rose</i>	133
BUANGA FELE	<i>Massacres à Sao Tomé</i>	146
G. ROUGET	<i>La Musique</i>	153

NOTES

Cinéma, par IJDEDEM C. — Les Livres, par BUANGA FELE et NYUNAI. —
 Revue des Revues, par S. KUO, K. PAULIN JOACHIM, NYUNAI.
 Proposition sur le folklore.



Le R. P. Maydieu est mort !

Au moment de corriger nos épreuves, nous apprenons l'affreuse nouvelle de la mort du Révérend Père MAYDIEU. Nous ne saurions mieux exprimer notre douleur qu'en reproduisant ces passages d'une lettre qu'Alioune Diop adresse de Dakar à un ami de Paris.

*
**

« ... Il est étrange que l'amitié fasse considérer certains hommes comme éternels. Je n'ai jamais pensé que le Père Maydieu, je pouvais le perdre un jour.

» Je l'avais rencontré il y a près de quinze ans, au Quartier, avec Chambart de Lauwe. Son sourire m'avait immédiatement frappé. Il traduisait une certitude. Pour moi, c'était d'abord la certitude du Résistant que les atrocités allemandes n'arrivaient pas à désarmer. Plus tard je connus que c'était davantage encore la certitude du chrétien, que l'espérance n'avait jamais abandonné. Une certitude profonde et nuancée, rayonnante et tourmentée par la misère humaine, racée et accessible à tous, parce que nourrie de charité. Le Père, c'était la charité même. Il était lucide et exigeant parce qu'il aimait les hommes, informé et insatiable parce que charitable. Il avait le don de retrouver le Christ en chaque homme. C'est à cet amour des hommes que je dois de l'avoir connu... Il n'est pas jusqu'à la création de la revue dont sa vie ne m'ait inspiré l'idée...

» Les philosophes de toutes convictions, athées et croyants, les hommes de Dieu diront quel ami il fut pour eux. Entre le Père et moi, l'amitié fut plus humble. Mais quelle rencontre Dieu a su me ménager avec lui !

« ... Je suis surpris de me rappeler qu'il n'avait jamais abordé l'Afrique, tant il y avait pensé avec moi !... »

4 Mai 1955.

LIMINAIRE

Notre nouvelle formule veut répondre aux sollicitations qui nous parviennent des Africains, depuis près de cinq ans. Bien souvent la formule du Cahier centré sur un thème a découragé leur bonne volonté au moment où leur réflexion sur les événements et les hommes les poussait à s'exprimer dans une autre perspective que celle circonscrite par le thème choisi.

Bien entendu l'une des conditions que nous devons nous imposer est la régularité de la parution, subordonnée à la ponctualité des collaborations.

Il est une autre condition sur laquelle on nous permettra d'insister : c'est celle de la position même de la revue. Tous les articles seront publiés sous réserve que leur tenue s'y prête, qu'ils concernent l'Afrique, ne trahissent ni notre volonté antiraciste, anticolonialiste, ni la solidarité des peuples colonisés. Chrétiens et musulmans, progressistes et nationalistes, païens ou athées doivent s'astreindre à éviter de s'en prendre aux particularités idéologiques ou confessionnelles des autres. Chaque collaborateur gardant sa personnalité, se souviendra que ce qui nous distingue est bien moins grave que ce qui nous menace ou nous manque.

Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour comprendre que nos communes aspirations nationales sont le fondement même de notre union en face d'un redoutable colonialisme. C'est aussi la voie de la construction positive, notamment en matière culturelle.

Dans le passé, nos sociétés ont souffert de la ségrégation comme de l'assimilation. Toutes les deux sont effets du racisme parce

que liées au colonialisme. Nos traditions, nos communautés malmenées, se sont disloquées et ont trahi notre élan culturel. Il n'est pas de production, pas d'initiative culturelle sans l'assurance et la lucidité, sans cette mémoire de notre personnalité que seules peuvent nous garantir des institutions politiques *libres*.

Mais voici que le poids meurtrissant du colonialisme va se décupler. L'Europe enserrée entre deux colosses voit son prestige et sa puissance condamnés par le développement excessif de ces deux grandes nations. La culture européenne fait l'expérience du colonialisme. Elle est menacée : car toute culture aujourd'hui est liée à la puissance. Aussi l'Europe songe-t-elle à demander au continent africain sa survie et sa sécurité, sinon une hégémonie perdue. Avant guerre, on pouvait entretenir au ralenti la vie économique des colonies. Aujourd'hui on voudrait nous demander une telle transfusion de sang que l'Afrique risque d'en être réduite à jouer le rôle de l'esclave toujours saigné et sans autre personnalité que celle de s'adapter servilement aux besoins de maîtres insatiables. La situation s'aggrave encore d'appétits nouveaux, ceux des nations non colonisatrices qui exigent un partage « plus équitable » des ressources africaines. On comprend aisément ce que la multiplicité des appétits nationaux de l'Europe nous prépare d'insécurité, de violence et d'exploitation inhumaine.

Aussi nous semble-t-il légitime qu'une prise de conscience sérieuse nous unisse en une résistance acharnée et éclairée.

Notre tâche est d'encourager les cultures nationales et l'éveil des consciences, l'activité constructive des Africains et la libre circulation des idées, — de sonner l'alarme et de signaler le danger dans les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels.

Nous écrivons surtout pour les responsables africains. Nous sommes mal placés en France pour prétendre agir directement sur les peuples. Mais les élites sont plus nombreuses et plus variées qu'on ne l'imagine volontiers. Les jeunesses universitaires indispensables cadres de l'Afrique laborieuse, ne seront pas nécessairement et partout les plus efficaces. D'autres cadres sont également disponibles et considérés au pays : chez les paysans comme chez les ouvriers des ports ou les employés de bureaux. Elites des castes professionnelles, élites féminines, élites des communautés religieuses : toutes doivent se faire un devoir impérieux, à travers l'Afrique, de prendre une conscience chaque jour plus aigue de notre situation. Toutes se doivent de créer des œuvres, des institutions, des organisations, des coopérations qui

dégagent notre liberté, et sculptent et imposent la figure de nos civilisations vivantes et de notre destin.

Nous ne sortons pas du domaine culturel puisqu'encore une fois, notre mission en Europe n'est pas celle d'un parti politique.

Tribune libre ? Oui, mais, mieux, une équipe consciente des responsabilités croissantes qui lui incombent, et décidée, en Europe, à ne pas perdre de vue qu'il est des circonstances où les singularités du génie de chacun, les croyances particulières, les goûts personnels cèdent la place à des options communes plus impérieuses. Il s'agit de faire front pour informer les Africains, aider et encourager les créateurs, dénoncer les impostures.

Les suggestions, les critiques et les conseils seront accueillis avec joie.

PRESENCE AFRICAINE.

FOREWORD

The new form of our review is an answer to requests that have been coming from Africans for nearly five years. Too often in the past the type of review centring round a single theme has discouraged them, when they found that their reflections on men and events impelled them to express themselves in a direction other than that defined by the chosen theme.

Needless to say, an essential condition is that our review should appear regularly, depending as this does on the punctuality of contributors.

Another condition should perhaps be stressed : that of the review's position. All articles will be published, provided they are adequately written, are concerned with Africa, and are faithful to our anti-racialist and anti-colonialist purpose and to the solidarity of colonized peoples. Christians, moslems, atheists, progressists and nationalists, must scrupulously avoid attacking the ideological and confessional peculiarities of others. Each contributor, while retaining his own personality, will remember that what distinguishes us is far less important than what threatens us or what we lack.

It needs little imagination to realize that our common national aspirations are the very foundation of our union against a formidable colonialism. Such is also the path of positive construction, particularly on the cultural plane.

In the past, our societies have suffered from segregation, as from assimilation. Both come from racialism, because they are both bound up with colonialism. Bruised and tortured, our tradi-

tions and communities have been dislocated, and have betrayed our cultural vitality. There can be no cultural production or initiative without self-assurance and lucidity, without that remembrance of our personality which *free* political institutions can alone guarantee us.

But the crushing weight of colonialism is now to be doubled. Europe, overshadowed by two giants, sees her prestige and power condemned by the excessive development of these two great nations. European culture is in turn experiencing colonialism. It is threatened, for culture is linked with power. It is therefore turning now to the African continent to seek a guarantee of its survival and security, if not of its lost hegemony. Before the war it was possible to maintain the economic life of the colonies at low pressure. Today one would like to call upon for a blood transfusion such that Africa is in danger of being reduced to the role of slave with no choice but to adapt herself servilely to the needs of insatiable masters. The situation is aggravated by the appearance of new appetites, those of the non-colonizing nations which call for a « more equitable » sharing out of African resources. It is not hard to foresee the future of insecurity, violence and exploitation that such European national cupidity holds out for us.

It seems legitimate, therefore, that a serious realization of the situation should unite us in a vigorous and clear-sighted resistance.

Our task is to encourage national cultures, the awakening of African consciences, constructive activity and the free circulation of ideas among African peoples — to sound the alarm and make known the danger in the political, economic, social and cultural spheres.

We are writing above all for Africans in a position of responsibility. We are ill placed in Europe to pretend to influence African peoples directly. But the « elites » are more numerous and varied than is commonly supposed. University students, though indispensable trained members of working Africa, are not necessarily or everywhere the most effective. Others are also available and respected in the country : among the peasants as among the dock workers or office clerks. « Elites » from the professional castes, women's « elites », « elites » from religious communities, all must make it their solemn duty, throughout Africa, to deepen each day their awareness of our situation. They must all found societies, institutions, organizations, for the

advancement of our freedom, and fashion the lineaments of our living civilizations and our destiny.

We are not going beyond the cultural sphere, since, once again, our mission in Europe is not that of a political party.

A medium for free debate ? Yes, but better still, a team conscious of their increasing responsibilities, and resolved, in Europe, not to lose sight of the fact that there are circumstances in which the singularities of each individual, his particular beliefs, his personal tastes, give place to the most imperious common decisions. The time has come to unite in order to inform Africans, help and encourage creators, denounce impostures.

Suggestions, criticisms and advice will be gladly welcomed.

« PRESENCE AFRICAINE »

Emprise de la Religion sur le Noir

par S. ABESSOLO

« On se sent pris d'une sorte de pudeur, d'un grand embarras, lorsqu'on aborde la question de la philosophie et de la religion du Noir » (1). A cet embarras, plusieurs raisons. L'Afrique, dans sa mosaïcité de peuples ou de peuplades, présente des lots culturels divers, se réclamant peut-être d'un dénominateur commun, mais jusqu'à ce jour assez mal défini. Nous vivons en outre une époque d'osmose culturelle inévitable : nul ne peut, en une arrogance puriste, crier tout haut la « virginité » de son patrimoine. Quel Africain dira aux auditeurs du monde métissé d'aujourd'hui : « Me voici, pur Africain » ? On peut percevoir l'existence des composantes d'origine diverse, mais dans l'analyse de ces éléments, jusqu'où peuvent aller nos investigations ? « Négritude, je sais que tu es, mais qui es-tu ? » Hétérogénéité et métissage du monde nègre : deux raisons qui écartent toute assertion de certitude vraie... Un troisième facteur vient brouiller les cartes, en ce qui nous occupe : la complexité de la réalité religieuse. Il n'est point aisé de retracer soi-même les sinuosités qui mènent à l'absolu ; retracer le chemin d'autrui, tâche encore plus ingrate, tant il est vrai que, sur la personnalité religieuse la microdissection au « bistouri dialectique » n'est que fantaisie et acrobatie sociales... En bref, une explication du phénomène religieux noir ne peut sortir du domaine de la simple opinion.

Un fait frappe le voyageur étranger qui parcourt l'Afrique : hier le respect du sacré, de l'absolu, de la divinité, un besoin réel de se lier à Dieu, un abandon de soi à la transcendance. Nul ne choisit son champ sans invoquer les génies du sol, on ne commen-

(1) GRIACLE. — « Le Monde Noir », N° 8-9 (*Présence Africaine*).

ce pas un repas sans offrir quelques miettes aux esprits des airs ; on consulte le féticheur sur le choix d'une fiancée, la polygamie elle-même est une condition du culte des morts... Si l'habitant des forêts n'est pas homo œconomicus, c'est qu'il est homo religiosus » (2). Aujourd'hui, les masses courent assoiffées vers « les sources de vie », le « troupeau fidèle » au son monotone des médailles suspendues au cou, parcourt des centaines de kilomètre au mépris des accidents, de la fatigue : vieilles et vieux courbés sur leur bâton, malades aux abords de l'éternité, jeunes hommes dans la vigueur de leur organisme, qui oserait passer loin du Tabernacle sacré des églises, les Pentecôtes, les liturgies pascales ? Le romantisme des revues missionnaires nous dépeint cet élan des foules vers les « douces béatitudes » de l'eschatologie chrétienne.

Comment expliquer ce phénomène ? Certains invoquent la Paresse !... Un paresseux aura-t-il jamais assez d'énergie pour accepter, d'une acceptation non seulement passive, mais aussi active, les relations avec la divinité ? Il se laissera aller à la rêverie tranquille, à la monotonie du rythme de sa vie et surtout, il glissera sans résistance aucune, sur la pente des inclinations naturelles, mais pas pour autant nécessairement bonnes. Il est donc péril de répéter avec Wilbois : « Puisque chez ces gens le travail tient si peu de place, ils ont des loisirs pour rêver à leur origine, au sens et au terme du monde, et si mal qu'ils sachent conduire leur rêve, ils le jugent plus sérieux que la recherche d'une nouvelle manière de faire pousser les arachides » (3)... Une seconde explication du phénomène religieux noir peut se chercher dans le social : c'est l'opinion de Durkheim (4) ! Ici encore des difficultés s'opposent à cette explication : « L'expérience religieuse... se produit toujours dans une collectivité actuelle ou virtuelle... implique une idée de relations interhumaines... exprime toujours, directement ou non, à titre de reflet ou de contrepartie, les rapports effectifs des hommes dans la civilisation donnée... toute conception de l'esprit entraîne une certaine conception du rapport entre les consciences. Mais, cela reconnu, on n'a encore rien fait pour élucider le phénomène religieux... Le recours du lien social ne peut passer pour une explication de la religion ou du sacré » (5).

(2) WILBOIS. — « Le Cameroun », p. 78. De ces assertions nous ne retenons que le *fait d'existence* ; l'interprétation nous en apparaît peu solide et convaincante.

(3) WILBOIS. — « Le Cameroun », page 77.

(4) Formes élémentaires de la vie religieuse.

(5) MERLEAU-PONTY. — Sens et non-sens, p. 179.

Devant toutes ces difficultés, nous croyons qu'il faudrait rechercher les fondements de la religion, ou tout au moins, de son action sur l'homme, dans la culture ; c'est-à-dire dans une intégration de l'homme sur le monde. La religion fera partie de la culture « non comme un dogme, mais comme un cri » (6).

Avant de parler de la religiosité du Noir, il semble donc nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur sa « Sophie », sa culture, ou plus exactement sur les diverses hypothèses proposées par les penseurs occidentaux.

L'Europe, exploratrice charitable des terres inconnues, arriérées, s'est « jetée » sur l'Afrique : ici, commerçants et administrateurs pensent qu'il faut être en état de santé de corps et d'or pour mieux civiliser ces sauvages. Là, le missionnaire brandit l'arme redoutable de la foi, abat les « idoles » et « autre chose »... Dans la mêlée, il n'est pas facile de voir clair. Plus loin, l'intellectuel exerce sa sagacité pour se faire un petit chemin au soleil ou pour réhabiliter le pauvre nègre ? Suivons cette dernière équipe.

Quatre faits déconcertent l'intellectuel occidental, en Afrique : d'abord l'inexistence des techniques : le Noir est resté l'homme des cavernes, l'occidental vole dans les airs, plonge dans les mers, utilise locomotives, voitures, etc... Le nègre use la corne de ses pieds. Ici des faucheuses, là-bas la rudimentaire houe ; ici des immeubles confortables, là-bas des cabanes insalubres.

Puis, l'inexistence de l'individu : la collectivité semble souveraine, l'individu s'y noie, obéit sans réfléchir, n'existe que par et pour la société (7).

En troisième lieu, une religiosité morbide : on ne peut bouger ici sans bousculer Dieu. Il est partout, en tout.

Enfin, la fluidité de la logique nègre : une pensée qui semble vagabonder au hasard, sans liens, par images successives, difficiles à saisir.

Le Noir est vraiment une épave antédiluvienne, qui se débat en un monde technique, scientifique, étranger à elle, à la dérive d'un mythisme périmé, au sein de l'invisible.

Les diverses explications de cette « Vie Nègre » appuieront sur l'un ou l'autre de ces phénomènes. Lévy-Bruhl parle de l'hétérogénéité d'expérience, de logique, d'avec le monde occidental. D'après ce « Grand Maître », la mentalité primitive revêt un caractère prélogique ; elle n'obéit point aux structures, aux prin-

(6) MERLEAU-PONTY. — Sens et non-sens, p. 193.

(7) Nous n'acceptons point tous ces faits ; nous ne faisons que dire ce que l'occidental croit voir en Afrique.

cipes de la raison, mais croit à la « loi de participation qui n'oppose point, mais implique, admet sans critique préalable, car sous une influence très forte du sentiment ». Il y a donc une discontinuité entre les mentalités primitive et positive. Plus tard, il mettra un « peu d'eau dans son vin », étendra cette « primitivité » à la totalité du genre humain. « La mentalité primitive, écrit-il à Maritain, est un état de la mentalité humaine. Je l'ai étudiée chez les primitifs parce qu'elle y apparaît plus facile à décrire et à analyser que chez nous » (8). En 1929, c'est un cri de révolte, il se refuse le droit d'auteur de cette doctrine, mais nul ne se laisse convaincre par cette apologie : « Je me suis vu attribuer une doctrine appelée prélogisme (de ce mot je ne suis pas responsable) selon laquelle il y aurait des esprits humains de deux sortes : les uns logiques, par exemple les nôtres, les autres, ceux des primitifs, prélogiques, c'est-à-dire dénués des principes directeurs de la pensée logique. » Tout ce que l'on peut accorder à Lévy-Bruhl, c'est que « le prélogisme n'a jamais existé que par la grâce de ceux qui ont pris la peine de l'édifier (9) ». Le Noir n'est nullement prélogique, sa religiosité intense, qui n'est pas morbide mais vitale, ne peut s'accommoder avec cet illogisme surnommé prélogisme. Quant à Léo Frobenius (10), il essaie de donner, de la culture nègre, une esquisse moins injurieuse, plus cohérente, plus « logique », mais peut-être mutilée. Il nous présente les divers stades de la civilisation : stade du sacré où le « moi » est noyé dans le cosmos, est « hors de soi » et dans les autres, en un plan d'intégration cosmique totale. Stade du rationnel ensuite : c'est la désintégration du vieux cosmos ; le sacré se détache et le « moi » aussi ; l'opposition marque de la conscience positive, apparaît. Il semble, à en croire le métaphysicien allemand, qu'il y aurait en Afrique des représentants de ces divers stades : des civilisations hamitiques ou rationnelles, et des civilisations éthiopiennes, originelles. Ne sommes-nous point devant des exercices de gymnastique intellectuelle ? Les finesses d'une métaphysique éthérée ? D'autres penseurs ont édifié un monument plus solide : le noir a une métaphysique cohérente : « Le Noir est capable d'abstraction, d'une abstraction profonde ; ses métaphysiques sont cohérentes, elles sont vécues tous les jours, informent la structure des sociétés, servent d'axe à toute la vie religieuse, sociale, comme à la vie technique » (11). Le R. P. Tempels, et Griaule.

(8) MARITAIN. — Quatre essais sur l'Esprit dans sa condition charnelle.

(9) *Bulletin de la Société Française de Philosophie*, 1929, p. 109.

(10) Histoire de la Civilisation africaine.

(11) GRIAULE. — « Inconnue noire ».

renonçant aux « idées paresseusement conçues par l'élite » (12), étudient avec un sérieux digne d'admiration, le comportement nègre, le premier en métaphysicien, le second en ethnologue. Leurs voies se croisent. Une loi résume la saphie noire : la loi de l'être : « On peut renforcer ou diminuer un être, homme ou non, dans son être directement ou indirectement, en communiquant sa force à un être inférieur » (13) : énoncé des trois principes fondamentaux de la pensée nègre :

1°) Identité entre force et être. Griaule, étudiant l'individu Dogon en son comportement, est frappé par l'importance accordée à la personne. C'est une force-âme. La force, élément dynamique, essentiel, communicable par voie de génération, s'allie à l'âme, statique, nullement communicable. Le Père Tempels est le plus explicite : « L'être est ce qui possède la force, l'être c'est la force ». Tout ce qui existe entre dans cette catégorie, force, énergie, force vitale ; chaque être se conçoit comme une force individuelle, à physionomie propre. En se saluant, on souhaite la force « Wakomapo » ; que tu sois fort ; la malédiction évoque la mort « Fwanga », « Ufwa », que tu meures.

2°) Interaction des forces. L'univers occidental est avant tout physique : nul ne prête attention à l'interpénétration des êtres sur le plan profond de l'être. Pour le noir, les forces ne sont pas isolées, pas emprisonnées en une personne, un objet : elles tiennent toutes par des liens étroits et permanents : individualisme et collectivisme ontologique. Cette interaction des forces serait une propriété de l'essence : interférences par conséquent continues, indépendantes de notre volonté, marques de toute existence. La personne, pas même Dieu, n'échappe à cette loi d'interférence nécessaire. Une conséquence en découle : l'être peut augmenter ou diminuer intrinsèquement : « Il est, écrit Griaule, des moyens rituels pour l'augmenter (la force) comme pour la diminuer ».

3°) Hiérarchisation des forces. Dans l'univers nègre, « rien n'est laissé au hasard, tout est classé depuis les puissances célestes jusqu'aux détritiques ». Il existe une échelle ontique, partant de la divinité, principe sans principe, distributrice universelle de la force, aux groupes animaux, végétaux et minéraux, en passant par le centre du système : l'homme ».

Cet aperçu de la philosophie bantoue nous montre que l'Africain, Baluba ou Dogon, marie harmonieusement mythisme et « Rationalisme ». Son mythe procède à partir d'un sens du réel qui suppose l'amour, la communion, l'engagement de l'homme

(12) GRIAULE. — « Inconnue noire ».

(13) R. P. TEMPELS. — Philosophie Bantoue, p. 47.

dans les êtres et les choses » (14). Son « rationalisme », par contre, se sent actif, « autonome... possède l'initiative et tisse la toile des relations intelligibles ». Le noir vit donc dans un climat d'intégration et de désintégration : il reconnaît que son « statut ontologique demeure conditionné par une hypothèque transcendante (interférences des forces dans le divin) qui risque même d'entraîner une aliénation de l'individu ».

Ceci dit, il serait osé d'affirmer que cette conception est le propre de l'Africain. Après avoir lu les écrits de Saint Thomas sur l'analogie de l'être, sur la participation (15), ne devons-nous pas dire que c'est un patrimoine commun à tous les mortels, seuls les termes et l'accentuation varient : ici, c'est la force, là, l'existence (au sens classique du terme) ; ici, on est pris par l'aspect dynamique, et collectif de l'existant, là, c'est le statisme, le permanent, l'individuel qui priment. Nous sommes loin d'une hétérogénéité de pensée : l'Européen entrevoit aussi l'intériorité réciproque des êtres par la loi de participation, admet le dynamisme de l'Existence qui titre l'Essence des pures possibilités. Pour le Baluba, l'existant n'est pas force pure : c'est une force agissant sur un substrat ; les diverses variations ne sont que des variations situationnelles. Les formules du Père Tempels apparaissent dès lors équivoques, « l'être est ce qui possède la force, l'être c'est la force ». Etre et avoir s'identifient-ils ? Gabriel Marcel ne semble pas l'admettre (16). Si l'être est la force, la possède-t-il ? La force de l'existant nègre ne s'identifierait-elle pas avec l'« Existence » des penseurs occidentaux ? Parlerions-nous encore d'une augmentation ou diminution intrinsèque ?

Cette saphie semble expliquer l'emprise de la religion sur le Noir ; sur ses sociétés, et ses lois rigoureuses de hiérarchisation, sur sa morale et ses exigences, sur sa conception de l'univers physique et métaphysique. Son évolution vitale en ce cosmos d'interpénétration des forces lui révèle que le phénomène ne peut se comprendre que par une dimension extra et intra-humaine, je veux dire, théologique. Cette réalité divine ne se traite pas comme un objet empirique, par une démonstration positive (17). Le nègre arrive à Dieu, non point par des raisonnements métaphysiques qui n'impliquent qu'une adhésion souvent intellectuelle, mais par sa vie ; son être concret qui « existe », incarné dans le monde, fait l'expérience de Dieu ; c'est la rencontre de deux personnes par un contrat essentiel ; le noir est un vrai mystique.

(14) GUSDORF (Georges). — *Mythe et Métaphysique*, p. 240.

(15) Voir surtout : « De Ente et Essentia ».

(16) MARCEL (Gabriel). — « Etre et Avoir ». Aubier.

(17) G. Marcel démontre très bien ceci dans *Journal Métaphysique*.

« Une existence ne peut être découverte que dans une expérience, écrit à juste titre Morot Sir, toute déduction de l'existence est illusoire... L'Absolu n'existe que pour celui qui en fait directement l'expérience dans le contact mystique » (18). En ce contact qui est pour le noir le passage du fini à l'Absolu, nous reconnaissons à la divinité une existence réelle en même temps qu'idéale, une existence proche de nous, invisible, mais pas pour autant de « rêve ». Ce que dit Godel du Sacrifiant, vaut pour l'âme religieuse africaine : « Le suprême se dévoile dans sa gloire au dedans et non au dehors du sacrifiant, non plus une déité lointaine, perdue dans l'Empyrée, mais dès lors établi dans la cavité du cœur (19). Si les liens interpersonnels durent, ont une emprise sur les humains, on comprend aisément cette saisie du noir par le sacré : « L'homme a « rencontré », rencontre la divinité ; l'étreinte est forte, nul ne peut la briser. Il y a un perpétuel écoulement de Dieu en l'homme et de l'homme en Dieu. Cette intériorité forme la base de l'unité cosmique ; anathème contre quiconque oserait renier cette unité ; « Rien ici-bas n'existe séparément... de mort en mort celui-là va qui soit les choses séparées » (20). La rencontre mystique révèle à l'âme la réalité de Dieu, mais aussi certains de ses attributs. Saisi en une expérience vitale réalisée par le seul fait de son existence, ce Dieu se sent comme une force : « Sentir Dieu en soi c'est d'abord sentir la présence d'une force que l'on peut croire de quelque manière externe » (21). L'expérience initiale n'est donc point le péché. « J'ai fait, je fais, je ferai le mal » (22). Non : le bien est notre première position devant Dieu : la haine du mal n'en devient que plus grande, qui vient troubler cette primauté ontologique du bien. Le Dieu noir se voit dans la splendeur du bien, du beau, du fort, sans toile de fond assombrie ou tachetée. Et comme l'homme est « impliqué » dans le divin, les relations homme-Dieu, étant des relations de participation profonde, mais nullement panthéiste, l'homme sera un être « bon » dont la vocation est d'aspirer à plus de bonté. L'optimisme est ainsi à la source même de la religion, des sociétés, du monde nègre, Dieu étant la seule fin vraiment humaine, vraiment cosmique. Une seconde conclusion s'impose : « Obéir à Dieu, ce n'est donc pas s'incliner devant une volonté étrangère et obscure, c'est faire ce que je veux *vraiment*, puisqu'il est plus

(18) Philosophie et mystique, p. 267.

(19) « Essai sur l'Expérience libératrice », p. 106.

(20) *Bṛihad Araṇyaka Upanishad*, IV-4 10sq. Traduction de Daumal.

(21) PRADINES. -- L'esprit de la religion, p. 285.

(22) Le noir s'éloigne de la conception pessimiste de Karl Barth et de la plupart des protestants.

nous-mêmes que nous-mêmes » (23). Dieu entre, en effet, dans l'interférence des forces, pour leur équilibre, et partant pour le bonheur de chacun. Il est intérieur à tout. « Souffle du souffle, et vue de la vue, et ouïe de l'ouïe, pensée de la pensée » (24)... Cette dernière conclusion nous inviterait à parler, non pas d'une emprise du divin, mais d'une « sur-réalisation » de l'homme lui-même, d'une « propulsion » du soi : d'où la force de ces étreintes, tant que le moi n'est point parfait. Le bonheur de l'homme s'identifiera avec la gloire de Dieu et pour rendre le noir heureux, il faut lui permettre de maintenir cette synthèse des valeurs ; il ne connaît pas cette dissociation monstre des sociétés occidentales (24 bis), le laïcisme n'a aucune signification en Afrique Noire, toute institution sociale doit tenir compte des aspirations vitales de l'âme nègre.

Ce Dieu de la sagesse africaine, père et protecteur universel, si proche de nous, car en nous-mêmes, plus intérieur à nous-mêmes, est cependant très éloigné : il est sacré, ce qui veut dire : panique ou tabou, impénétrabilité. « Dans le sacré nous atteignons une puissance inexplicable » (25). Envers l'Absolu, il faut du respect, de l'amour, de la crainte ; le mystère religieux devient du coup ambivalent, comme le remarque Otto Rudolf, « crainte et tremblement de mort (d'une part)... grâce et joie (de l'autre) ».

Devant ces considérations, la magie nègre, le sorcier, le défunt, prennent leur vrai visage religieux et profane : « Magie, tu ne seras point ce culte éhonté des êtres bruts, irrationnels, mais un respect des tabernacles du divin ; à travers ces murs invisibles, nous voulons atteindre l'Invisible caché. Iconoclastes des temps modernes, pourquoi vous acharner contre ces « icones » sacrées ?... Toi, sorcier, dont l'intelligence « supérieure » à celle du commun des mortels se rapproche de l'Absolu, dans l'échelle ontique, et toi, ancêtre défunt que l'invisibilité mystérieuse place près du trône divin, qui vous réhabilitera devant ces « juges » peu avertis ?... Du fond de vos brousses et de vos tombes, vous devez crier « Ils ne savent pas ce qu'ils font ».

La philosophie religieuse du Noir ainsi définie, nous aidera à considérer l'individu nègre comme un membre d'une communauté sacrée, régie par une morale finie, « rigide » pour certains.

(23) MERLEAU-PONTY. — Sens et non-sens.

(24) *Bihad Arainyaka Upanishad*, IV-4 10 sq. Traduction de Daumal.

(24 bis) Se retrancher derrière des impératifs purement religieux sans se soucier du politique ou des contingences matérielles, est aussi une dissection qui méconnaît l'âme du nègre. Politique, religion, vie anodine, tout forme un bloc indissociable. A n'y point faire attention on sème dans le vide.

(25) PRADINES. — L'esprit de la religion, p. 199.

L'homme, dans la culture africaine, perd sa physionomie statique, non évolutive, sa rigidité plastique occidentales, pour une malléabilité discrète : il ignore l'individualisme d'opposition et le laïcisme européens, il se meut dans le divin ; l'homme nègre est essentiellement évolutif, social et religieux. Il est évolutif. La pensée occidentale contemporaine insiste sur la « valeur ondoyante diverse » de l'homme. Il est vrai que l'homme « n'a pas de nature ; rien en lui n'est invariable... (II) ne possède pas d'être fixe, ni lui, ni rien en lui ne saurait être immobile. Il est fait de mobilité, d'agilité pures. Il sera ou fera aujourd'hui telle chose parce que, auparavant, il en aura été, il en aura fait une autre, pour en être ou en faire demain une troisième... Il est toujours en route, « in via » (26). Le noir admet que l'homme « reste une équation entre le passé et l'avenir », mais à chaque instant de son évolution il serait peut-être possible de retrouver certaines constantes, identiques dans leur nudité individuelle, mais théorique et changeantes dans leur réalité situationnelle, englobées qu'elles sont dans des complexes divers et nouveaux : force et influx divin. En ce sens, l'homme est d'hier et d'aujourd'hui ; d'hier, grâce à ces composantes (non isolables) ; d'aujourd'hui, par son environnement actuel : à chaque moment nous choisissons ; l'homme est souvent un âne, mais jamais l'âne de Buridan... En bref, l'évolutivité de l'homme se tempère d'une « permanence divine ».

Être du présent et du passé, il sera aussi social et individuel. De par l'interférence des forces, nul ne peut clamer sa solitude : nous sommes, malgré nous, fixés aux chaînons de la société. De par notre seule existence, nous faisons partie d'une longue chaîne allant de l'Absolu aux détritiques, mais sans y perdre notre individualité : « Il y a une vraie communion entre personne et personne, entre je et tu, on s'actue le mouvement de la liberté » (27). Il existe une communication vitale entre le jugement du groupe dont le chef premier est Dieu, et celui de l'individu. Quand le Noir se soumet aux décisions de la collectivité, c'est à Dieu qu'il se soumet : l'Absolu préside en effet à tout, est mêlé à tout, fait « partie de toute collectivité », en demeure l'intrus-animateur vivifiant. « Le primitif ne connaît qu'une communauté : la distinction entre communauté spirituelle et communauté laïque lui

(26) ORTEGA et GASSET. — Dans « Le passé et l'avenir pour l'homme actuel », « La connaissance de l'homme au XX^e siècle ». Textes des conférences et entretiens organisés par les rencontres internationales de Genève, 1951, p. 124 sq.

(27) G. MARCEL. — Regard en arrière dans l'existentialisme chrétien, p. 240.

est totalement étrangère » (28). Cette communauté sacrée, redisons-le, n'est pas une alliance qui se fait, se crée par adhésion, par conviction ; elle est donnée, ne se comprend pas nécessairement, ne résulte pas d'une conviction : on lui appartient sans s'y affilier. A la soumission religieuse au groupe, peut se joindre sans aucun doute une adhésion dictée par l'expérience. Qui nierait, en effet, que « l'individu fait foi au groupe parfois contre ses opinions ; car le groupe a donné ses preuves au cours du temps » (29). Ce que dit Hervé du Parti vaut pour toutes les collectivités. « Dans toute formation politique, il y a nécessairement une part de confiance accordée à des dirigeants, voire, une part d'orthodoxie. Cette orthodoxie est sans doute relative... N'empêche qu'il n'est pas au moyen de n'importe quel citoyen de tout analyser, de tout décortiquer par soi-même » (30).

Elément d'une société de personnes, l'homme est aussi lié aux objets, au monde auquel il ne s'oppose point : « Au primitif... une vision d'unité impose la forme humaine, à la totalité de l'univers, sans qu'on puisse parler ici de fabulation... d'anthropomorphisme volontaire. Le primitif reconnaît à l'environnement la même réalité qu'il s'accorde à lui-même » (31). Il existe pour le noir une unité synthétique du cosmos, et l'homme « se reconnaît vraiment comme citoyen du monde » : citoyenneté à base religieuse, car se réclamant de l'influx divin, permanent, universel. Ce sens de l'unité cosmique écarte du comportement nègre tout racisme agressif et profond ; une entente fraternelle, cimentée par le divin, doit exister entre tous : fraternité d'égalité devant les droits de l'Absolu, du cosmos et de son équilibre ; fraternité aussi de hiérarchisation, qui maintient l'échelle ontique en sa pureté. Le citoyen religieux qu'est le noir deviendra « raciste » religieusement, envers quiconque refuse d'obéir aux exigences de justice, de loyauté et d'égalité : racisme anticolonialiste anglais, s'attaque dans ce livre passionnant à tous égards : pélements, racisme tribaliste. On comprend alors à la lueur de ces principes, que les Sociétés nègres soient « anarchiques » et « hiérarchiques » ; l'anarchie ici ne sera point base de désordre ; car c'est une anarchie divine, reconnaissant les droits de Dieu, de l'égalité de tous devant lui ; la « hiérarchie » qui reconnaît les étages des valeurs, ne sera point totalitaire car tempérée par les impératifs de l'anarchie.

(28) VAN DER LEEW. — La religion dans son essence et ses manifestations, p. 240.

(29) MERLEAU-PONTY. — Sens et non-sens, p. 368.

(30) HERVÉ. — Libération trahie, p. 38 sq.

(31) GUSDORF (G.). — Mythe et métaphysique, p. 17.

La morale, en ces sociétés divines, revêt une forme qui dérouté l'occidental, habitué souvent à jongler avec sa conscience et la loi. L'activité morale prend une signification cosmique et la faute une gravité en rapport avec l'ordre perturbé : une peccadille reçoit une punition « disproportionnée ». Peut-on vraiment parler de disproportion en ce monde du divin ? Ne perdons-nous pas de vue qu'un accroc, si léger soit-il, sème le désarroi dans l'équilibre cosmique, porte atteinte aux droits protecteurs de l'Absolu. Il n'y a point de punition assez sévère pour sanctionner une faute morale ; la société se rapprochera dès lors de la vraie justice, plus par l'excès que par une clémence trop indulgente. La perte d'un membre, d'un organe pour une faute peut être à nos yeux insignifiante, trouve son explication et sa justification dans la métaphysique religieuse nègre... La responsabilité et la culpabilité revêtent ici un caractère nouveau ; être responsable, ce n'est point seulement prendre conscience d'une Selbstbestimmung illusoire, c'est me charger et non me croire chargé de la valeur morale et immorale de mes actes, en assumer avant même l'exécution et au-delà des prévisions, toutes les conséquences intérieures et extérieures » (32). Les responsabilités sont un engagement de soi, une prise de position de sa force contre l'ordre de l'univers, une rencontre d'opposition avec Dieu ; elle est toujours triple : envers Dieu, envers l'univers, envers soi. Le mal sera pour le noir une force « contraignante qui fond sur lui, l'accable parfois jusqu'au désespoir ». De plus, il n'y aura point de place ici pour des péchés personnels, rémissibles par rétractation volontaire, individuelle ; il faut une réintégration des droits de Dieu et de l'univers, une soumission aux décisions punitives du clan, des rites expiatoires externes, visibles. De nos jours, la confession catholique répond à ce besoin intense : dégagé de tout respect humain, l'on vient dire à « autrui », à un « autrui » représentant la divinité, et par conséquent l'univers, ses péchés, même les plus secrets. Nous sommes ici aux sommets de la plus fine morale... La « civilisation » la respectera-t-il ? Des points noirs assombrissent l'horizon. Dieu, pour certains, est mort : n'est-ce point trahir l'Afrique ? Car il apparaît nettement que le centre de gravité du nègre, c'est Dieu : toute idéologie athée me semble donc anti-africaine : communisme athée, existentialisme athée, laïcité des institutions ne seront jamais des réalités du monde noir. Ces formules ne sont qu'un impérialisme camouflé : on rejette, sans procès (ou plus exactement après un procès hâtif) une compo-

(32) ST-BRETON. — Problème de la liberté dans l'Éthique de Nikolai Hartmann, dans *Revue Thomiste*, 1949, N° 22.

sante essentielle de l'âme nègre, pour lui imposer d'une main « douce », il va sans dire, un modèle nouveau, j'allais dire étranger. Colonialisme vrai, sous le voile d'une libération. Le noir ne se réalisera pleinement qu'au sein de la divinité. Il sera le Messie du monde d'aujourd'hui égaré dans le matérialisme des techniques, et les techniques du matérialisme. Il lui criera sans cesse, pour le ramener à sa pureté originelle : « Dieu avant tout, partout, en tout ». Il est hors de doute que la voix ce n'est point « une propriété privée ». Tout homme l'entend ; persistante de l'Absolu ne résonne pas seulement en l'âme noire, le nègre, logique, obéit, agit en conséquence ; les autres s'évertuent à étouffer la voix divine, trahissant ainsi leur propre personne.

Si la métaphysique nègre n'est nègre que par l'approfondissement de l'aspect dynamique et moniste du monde, demeurant celle de tout homme, la religiosité qu'elle structure sera du domaine universel. La Négritude ne serait qu'une réponse loyale à tous les impératifs de notre « situation dans l'univers ».

*
**

BIBLIOGRAPHIE

- VAN DER LEUW. — La religion dans son essence et ses manifestations.
 MERLEAU-PONTY. — Sens et non-sens.
 R. P. TEMPELS. — Philosophie Bantoue. — Catéchèse Bantoue — La christianisation des philosophies païennes.
 GRIAULE. — Inconnue Noire. — Les arts en Afrique Noire. — Divers articles dans *Présence Africaine*.
 LÉVY BRUHL. — La mentalité primitive.
La Bible.
 WILBOIS. — Le Cameroun.
 GABRIEL MARCEL. — Journal métaphysique. — Etre et Avoir. — Homo viator.
 BRIANET (R. P.). — Le polythéisme et le Fétichisme.
 MOUROUX (Jean). — Sens chrétien de l'homme.
 LE ROY (Mgr.). — La religion des Primitifs.
 SCIACCA (M. F.). — Il problema di Dio e della religione nella filosofia attuale (Brescia, 1946).
 GODEL (Roger). — L'Expérience Libératrice.

MIRCEA ELIADE. — Le mythe de l'éternel retour. — Le mythe du bon sauvage.

GUSDORF (Georges). — Mythe et métaphysique.

FROBENIUS. — Histoire de la civilisation africaine.

SAINT THOMAS. — Somme théologique. — Somme contre les gentils.

DESCHAMPS. — L'éveil politique en Afrique Noire. — Les religions en Afrique Noire (coll. *Que sais-je ?*).

SŒUR SAINT-ANDRÉ. — La condition humaine en Afrique Noire.

HERVÉ. — Libération.

ALLIER (Raoul). — Le non-civilisé et nous.

WESTERMANN. — Noir et Blancs en Afrique Noire.

POSGOZ. — Eléments de droit coutumier nègre.

SARTRE. — Le Mur. — Le Diable et le Bon Dieu. — L'Etre et le Néant. — Orphée Noir (Préface de l'anthologie nègre).

BERTAUT (Maurice). — Le Droit coutumier des Boulous (1935).

Revue : *I. F. A. N., Thomiste, Civilisations* (Bruxelles), *Bulletins Ad Lucem*.

Fonctions et Signification sociales des Masques en Afrique Noire

par A. ADANDE

Chacun de nous porte un masque, nous dirons même, plusieurs masques tant il est vrai que, indépendamment de notre masque quotidien, l'expression de notre visage varie constamment et selon les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons. Nous avons le masque de la tristesse, le masque de la joie, ceux que nous composons pour nous présenter comme personnalités de rechange à des situations données et sans parler des jeux de physionomie, sources de ces masques fugaces et mobiles qui changent plusieurs fois au cours d'une même conversation.

« Cè sont moins les apparences prises par notre visage aux différents âges de la vie qui nous font en réalité paraître masqués au regard de notre conscience profonde que les conditions mêmes de l'existence, les nécessités de la lutte, de l'action, les grandes règles du jeu de la société et des passions qui nous obligent à nous masquer au dehors parce que nous nous manquons intérieurement », dit Buraud.

Au reste, perruque, maquillage ne sont-ils pas des vestiges du masque ? La femme moderne n'a pas besoin d'une figure artificielle pour se masquer ; un changement de coiffure, une subtile application de fard surtout avec ses ombres, ses pâleurs, le changement que le fard provoque dans la forme de l'œil, de la paupière, de la bouche et par suite, dans l'équilibre des traits, suffisent à la femme pour réussir à nous imposer ses besoins de paraître « ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre », besoin qui fait naître un instant sur ses traits dociles le masque

inattendu qu'y scrute notre désir. Il en va de même d'ailleurs de la jeune fille africaine qui a compris qu'elle pouvait modifier ses traits en les faisant onduler derrière des parures souvent compliquées sous lesquelles elle est métamorphosée. En changeant la forme de sa tête par des crêtes, des tresses capillaires savantes, des auréoles rigides, un hérissément d'épingles, des bijoux étincelants, elle parvient à relever ses traits au niveau d'une grâce admirable. N'est-ce point le comble de la coquetterie, de l'art, de l'illusion, art féminin par excellence ?

Mais ce sont là des digressions. Notre propos a trait, vous le savez, aux masques artificiels de danse ou de cérémonies. Il semble que ce soit en ce domaine de la représentation conceptuelle de la figure humaine ou du faciès animal que la sculpture nègre ait excellé.

Le masque, plus vieux que l'idole, apparaît à l'origine de l'histoire. On a trouvé des personnages masqués peints sur les parois des cavernes en Espagne, comme en Afrique du Sud. Les Egyptiens ont figuré fréquemment sur leurs bas-reliefs des prêtres masqués de têtes d'animaux.

Dans la Grèce antique, les acteurs de théâtre portaient des masques pour suppléer aux femmes qui n'étaient pas admises à jouer sur les scènes.

Tandis que les travestissements populaires sont florissants en Orient comme en Occident, que les déguisements accompagnent les cérémonies culturelles en Afrique, ni les masques de théâtre ni ceux de danse n'étaient connus en Egypte. Là on ne masquait pas les vivants, mais les momies comme pour éterniser leur visage définitif. Il en est de même dans le culte solaire de la civilisation des Incas du Mexique : partout où il y a culte du soleil, apparaît le masque posé sur le visage du mort.

Si l'on s'accorde sur l'origine lointaine du masque, il n'en est pas de même des explications très diverses qu'on en donne.

Une légende africaine fort répandue et rapportée par Torday attribue l'origine du masque à l'œuvre d'une reine Bakuba du Congo. « Samba Mpaké, 93^e roi Bakuba, épousa Kashashi qui eut un enfant. Un jour qu'elle quittait le village pour chercher de l'eau à la rivière, elle vit l'enfant courant derrière elle. Elle lui dit : « Retourne à la maison, enfant, et reste avec ton père pendant que je vais chercher de l'eau ». Mais l'enfant ne voulut pas obéir et, malgré les punitions, persista à la suivre. Ayant à surveiller l'enfant obstiné, Kashashi renversa la plus grande partie de son eau sur la route et fut obligée de retourner à la rivière ; et une fois encore, l'enfant s'obstina pour l'accompagner. Les menaces, les punitions, même de la part de son père ne

servirent à rien ; l'enfant continua de crier et de hurler jusqu'à ce qu'on lui permit de suivre sa mère. Or Kashashi était une femme très habile, et pendant toute la nuit elle réfléchit pour savoir comment elle pourrait empêcher l'enfant de la gêner dans son travail. Enfin, elle trouva un plan : sur le corps de sa calebasse elle grava une face, peinte et hideuse, et lorsque l'enfant courut après elle, elle tint devant sa figure la calebasse ainsi arrangée et se tourna soudain ; l'enfant fut terrifié, « ce n'est pas ma mère, c'est un horrible « moeshi » (entendez fantôme) », cria-t-il, et il retourna en courant au village. C'est ainsi que Kashashi fut l'inventrice du masque. »

Or ce fut sous le règne du roi Samba Mpaké que fut fondée la société Bapende, une puissante organisation secrète qui avait mission d'arrêter les malfaiteurs. Il était très ennuyé par l'invention des masques par une femme et dit : « Qu'arrivera-t-il si pendant leur enfance, nos fils apprennent à avoir peur des femmes ? » Alors il défendit l'usage du masque aux femmes et ordonna que tout homme qui deviendrait membre de la société Bapende prouverait qu'il n'en avait pas peur en subissant une cérémonie d'initiation dans laquelle le masque serait employé et pendant laquelle les nerfs du candidat seraient mis à l'épreuve par l'administration de coups de bâton.

Une autre version africaine de l'origine du masque recueillie par le même auteur est la suivante :

« Sous le règne de Samba Mpaké, un Kolomo eut à opérer l'arrestation d'un certain malfaiteur, jeune et actif ; mais comme il était posé et âgé, le malfaiteur put facilement lui échapper. Dans cette difficulté, afin de donner main forte à la loi et de la faire respecter, le chef choisit certains hommes, jeunes et forts, à qui fut confiée la mission d'arrêter les malfaiteurs et on leur donna le nom de Babende. Afin d'éviter une revanche possible de ceux dont ils avaient opéré l'arrestation, ils portaient tous des masques du même modèle. Ces masques, appelés Esapula, étaient faits de lambeaux de rotin fixés ensemble au moyen de lacets de fibres et ressemblaient à un grand peigne décoratif : ils étaient fixés dans les cheveux immédiatement au-dessus du front et ils couvraient la partie supérieure du visage. Aujourd'hui, ils ont perdu leur signification et ils ne cachent plus les traits, mais on les porte en guise d'abat-vue, et simplement comme insigne. Ils ressemblent évidemment aux peignes portés dans les tribus congolaises de l'Ouest par les jeunes gens pendant qu'ils subissent l'épreuve d'initiation Nkanda.

Les Bapende exécutent les danses pendant lesquelles ils portent des masques ; c'est-à-dire, pour parler plus exactement, chaque

groupe des Bapende d'un village possède trois masques appelés Shine Malula, Mukenga et Bungu qui sont portés alternativement par chacun d'eux pendant leurs danses. Si une femme touche un de ces masques, les Bapende tuent la première chèvre qu'ils rencontrent ; ils la mangent et la femme qui a commis l'offense doit en payer les frais. »

Et d'après Torday toujours, la première forme du masque fut donc le masque-peigne appelé Esapula. L'origine du masque africain ne devrait donc point être attribuée à l'idée singulière de la femme de Samba Mpaké dont parle la légende, mais bien au désir de se soustraire à la vengeance des malfaiteurs arrêtés par les membres de la confrérie Bapende et à la modification progressive que subit le masque initial. Légende d'Afrique...

Toutes ces légendes sont sans doute récentes, ainsi que celles qui prêtent à l'inventeur du masque l'intention première d'effrayer.

Il semble plus vraisemblable que celui qui le premier utilisa le masque fut le chasseur qui, pour approcher plus sûrement le gibier sans l'effaroucher, se dissimula la figure sous un masque à l'image de sa proie.

Mais l'idée que le masque fût dérivé du totem ou des croyances religieuses ne saurait être écartée. Nous pensons même que ces croyances en sont l'inspiratrice principale en Afrique. L'importance donnée à la tête dans les manifestations tant religieuses que sculpturales semble l'attester. Au contraire des Grecs qui, pleins d'admiration pour le physique, accentuaient du point de vue artistique, l'expression des muscles, les sculpteurs nègres sacrifient toutes les autres parties du corps à la représentation de la tête.

Le culte de la tête, très répandu sous des formes variées à travers l'Afrique, était appelé à donner au masque une place de choix. La tête, considérée comme le siège de toute la sagesse humaine, joue ici le même rôle que le cœur dans le symbolisme européen. Le masque représente, si j'ose dire, le visage de la sagesse et dans le cas des masques de génies maléfiques, de la sagesse invertie ou diabolique. La tête est censée être le lieu d'élection de l'esprit des divinités. C'est pourquoi, est réputé sacrilège, le fait de toucher, et encore plus, de frapper à la tête une femme consacrée à une divinité. Cet acte provoque au Dahomey, dans la région de Porto-Novo en particulier, « Oma », ou folie collective sacrée. C'est un rite expiatoire qui immobilise tous les prêtres et prêtresses de la région jusqu'au moment où le sacrilège porte un cercle de rameau au cou en signe de repentir

et paie l'amende qui lui est infligée par Akplogan, le ministre du culte.

Les grandes cérémonies qui marquent la fin des funérailles consistent chez certains peuples d'Afrique, les Goun de Porto-Novo, par exemple, à déterrer les crânes des parents morts, à les revêtir de beaux pagnes, après les avoir lavés, à les couvrir de superbes bijoux et à leur donner, pendant des jours, de copieuses offrandes : victimes de cabris, chèvres, poulets, etc...

Tout cela prouve amplement que, plus qu'à toute autre partie matérielle du corps, l'indigène attache à la tête un caractère sacré. Or, il croit que les êtres animés ou non possèdent une âme. Il croit aussi en l'existence des esprits invisibles qui peuvent être, tout comme les âmes des êtres et des choses, bons ou mauvais. La peur des innombrables embûches que tend ce monde surnaturel et le besoin de s'assurer la protection des plus bénéfiques d'entre les esprits, génies ou divinités, le conduisent à rechercher un moyen de les capter en vue de se concilier les bons, subjuguier les mauvais ou en conjurer les effets maléfiques. On comprend mieux le masque qui est la représentation matérielle du visage, miroir de l'âme, siège des esprits, ait été choisi pour jouer ce rôle d'attraction.

Et c'est parce que chez beaucoup de peuples, l'esprit des végétaux survit à la mort que le bois est préféré à toute autre matière pour fabriquer les masques.

La forêt où pousse le bois est un monde vivant peuplé et régi par des esprits vénérés. Y couper un arbre sans cérémonie propitiatoire, pourrait provoquer la colère des dieux. Par conséquent, on doit les consulter, par l'intermédiaire d'un prêtre et obtenir d'eux, au préalable, l'autorisation d'abattre un arbre. Cela donne lieu quelquefois à des cérémonies. Dans certains cas, les outils servant à la destruction du bois doivent subir une bénédiction du prêtre, indépendamment des rites consécatoires du masque achevé. On pourrait alors y introduire une puissance positive, destinée à protéger le porteur contre les maléfices possibles et qui attaquera la force ennemie. Chez les Dogon — enfants chéris du Professeur Griaule — on immolera un lézard sur le masque, on le fera sécher, puis ensuite calciner, et l'on mélangera la poudre du lézard à l'huile de sésame destinée à brunir le masque. Mais pour que ce charme ait effet, il est absolument nécessaire que l'opérateur soit continent depuis la veille.

Schneider, dans son ouvrage « Masque Primitif », nous donne quelques renseignements précieux sur la préparation qui précède la sculpture du masque : « Souvent, l'artiste a subi des jours de jeûne avec sacrifices et méditations ; une défense sévère d'appro-

cher de l'atelier est imposée pendant tout le temps que dure le travail. Le bois a été minutieusement choisi, coupé et abattu selon les rites consacrés ». Il est clair qu'il s'agit là d'atteindre et de provoquer l'inspiration suprême, d'obtenir du sculpteur des réalisations les plus hautes de la tribu : la création de l'image de dieu ou de l'ancêtre déifié.

Mais comment représenter esprits, âmes, génies, toutes choses invisibles et insaisissables ? L'imagination seule s'y consacre et souvent avec bonheur.

L'artiste taille donc dans le bois et style une image de l'être surnaturel en fonction des traditions ancestrales, des émotions qu'il en a et des visions personnelles qu'il s'en fait. Son imagination est surtout soutenue, enflammée par cet impondérable indispensable dont il est pétri : sa foi millénaire. Y a-t-il meilleure disposition pour réaliser un art sacré ?

La croyance professée en commun par le sculpteur africain et sa tribu rendait ses simplifications, ses abstractions significatives et l'assurait qu'elles seraient comprises et acceptées de tous.

Puisque l'âme de l'art africain — on devrait dire, n'est-ce pas, la tête de l'art africain — réside surtout dans la religion, le profane ne doit pas cesser d'avoir présente à l'esprit la nature de cette croyance, s'il veut comprendre la forme que prend cet art.

Il semble cependant que dans la réalisation des masques en particulier un seul critère guide l'artiste africain : si l'esprit à représenter est bienfaisant, le masque aura une expression aimable, captivante ; s'il est au contraire malfaisant, il sera farouche et repoussant ; il en est de même des masques de guerre sans qu'il faille pour cela généraliser ces conceptions.

Ce qui est certain, c'est que si, sur le plan religieux, l'art sacré occidental forme le dieu humanisé, l'art primitif, lui, crée, le divin et sa mimique absolue, surhumaine, l'être surnaturel ; il le veut éternel et surtout plus fort, plus puissant que les mortels. Les traits de ces êtres supérieurs et suprasensibles ne peuvent être comparables à ceux du commun des mortels. Cela paraît en tous cas logique. Aussi, dans sa volonté de trouver l'expression surhumaine adéquate, l'artiste noir, s'élevant aux limites du possible, est-il parvenu au plus haut degré de l'audace sculpturale et spirituelle. Il créa de la sorte une vérité plastique inconnue dans l'art européen. La réflexion d'Apollinaire à propos du surréalisme peut s'appliquer à l'art nègre : « Quand l'homme a voulu imiter la jambe, il a créé la roue qui ne ressemble pas à une jambe. Il a fait ainsi du surréalisme sans le savoir. C'est tout le secret de l'art mélanien qui est, ajoute-t-il, d'abord rythme. »

Il est donc vain de juger les productions sculpturales africaines, celles des masques en particulier, selon le canon gréco-romain de la beauté, ou d'y rechercher la figure fidèle d'un homme ou d'un animal donné. Ce qu'il importe de savoir, c'est que le masque est l'expression de l'indéfinissable, de l'irréel, de l'impalpable qui pourtant nous obsède et nous étreint. Et cette notion n'est pas sans importance parce qu'elle met en évidence le caractère mystérieux que le masque confère à celui qui le porte lors des cérémonies rituelles.

L'officiant travesti, c'est l'irréel dans un visible symbolique. A partir du moment où il porte le masque de la divinité et le costume qui le complète, il perd sa personnalité humaine, s'abstrait de la société du commun des mortels ; il s'est retranché de ce monde et n'est plus que l'incarnation de l'esprit qui habite désormais en lui. Et tout a été prévu à cet effet : le costume, les gestes, le tam-tam, les chants, la voix, la musique, la danse, les incantations, tout concourt à le diviniser et à l'introduire dans le monde éthéré pour le faire communier avec la puissance à laquelle il s'identifie spirituellement. Dêvêtu, l'homme masqué perd tout son pouvoir. Le masque et le costume qui l'accompagne sont les signes qui lui confèrent sa puissance suprême. Contrairement à ce qui est généralement admis, « l'habit, ici, fait le moine ».

On portait les masques aux cérémonies du culte des ancêtres, aux fêtes d'initiation et à l'occasion des fêtes totémiques. Les masques jouaient un rôle prépondérant dans les rites de fertilité, de circoncision ou d'excision, d'enchantement de pluie, dans les associations secrètes, l'exorcisation des malades, en justice, à la chasse et à la guerre. Autrement dit, les rôles des masques revêtent des aspects religieux et magiques, politiques et sociaux.

Au point de vue de leur signification sociale et de l'usage, les masques peuvent se diviser en :

- 1°) Masques de guerre, peu nombreux et tendant à disparaître.
- 2°) Masques de danse, généralement utilisés par les initiés à certaines sociétés secrètes où s'exécutent des danses masquées.
- 3°) Masques des rites ou cérémonies de circoncision ou d'excision et d'initiation.

Les masques de guerre affectent souvent une forme empruntée au règne animal, de préférence aux fauves les plus dangereux, tels que le buffle, le léopard, le lion...

Les masques de danse des sociétés secrètes affectent généralement une expression étrange susceptible d'exciter l'étonnement et le respect mêlé d'un sentiment de crainte et d'admiration à la fois, chez les nouveaux initiés.

Les masques de circoncision ou d'excision sont en fibre tissée ou en textile ; ce sont généralement des sortes de cagoules.

Certains masques à figurations animales sont exclusivement réservés aux rites agraires. Ils représentent de façon stylisée, les fauves déprédateurs des cultures ou des troupeaux, buffles, hippopotames, éléphants, lions, etc... Grâce à ces masques on peut se concilier les forces qui, autrement, risqueraient de nuire à la prospérité des entreprises agricoles ou pastorales.

S'identifier à la bête pour en absorber la ruse, la souplesse, le don de mobilité, la force terrible, pour acquérir les vertus de patience, de résistance aux épreuves de douleur et aux menaces de la mort — car, ne l'oublions pas, la puissance de la magie trouve généralement son symbole dans la qualité physique ou morale des animaux ou des choses —, s'assimiler la force, la durée éternelle de l'animal sacré, du totem dont l'énergie collective de la tribu dépend, par des prises de contact avec son essence opérées dans le mystère du masque, tel est le but de certaines confréries.

Les Dogon, peuples animistes des falaises de Bandiagara, entretiennent avec passion le culte des masques. Ils vénèrent notamment un spécimen surmonté d'une représentation très schématique de crocodile. La légende raconte que, depuis des temps immémoriaux, les Dogon habitaient un pays boisé au Sud du Soudan, quand les ennemis, supérieurs en nombre et en force, les obligèrent à abandonner leurs demeures. Au cours de leur exode, ils se trouvèrent en présence d'un cours d'eau, le Bani, que traversait un troupeau de crocodiles. Ces hydrosauriens se métamorphosèrent mystérieusement en un tronc d'arbre et se dressèrent tel un pont rigide d'une rive à l'autre. Les Dogon purent traverser le fleuve. Aussitôt le pont salvateur disparut à la grande déception des assaillants impuissants. En témoignage de reconnaissance, les Dogon adoptèrent le crocodile comme animal totem et l'adorèrent. Ils ne doivent plus en manger. Ils taillèrent un masque à l'image de leur totem et le portent de nos jours encore à l'occasion de cérémonies funèbres des hommes exclusivement.

Les Dogon entretiennent également une société secrète « Awa » dont l'œuvre consiste à ressusciter périodiquement, par le culte des masques, l'esprit des ancêtres chez leurs descendants et à en maintenir la continuité. Les pouvoirs et les buts de Awa se sont développés à travers les âges et cette société est devenue une sorte de collège initiatique.

Après chaque cérémonie, ces masques sont cachés dans des

grottes à la vue des femmes et des enfants qui risquent de tomber malades ou de mourir s'ils ont le malheur d'en voir.

Il y a également, dans beaucoup de tribus, toute une organisation de police dont les éléments masqués agissent contre les sorciers, contre les jeteurs de sorts, les mangeurs d'âmes. De telles organisations jouent un rôle de premier plan dans le domaine social.

Chez les Bambaras, par exemple, les masques sont employés dans des sociétés secrètes dont, parmi les plus redoutées : Komo, Nama, Kono et Koré.

Chacune d'elles se consacre à un but social défini : « Komo » ou « Koro », également connu en pays mandé, a pour mission de découvrir les voleurs et les femmes infidèles et de les punir ; « Nama » se charge de sévir contre ceux qui pratiquent la magie noire ; « Kono » réduit à l'impuissance les empoisonneurs et « Koré » protège les semailles et les moissons. Chacune de ces sociétés a adopté comme symbole un ou plusieurs types de masques représentant généralement des têtes de bêtes sauvages ou des figurations humaines à traits d'animaux. Ainsi, Komo a un masque à cornes articulées ; celui de Nama rappelle l'hyène ou un oiseau fabuleux ; celui de Kono, un hippopotame. La plus riche en types est Koré, dont les masques représentent ordinairement l'hyène, le lion, le singe rouge, et parfois aussi des fauves qu'il est malaisé de déterminer zoologiquement. La plupart de ces masques sont essentiellement destinés à inspirer la terreur et ils atteignent leur but à coup sûr, grâce à une expression d'intense cruauté.

Chez les jeunes garçons Bambara, un type fort curieux, N'Tomo, symbolisant un démon malveillant qui habite les jujubiers et qui protège les adolescents contre les mauvais esprits et les rend saints et forts. Le masque N'Tomo représente le visage humain surmonté de cornes dont le nombre varie de 2 à 8.

La partie la plus originale de l'art bambara, et qui le classe parmi les types les plus précieux de l'art nègre, sont les hauts de masques représentant l'antilope stylisée. Cette bête est considérée comme déesse de fécondité. Le haut de masque est fixé à un bonnet de paille tressée. Celui qui le porte en dansant imite les bonds de l'antilope. Employé pour les fêtes des semailles et de la moisson, il sert également dans les cérémonies votives chaque fois qu'une nouvelle parcelle de terre est défrichée.

La société secrète « Sénoufo Do » a pour symbole un masque à figure humaine stylisée ornée de trois oiseaux. Celle des Nalou ou Baga, en Guinée Française, a pour dieu un gros serpent,

« Ningue-Nenga », représenté par un masque monumental, lequel ne peut être vu que par le prêtre de la divinité et, parmi les hommes, des seuls initiés. Toute femme ou tout profane qui le voit meurt dans les huit jours.

Ce masque joue un rôle extrêmement important dans la vie sociale des Nalou et des Baga. Il est consulté dans toutes les circonstances graves de la vie. Il est témoin de tous les serments solennels. On implore son aide, sa protection comme sa vengeance.

La théogonie baoulé, riche en demi-dieux, a pour support matériel le masque. Ainsi, « Niamié », autrement dit le ciel personnifié, gouverne la vie de l'au-delà. Il a pour symbole un masque de bélier. « Gou », organisateur de l'univers, auquel Niamié a délégué une partie de sa puissance, est matérialisé par un masque à visage humain aux joues et menton ornés d'une barbe stylisée.

Avec « Ago », sa seconde épouse, Niamié a engendré deux fils : « Kaka-Guïé » qui préside aux funérailles, conduit les âmes dans l'au-delà et prend soin d'assurer la supériorité des hommes sur les femmes, et « Gbékré » qui, dans l'autre monde, punit les âmes des méchants. Le premier est symbolisé par un masque de bœuf à deux cornes. Ce masque n'est utilisé que pendant les cérémonies nocturnes à l'abri de la vue des femmes. Le second, « Gbékré », est personnifié par une statuette représentant une créature fabuleuse, à corps humain, à tête simiesque, portant une coupe dans laquelle le fidèle dépose en offrande un œuf. A noter la pureté et la régularité des lignes des masques baoulé typique.

Si chez les voisins immédiats des Baoulé, les Man, Guéré, Ouébé, Touba, Diamandé, les statuettes représentant des personnages en pied sont inexistantes, on rencontre, en revanche, chez les mêmes tribus, un nombre étonnant de masques et une diversité impressionnante de style, alors que l'artisan ne dispose que d'un seul motif, un sujet constant, une source d'inspiration : la représentation d'un visage humain. Un nombre extraordinaire de masques et cette variété morphologique incroyable ne sont que la conséquence logique du rôle exceptionnel qui est dévolu aux masques tant dans le domaine religieux et magique, politique et social de la vie des Dan et des Guéré.

Etant donné que l'objet rituel fondamental et vraiment central du culte des ancêtres est le masque, il en découle comme une source inépuisable, une grande diversité de fonctions se rapportant aux aspects les plus variés des activités sociales et magico-religieuses. Ces peuples réalisent dans la sculpture des masques, une gamme de créations si riches, que, partant du réalisme du

masque-portrait elles passent par toutes les transitions possibles pour aboutir finalement aux fantaisies expressionnistes les plus imprévues. Voici des visages humains à cornes animales, voici des masques intermédiaires entre l'homme et des créatures fantastiques, mâchoire inférieure mobile, défenses crochues, yeux sertis d'anneaux en aluminium ou encore yeux tubulaires, nez extraordinairement épais et large, front démesurément bombé, bouche édentée ou garnie de dents humaines, lèvres gonflées. Une horreur cristallisée !

Le Nimba en pays des Mala et des Baga représente le symbole de la fécondité, c'est, si vous voulez, la déesse de maternité. La danse masquée Nimba a lieu à l'occasion des travaux de culture. De plus en plus cette danse se tourne vers des buts purement récréatifs. On se met à la danser lors des baptêmes, des mariages, des décès.

Il y a également chez les Baga de Binani, le « Nimba des vieux » qui, d'après Kjersmeier, est réservé aux vieux et aux femmes âgées et apparaît à l'occasion des funérailles des anciens ou pendant les fêtes commémoratives. Le grotesque de ce masque qui n'a qu'un seul œil et un seul sein avec un accoutrement bizarre, crée l'hilarité. Son rôle, en effet, est d'amuser les parents du défunt.

Chez les Landouma de Rio Nunez, le masque Simo était considéré comme une grande divinité d'une société religieuse. Il perd de son importance.

Lors des cérémonies de circoncision ou d'excision, garçons et filles, au Fouta-Djallon, sont placés sous la protection de « Koré » et « Simo » qui sont chargés de veiller sur eux durant la mutilation jusqu'à guérison complète. Ils interviennent en particulier pour limiter les effets néfastes du sang qui coule, l'hémorragie étant l'affreux présage de la mort. On rencontre chez les Coniagui, Bassari, Dialonké, des confréries d'hommes masqués dont le rôle est comparable à celui que nous venons d'évoquer.

Les masques des Yoruba-Nago représentent généralement des figures humaines. Ils sont remarquables par leur polychromie, les yeux invariablement en relief, les lèvres épaisses, le sommet du chef quelquefois surmonté de motifs compliqués de personnages, d'animaux ou de végétaux, le tout sculpté dans un bloc de bois ; les joues sont tatouées à la mode du clan adorateur de la divinité représentée.

Tous les détails de structure, l'ornementation, les figurines surmontant les masques ont une raison d'être et une signification spéciale. Les Yoruba attachent aux couleurs une signification. Le

rouge symbolise la Terre, le père des hommes et des animaux. Le contour des yeux est souvent relevé par un cercle blanc kaolin, couleur des fantômes (pour les éloigner). Le noir et le blanc sont utilisés pour rehausser la forme sculptée. Le bleu ou teinture d'indigo est associé avec le dieu du ciel (Olorun). Les Yoruba limitent d'ailleurs son emploi à la tête, à la chevelure et à la coiffure.

Pour les masques d'Egun ou revenant, une certaine patine, peinture et coloration, et d'autres produits, sont souvent appliqués sur la surface des figurines surmontant la cagoule. Pour la patine, on se sert d'huile de palme, de gomme et de sang. La coloration étant la terre et des pigments végétaux.

Les masques Nago sont utilisés par les sociétés masculines secrètes. Les « Géléde » apparaissent à l'occasion des funérailles, notamment à l'occasion des fêtes populaires munies quelquefois d'attributs féminins. Cette société dispose spécialement de tambours peints en bleu et en rouge sur lesquels sont sculptés ou dessinés des oiseaux et des serpents.

Les « Egun » des Yoruba ou « Kouvito » des Fon sont des revenants qui déambulent au cours des cérémonies funèbres ou des fêtes commémoratives des morts. Leur masque est une sorte de cagoule de textile solidaire du costume et relevé à la tête par une plate-forme soutenant quelquefois des figurines sculptées. Ils paraissent le jour vêtus du cap aux pieds. Aucune partie du corps ne doit être vue ; quiconque toucherait le vêtement en mourrait. Le chef des Egun est Alagba. Ce rôle est généralement rempli par les membres de la famille Alapini. Parfois Alagba appelle les revenants d'une source couverte. Egun vient alors, dit-on, de la cité souterraine ; il apporte des messages aux survivants. Il s'acquitte merveilleusement de cette mission et sa voix gutturale, une voix d'outre-tombe, plonge les spectateurs dans une sorte d'hypnose. En parcourant les rues, les revenants sont précédés d'auxiliaires armés de bâtons et chargés d'écarter les gens.

Les Bapende ont des masques qui comptent parmi les créations spirituelles les plus raffinées du Congo Belge. Ils représentent presque toujours un visage humain, au front proéminent. Autrefois, ils sculptaient des masques de guerre au faciès terrifiant, lesquels, sans qu'aucun caractère surnaturel soit d'ailleurs attaché, avaient une part dans le succès des armes. Le rôle de ces masques était de provoquer la crainte, l'épouvante et par suite le désarroi dans les rangs de l'adversaire. Cette pratique guerrière existait également chez les Ababua, les Mobenge et les Mobati du Congo Belge.

Chez les Bakongo, les masques, qui sont de facture artistique

moindre, sont utilisés dans les cérémonies en vue de provoquer la pluie et aux enterrements. Quelquefois ces masques sont portés par les guérisseurs pendant leur visite aux malades.

Les opérateurs de la circoncision chez les Banza, Bakété et Buaké portent un masque pendant la mutilation et durant toute la période de réclusion dans la forêt avec les nouveaux circoncis.

Dans certaines populations bantou, les jeunes gens se masquent pour violer leur fiancée le soir des noces en travers d'un trou au-dessus duquel la nouvelle mariée se renverse devant la famille réunie. C'est le visage de l'esprit de l'ancêtre et celui de tous les mânes de la tribu qui se penchent de la sorte sur l'épousée et collaborent à l'union qui devient de ce fait un acte magique.

En dehors des masques de danse, il existe d'autres masques dits « tabou » auxquels on accorde des propriétés merveilleuses. Leurs dimensions sont très réduites. Ils sont en bois ou en pierre chez les Guerzé. Accrochés à l'entrée d'une case, ils la protègent contre les maléfices et le mauvais œil. Posé sur un objet précieux, il devient un gardien sûr, car quiconque s'aviserait de le voler serait atteint de maladie grave et frappé de mort violente s'il ne les restitue pas dans les huit jours.

Les Bapendés ont de petits masques d'ivoire fort beaux qui sont portés au cou au moyen d'un fil pour prévenir et guérir les maladies.

Si au Bénin les masques en bronze destinés à être portés au visage sont inconnus, il existe par contre des masques de petit format représentant des têtes d'hommes ou de léopard et qui sont suspendus à la ceinture sur la garde de l'épée.

Par leur délicatesse, les masques d'or baoulé tiennent une place de choix dans la plastique africaine. Mais, tandis que les masques d'or égyptiens servaient à couvrir les visages des momies, ceux des Baoulé, de proportions fort réduites, étaient attachés aux épées des rois vainqueurs ; ce qui, indépendamment du cachet artistique certain, infusait la force du vaincu au vainqueur.

On ne saurait passer sous silence l'exception du point de vue du réalisme que constituent les masques d'or baoulé qui, au contraire de tous les autres, représenteraient véritablement le visage des chefs ou rois tués ou asservis au cours des nombreuses batailles dont le pays était le théâtre. Le masque est également un motif décoratif très utilisé dans l'ornementation des cannes de chef, de sièges royaux, de coupes de sacrifice, de cuillères, etc... Les masques munis de manche et qui se portent à la main sont des insignes de dignité.

Mais, comme il apparaît dans cet exposé, ce sont, incontestablement, les sociétés secrètes qui, par leur multiplicité, la diver-

sité de leurs buts, les nombreux degrés d'initiation qu'elles impliquent, ont été les facteurs décisifs de la riche éclosion et de la grande extension des masques en Afrique.

Quel sera l'avenir de ces masques et le sort des institutions auxquelles ils sont liés ?

Pareils en cela aux autres productions de la sculpture nègre, les masques subissent une évolution que trahit la différence de facture ou d'achèvement lorsqu'on les compare aux spécimens anciens. Les buts de ces activités artisanales ne revêtent plus le même idéal et le produit de son métier ne remplissant plus, à de rares exceptions près, la fonction sacrée à laquelle il était destiné, l'artisan ne voue désormais à son métier qu'un sentiment mercantile. Les masques ont beaucoup perdu de leur signification sociale. Les institutions qui s'y rattachent n'ont plus qu'un mince crédit, quoi qu'elles aient contribué naguère à sauvegarder dans une grande mesure la pureté des mœurs et à maintenir la discipline sociale.

Cette évolution du masque, cette décadence de son rôle et de sa signification, conséquence de la pénétration de la civilisation occidentale, s'observent particulièrement au voisinage des villes. Beaucoup de gens d'Afrique et d'ailleurs ont tendance à considérer la pratique des arts et du folklore populaire africain comme un stigmate qui ravale le Noir au rang de sauvage. Pareil jugement simpliste relève d'un fait psychologique que l'on désigne communément sous les vocables de complexe d'infériorité pour les uns et de complexe de supériorité pour les autres. Si nous sommes d'accord pour proscrire les activités de certaines sociétés secrètes de sorcellerie et autres Poro de Sierra Leone, par exemple, nous pensons que notre effort doit tendre au contraire à dissiper ces sentiments, cette crise psychologique et à convaincre les uns et les autres que les formes de civilisations sont multiples, variées ; que, au lieu d'en mépriser telle ou telle autre, il faut maintenir ce qui les rend irremplaçables dans le concert des peuples, c'est-à-dire leurs particularités, quelque bizarres qu'elles puissent paraître. Aucune culture, pour complexe et brillante qu'elle soit, ne peut réaliser à elle seule toutes les possibilités offertes à l'homme. Chacune d'elles se spécialise selon sa ligne évolutionnelle propre, dans un ou plusieurs champs d'activités qu'elle s'efforce de porter à la perfection.

Une culture unique, englobant l'univers entier, perdrait l'avantage des efforts divers que chaque culture poursuit pour son propre compte.

D'autres mobiles, plus humbles, militent en faveur de la

préservation des arts et folklores populaires. Ils expriment la personnalité culturelle d'une société et sont, en réalité, un élément de cohésion sociale. Leur disparition est pour beaucoup dans l'état de prostration et de démoralisation de nombreux groupes ethniques, qui, entraînés dans le tourbillon de la vie moderne, n'ont même plus les symboles qui aident à reprendre pied.

Nous n'avons pas grossi exagérément le rôle du masque. Comme l'écrit Buraud : « Le masque n'est pas un amusement ou une fantaisie équivoque et passagère. Il fait partie de la vie humaine, domestique et religieuse. En prenant le masque tout à fait au sérieux, les Noirs en ont fait un moteur du destin, un double plastique, agent de transfiguration, une sorte d'organe du surhumain, ils ont pénétré son énigme... C'est à eux que nous allons demander la philosophie du masque... C'est à eux que nous allons demander de nous conduire au-delà des apparences, derrière ces simulacres captivants de la face humaine. »



BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

-
- BUREAUD (Georges). — Les Masques, Essai. Paris, Ed. du Seuil, 1948, 238 p., illus., ph. h. t.
- GRIAULE (Marcel). — Masques Dogons. Paris, Institut d'Ethnologie, 1938, 896 p., illust., pl. h. t., cartes.
- HARLEY (Georges W.). — Notes on the Poro in Liberia. *Papers of the Museum of American archaeology and ethnology*, Howard, University, vol. 19, N° 2, 39 p., illust., pl. h. t.
- KJERSMEIER (Carl). — Centres de style de la sculpture nègre africaine. Paris, A. Morancé, Copenhagen, 1935, 2 T.
- MAËS (Joseph), ANIOTA, KIFWEBE. — Les masques des populations du Congo Belge et le matériel des rites de circoncision. Anvers, Ed. de Sikké, 1924, 64 p., pl. h. t.
- RATTON (Charles). — Masques africains. Paris, A. Calavas (s. d.), 8 p., 24 pl.
- SEGUY (Ladislas). — The mask in African dance. *The Negro History bulletin*. Washington. Vol. 14, N° 5, fév. 1953, 6 p. illust.
- UNDERWOOD (Leon). — Masks of West Afrika. London, A. Tiranti Ltd., 1948, 49 p., 48 pl., carte h. t.

THE POSITION OF YORUBA WOMEN

by H.U. BEIER

A lot has been said by Europeans about the suppression of African women. African women, they say, are bought and sold like cattle and are generally treated little better than beasts of burden. With such conviction has this prejudice been spread, that even literate African women writing in the Lagos « Daily Times », begin to demand the « emancipation » of African women.

In the following I will attempt to describe the life of Yoruba women in the town of Ede, in which I lived during the past year. I will refer here to the illiterate women who still follow traditional ways of life. These form the vast majority in the whole of the Yoruba country, but it must be borne in mind, that there is an entirely different class of women to be found chiefly in Lagos and Ibadan, which is already adopting European ideas and ways of living.

Even the life of illiterate women has obviously been influenced by culture contacts, and this article is to be no attempt to reconstruct the life of Yoruba women before the arrival of the Europeans. I will simply give a description of what I saw in 1954.

It would be wrong, however, to assume, that the independance and freedom of Yoruba women today, is entirely the result of Western influences. Yorubas history has a lot to tell about the prominent achievements of women in the past. Two women it is said, have been Onis (kings) of the holy city of Ife, which is the highest title which can be held in the Yoruba country. One of the Ewis of Ado Ekiti (another important king) was also a woman. We also hear about the deeds of Madam Tinubu, the woman chief of Abeokuta, who commanded a regiment of soldiers during the attack of King Glele of Dahomey on Abeokuta in 1864.

Political, Religious and Economic position today

Yoruba women have never considered the political affairs of the country to be a major business of theirs. But they have always organized themselves sufficiently to see to it, that their position towards the men is safeguarded. Every town has got a woman chief or Iyalode, whose duty it is to represent the women towards the king and his chiefs. In Ede the opinion of the woman chief is much respected by the chiefs and the king. One of her main functions today is to settle trade disputes with the men. Recently I could observe one such dispute here. The women who sell « ogi », a food prepared from ground maize, must bring their maize to the mill owners for grinding. These mill-owners are men. Now the women began to complain that the charge of the men was too high to allow them sufficient profit on the sale of ogi. The Iyalode then made representations to the mill owners, demanding a lower price for the grinding. The men refused at first, then tried to bargain. The Iyalode, however, called all ogi sellers on strike. The women then began to grind the corn by hand and after a week the mill owners surrendered unconditionally.

It is in Religious life, however, that women make their most important contribution to the running of Yoruba society. Unlike Christianity and Islam which have both extremely patriarchal traditions, Yoruba paganism admits women into the highest offices of priesthood. In the most important cult in Ede, that of Sango (Thunder) the most important place is held by a woman, the Iya Sango (mother of Sango).

Through the respect owed her by all worshippers of the cult and because of the importance for the town of her divinations and sacrifices, this woman wields a tremendous influence. In others cults like that of Obatola and Oshun women also play very important parts. And through there are two exclusively male secret societies (Egungun and Oro) the society which controls both, the Ogboni admits women. It goes without saying that in the days whe the king was not a Christian, as the present Timi of Ede happens to be, he was directly controlled by Iya Sango in some matters, because inside the cult of thunder, he would be little more than an ordinary member.

It is the economic positions of the Yoruba woman which forms the solid basis of her independence. No real Yoruba woman will allow her husband keep her. She will always insist on earning her own money, with which she will feed herself, and sometimes

her children too. Certain crafts are the exclusive monopoly of women : spinning, dyeing, pottery, and the making of batique cloth will not be touched by any man. Weaving is done by both men and women but they use different kinds of looms and weave different types of cloth.

Women may help their husbands on the farm at certain times of the year, but they may also their own private farm, if they wish to. Land is as yet abundant among the Yorubas, and any woman may claim a share of the family land.

The most important source of income for women is trade. On the markets women have monopolized most goods. Men may be found selling meat and leather goods. But nearly everything else is handled by women : staple food stuffs yam and cassava, vegetables like okra, tomatoes, etc., kola nuts, palm oil, cooked food, further mats, baskets, pots, skins, native medicines, beads, jewelry, cloth (indigenous and european) as well European produced food like sugar, milk, sardines and other European products like matches kerosine, etc., etc.

In the bigger towns street trading women have become so powerful competition to shop keepers, that the latter are now agitating to forbid hawking altogether. I have known women who have acquired so much wealth through street trading, that they were able to build huge houses or send their sons to study in England.

Marriage

It is widely believed that African marriage institutions, are degrading and humiliating to the women. Girls it is argued cannot chose their husbands, but are sold to anybody who will offer sufficient money.

This does not correspond to the facts, however. Nowadays Yoruba girls cannot be married against their consent. A generation or two ago, of course, a girl might be betrothed when she was only a child. But this was equally true of little boys, who had their future wives chosen for them by their parents. But then marriage is considered by the Yorubas not as a contract between two individuals, but as a symbolical union of two families, marriage is a sacred institution, as important to the entire tribe as to the two partners concerned.

The bride price is not paid by the suitor to the bride's father, but by the suitors family to the girl's family. Every member of

the bridegroom's family will contribute something to the sum, and the father of the bride will have to distribute small amounts to all relatives. It is only in modern towns like Lagos, therefore, where the family system has broken down, that the bride price brings real hardship to the young men.

The actual sum to be paid, varies from town to town. In Ede, which is not a very prosperous place, it has been fixed to L. 12 10 s. The girls, however, do nowadays insist on getting personal presents, before they accept a suitor. These presents, made during the time of courtship, do often amount to two or three times the bride-price !

If a woman seeks a divorce, she will have to refund both the bride-price and the presents. In some cases this will be done by the new husband. But often the woman is able to repay the money herself. Because most women use the personal presents as the starting capital for their trade. Once they have saved up twelve pounds ten, they are virtually independant. If a woman has stayed with her husband for more than a year, she will have to return only the dowry and not the presents. If she has been with him for four or five years, only half the dowry is to be surrendered. When a woman returns to her first husband from the seducer, and he is willing to take her back, he is entitled to wait three months before returning the dowry which he was given at the divorce. This is to enable him to test the wife's constancy.

Divorce, them, is extremely easy in these days and virtually amounts to a money transaction. It is said, that originally the only reasons for divorce were : impotence, barrenness and incurable disease. But nowadays a woman can plead cruelty or neglect and she usually gets away with it. Some women marry three or four times.

For the man on the otherhand divorce is far more difficult. Local custom requires, that a man who wants to send away his wife, must have a fairly strong support of his own family. Wives usually take great care therefore, to be on good terms with some of the more important members of the husbands family to safeguard their position. According to the present Timi of Ede, it is in well over 90 % of divorce cases it is the woman who is leaving her husband.

Divorce being thus easy, adultery is extremely rare. If, however, a woman is unfaithful she will under no circumstances hide the identity of the father of the child, because that would obviously anger the ancestors concerned. An unfaithful woman nowadays is usually driven away by the husband. In most cases

the king will persuade her father or another member of her family, to look after her. Adultery during pregnancy is particularly detested, as it is believed that it may « spoil the child in her womb ». It is therefore practically unheard of.

Pregnant women, however, sometimes seek and obtain divorce, although this creates very special problems. As soon as the child is born, her real husband must be called, so that he can bury the afterbirth. It is this ceremony which makes him the real father of the child. The child will then be left with the mother until it is about seven years old. Then the father will claim it. Because it is said in Yoruba that the mother is only the guardian of the children. The father is legally considered the « owner » of the child. This is in fact the greatest weakness in the position of the woman in the Yoruba country. It must be remembered, however, that because during the early years the child is exclusively under the influence of the mother, even in later years and even when living with the father it will remain mother-orientated.

If a child dies in the care of a divorced woman, very serious trouble may arise. I recently witnessed a case in Ede, where the father accused the mother and her new husband of killing the child by witchcraft. It took the king three days to persuade the father to go and bury the child. (The burial is his symbolical acceptance of a verdict of death by accident. He cannot take up the case again after that.)

The position of the king is a very special one as regards women. Since the people want to see their king with a large number of children, he will be expected to have more wives than anybody else in the town. A king today may have 30 to 40 wives, but it is said that in the olden days they would have many more. He has obviously many privileges in the choice of his wives. There are some peculiar customs in connection with this. For example, a girl kneeling inadvertently on his carpet may be claimed by him as a wife. But on the other hand the king has not only special rights but special duties. He is by ancient law the husband of deformed women and all other women who cannot be married in the normal way. There is also a custom according to which a king cannot refuse the present of a wife. A man who wishes to be rid of his wife at all costs, can make use of this and bring her to the king with a small gift of money. The present Timi of Ede had women given to him on three occasions in this way. The last time a man even brought a pregnant woman. When the woman bore twins (a very lucky circumstance in the Yoruba country today) the king had the man called and urged

him to take the woman and the children back. The man refused again and it was the Timi who then had to bury the afterbirth of the children-wich meant that he had to accept full responsibility as their father. As to the women, the king need not literally marry them. He may, if he wishes, merely provide for the women until such a time that he can find another husband for them.

On the death of her husband, a woman may be inherited by one of his younger brothers or sons. (Only among the Moslems a father or elder brother may inherit a wife). Usually various relatives may woo the deceased man's wife. This is done by sending her ones chewing stick. If she returns the stick, it means that the suitor has been rejected. If she keeps it, on the other hand, she has accepted him. If a woman does not like to be inherited by any of them, she will obtain a divorce from her deceased husband in court. This amount to returning the dowry to the late husbands family.

Polygamy has been practiced in the Yoruba country from time immemorial. It now exposed to attacks from the churches, who have declared it to be immoral. The custom is so deeprooted however, that it has caused a number of sects to break away from the conventional churches. The new African churches permit polygamy to their members.

The condemnation of polygamy by the churches is another proof of their failure to enter into the mentality of the people they try to convert. As was already said above, the Yorubas do not consider marriage to be a contract between two individuals. Unlike Europe, therefore, companionship and love and sexual pleasure between the two partners are not the object of marriage. The primary object of marriage is the production of children. Any arrangement, which tends to ensure the production of many children and which guarantees that no women will be left to die as spinsters, is moral in this society. Polygamy fulfils these requirements. Moreover, polygamy greatly benefits the young child, which will be spared many tribulations which it has to go through in the European family, where after all, the child is only a by-product of marriage, and often only an accident.

In the European family, the father tends to feel that the child is an intruder taking away the attention of the mother from him. The child on the other hand may be conscious of neglect and frustration, because the mother has to divide her attention between it and the father. In the worst cases this may grow into what is known as the *Œdipus complex*. In Yoruba polygamy, this situation is carefully avoided. As soon as the wife is obviously

pregnant, she will refuse further intercourse with the husband until the child is weaned. (Usually at the age of two). Most mothers will leave their husband's houses for long stretches of time during this period. Mostly they stay with their own mothers, in order to be the more free to devote themselves exclusively to their children. All this is only possible in a society where men have many wives, because otherwise they would have to remain celibate for stretches of nearly three years.

It is regarded with great displeasure by the older people, if some of the more « modern » women try to have children more often than once every three years. The three period is again a very wise institution, because it avoids too much jealousy of the older child, when the young one arrives. It is obvious that a child of two or less will feel extremely neglected at the arrival of another child. The child of three on the other hand, has reached an age, where it is just about ready to begin and explore the world on its own. Even so, the Yorubas are careful to create a harmonious attitude of the older to the younger child. When the new child is borne, the older one is given special attention, and a cock will be sacrificed for it. Moreover the older child will be bathed in the same water with the newborn one, so as to create a sense of unity.

Yoruba women are wise in the treatment of young children. The child is spared the suffering of crying alone in the cot, which European children go through. The Yoruba woman carries it about on her back, wherever she goes, and whatever she may be working. The attitude to feeding is very sensible. Time table feeding is unheard of and self-regulation of the child is the absolute rule. Moreover the child can get as much erotic pleasure from the mother's breast as it likes, as it will be allowed to play with the breast at any time. Weaning too is done most gently and carefully. In some cases, where a child is extremely difficult, it may even be allowed to come to the mother's breast (very occasionally) after the new child is born.

All these things may account for the balance and harmony we find Yoruba children.

Women living together in a polygamous household must acknowledge the seniority of the first married wife, who is called *Iyale* (mother of the house). The *Iyale* will usually make a brief appearance when the husband has visitors, and she will be expected to settle quarrels between the other visitors, and she will be expected to settle quarrels between the other wives. Besides that, she has no particular privileges. Every wife will

cook for the husband for five days in turn, and she will live with him during this period. This is another custom, however, that is discontinued by many of the younger people.

Western Influences

Western influences are fast encroaching on the traditional life of women. Already there is a small group of women who are completely Westernized. There are doctors, lawyers, teachers who have studied in England and adopted a new way of life. So complete is the change in these women, that already they look at the traditional ways of life with European prejudices.

But there is also a large class of women to be found in Lagos, Ibadan and other big towns, who have had no opportunities for higher education, and who have yet been affected by culture contacts. Being Christians or Moslems, they have lost their influence on the Religious life of the community. While having abandoned the custom of choosing an Iyalode, they have yet failed to gain any footing in the new system of representative Government introduced by the British. These women sadly fall between two stools. While their old culture has been destroyed for them, and the old set of morals with them. They have not had the opportunity to adopt new culture and new morals.

During the past years, three babies were found abandoned in the streets of Lagos : for the first time in the history of the country a thing like that has happened. Prostitution, completely unknown among Yorubas living the traditional form of life, is common in the bigger towns. In Lagos the morals even among schoolgirls are presenting a serious problem to the social welfare department.

All these are obviously symptoms of a changing society. But the future of the country will depend on how soon and how successfully people will overcome their transition problems.

Une République Africaine au XIX^e siècle

(1795-1857)

par SYLLA ASSANE

Il est un fait bien connu actuellement, qu'il a existé en Afrique des civilisations brillantes, dont la maturité féconde força l'admiration de tant d'historiens et qu'aujourd'hui encore, elles enrichissent de leurs vestiges un bon nombre de musées européens. Cependant, sans remonter au temps des grands empires africains, nous pouvons trouver à une époque toute récente des valeurs non moins respectables ; et la République Léboue de la presqu'île du Cap Vert nous en offre un exemple digne d'attention. De l'avis même des historiens et fonctionnaires français qui ont eu contact avec elle, il s'agissait d'une République démocratique répondant à toutes les acceptions de ces mots. M. Poirier, ancien administrateur de la Circonscription de Dakar et Gouverneur de la Mauritanie, écrivait en Décembre 1946 : « L'histoire de la collectivité Léboue mériterait d'être connue de tous les Français de France qui veulent servir outre-mer. Ils se rendraient compte que la civilisation noire n'est pas niable et ils verraient comment une petite République africaine a pu naître et prendre conscience de sa force morale. » Mais hélas, les colonialistes s'employèrent près d'un demi-siècle à désintégrer cette « force morale » et devaient assassiner cette jeune République en 1857, après avoir pleinement bénéficié de la largesse d'esprit de ses citoyens. Nous serons amenés à faire de nombreuses citations au cours de cet exposé ; il semble bien qu'il soit préférable, pour plus d'objectivité, de laisser la parole en certains endroits, aux historiens, aux acteurs des faits relatés ou aux témoins oculaires.

RÉPUBLIQUE ISSUE D'UNE RÉVOLUTION

Vers la fin du XVIII^e siècle, le Sénégal comprenait plusieurs Etats indépendants, « c'étaient surtout, écrit J.-L. Monod, le Djolof, le Oualo, le Cayor, la République des Lébous, et plus au Nord, à gauche du fleuve, la monarchie théocratique du Fouta Toro. Tous nos efforts allaient tendre, au cours du XIX^e siècle, à rétablir sur ces Etats l'autorité française. » Cependant le fonctionnaire chargé de l'administration des comptoirs français (Saint-Louis, Gorée) prenait déjà le titre de Gouverneur du Sénégal. Rappelons que c'est « un traité d'amitié transformé en traité de protectorat que signa Ali Bouri N'Diaye, roi du Djolof, le 1^{er} Juillet 1889 », de même que l'Alami firê Babi Li pour le Fouta Toro en 1881.

Il est à souligner que la République Léboue est née d'une longue lutte révolutionnaire, durant laquelle les Lébous eurent à franchir de nombreux obstacles : batailles sanglantes, guerres civiles, problèmes économiques, impasses diplomatiques. En voici l'origine : de 1790 à 1809 régnait dans le Cayor le Damel (1) Amary N'Goné N'Della Coumba dont le comportement despotique exaspéra un grand nombre de ses sujets. Il en résulta un courant d'émigration vers l'Ouest du pays, et la presqu'île du Cap Vert devint un foyer ardent d'esprits révolutionnaires, où affluèrent des réfugiés politiques venant de tous les coins du Sénégal. Cependant les émigrés ne purent tout de suite soutenir une rébellion ouverte contre le Damel. Pendant que leurs rangs grossissaient de jour en jour ils se contentèrent de s'organiser en petits villages, tous étroitement solidaires, dont Dakar était la capitale. Malgré tout la tranquillité dont ils jouissaient n'était que toute relative : ils continuaient à payer au Cayor les contributions coutumières, et « les Tiédos, soldats du Damel, ne cessaient de razzier les habitants de la presqu'île, leur enlevant hommes et bétail ». Nous lisons dans la « Note sur la Presqu'île du Cap Vert », par le chef de bataillon du génie Pinet-Laprade : « Dial Diop, chef des villages de la presqu'île du Cap Vert, résolut, de concert avec son cousin Mapot M'Bengue, de s'opposer à ces violences. » Les Lébous organisèrent donc la résistance, et c'est alors qu'ils décidèrent de fermer l'entrée de la presqu'île « en construisant un retranchement en pierres sèches ». Toute la population se mit à l'œuvre, hommes, femmes, enfants, pour

(1) Damel signifie en wolof rupture ; c'est le titre que portaient les rois du Cayor depuis que Amary N'Goné Sobel brisa le joug du Djolof et conquit l'indépendance du Cayor, vers 1549.

transporter les blocs de pierres à l'endroit voulu. A peine ce travail terminé, vers 1790, un soulèvement eut lieu au cœur même du Cayor. Les insurgés furent battus à Palo, puis à Pire, et durent s'enfuir vers la presqu'île du Cap Vert sous la conduite de Matar Mamour. Alors l'attaque de la presqu'île par l'armée toute entière du Cayor devint imminente et les Lébous se préparèrent à la rencontre. Elle eut lieu à Lofé ; les Tiédos durent se replier après une journée de bataille sans issue. Les Lébous profitèrent de la trêve pour construire un deuxième retranchement et subirent d'autres assauts non moins sanglants, à la suite desquels le Damel dut renoncer à la bataille. « Mais, écrit Pinet-Laprade, ils furent bientôt informés que le Damel se disposait à les bloquer dans leur camp, de manière à leur interdire toute culture à l'extérieur et à les réduire par la famine. Ils s'empressèrent alors de construire un troisième retranchement entre Hann et Yoff, pour s'assurer la tranquille possession de toute la presqu'île. Trouvant cette ligne un peu trop éloignée de leurs villages, ils ne tardèrent pas à en élever une quatrième à un millier de mètres en avant de la deuxième. « Les Lébous n'épargnèrent ensuite aucune considération stratégique pour renforcer ce système défensif qui tint en échec pendant près de dix-neuf ans l'armée du Damel Amary N'Goué N'Della Coumba. C'est ainsi que prit naissance dès 1795 la République Léboue, et comme l'écrivit M. Monod, ancien Inspecteur de l'Enseignement en A. O. F. : « Désormais, les Français durent traiter directement avec elle pour tout ce qui concernait leurs rapports avec la presqu'île du Cap Vert. Ce n'est qu'en 1812 que le Damel Briama Fatma Tioup (successeur du premier) fit la paix avec les Lébous et reconnut l'indépendance de la République. Une ligne allant de Sisga, entre Thiaroye et M'Bao, à Ouanou Al Samba marquait la frontière. » Cependant, à la conquête de leur liberté, s'ajoutèrent des problèmes non moins graves : équilibre intérieur, problèmes extérieurs.

EDIFICATION D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Après s'être affranchi d'une tyrannie, nul n'est point besoin d'en instaurer une autre, et le principe de l'égalité de tous fut immédiatement admis et devait dominer toutes les institutions. C'est une grossière erreur que d'avoir attribué au chef des Lébous le titre de roi, comme nous allons le démontrer plus loin. D'abord il fallut une base économique solide pour assurer la survie de l'indépendance. D'excellents pêcheurs, les Lébous s'occupèrent en

même temps de travaux champêtres. De vastes espaces furent débroussaillés et leur mise en valeur par des cultures appropriées (mil, manioc, arachides, légumes) leur assura une prospérité relative. Là encore le même esprit d'organisation soucieux d'équilibre social et de justice régla de façon minutieuse toutes les activités concernant travaux et répartition des produits, de même que le régime de la propriété foncière. La pêche se faisait par groupes de deux à quatre personnes, travaillant avec une pirogue dont le propriétaire obtenait une part égale à celle de chacun des pêcheurs, après la vente des produits, et une part double s'il faisait partie du groupe. « Le régime foncier adopté par les Lébous, écrit M. Angrand, était le contraire de celui basé sur la propriété royale des Damels. La terre appartenait à la collectivité et les propriétés indivises appartenaient à la famille. » Ainsi donc chaque famille pouvait entretenir à son compte une parcelle de terrain qu'elle aurait elle-même défrichée et mise en valeur, mais devait une certaine somme de travail à la collectivité. Nul ne pouvait se dérober à ses obligations sans s'exposer à une amende ; même les absences injustifiées aux assemblées étaient sanctionnées. Les compensations pécuniaires allaient à la caisse publique, laquelle était principalement alimentée par le produit de deux journées de pêche collective par semaine, ainsi que les droits perçus sur toutes les transactions. Une partie de cette caisse était destinée à accueillir et installer les immigrants qui affluaient de toute part. Au niveau de la collectivité comme au sein de la famille régnait une certaine division du travail ; le rôle joué par les femmes était non moins important : à part les travaux domestiques qui leur revenaient entièrement, elles aidaient aux travaux des champs au moment des récoltes, et s'occupaient du séchage et de la vente des poissons. Cependant une note discordante faisait ombrage sur l'égalité sociale ; une injustice consacrée par les mœurs resta conservée comme dans le Cayor : forgerons, bijoutiers, tisserands, cordonniers, griots, qui représentaient une infime minorité appelée « gnègnô », furent toujours considérés comme castes inférieures et ne pouvaient ni accéder aux postes élevés, ni se marier hors de leurs castes. Par ailleurs ils bénéficiaient de certains privilèges : les lois répressives étaient indulgentes à leur égard et dans bien des cas ne leur étaient pas appliquées. D'autre part un esprit chevaleresque profondément gravé dans les mœurs exigeait qu'ils fussent à tout moment généreusement accueillis et qu'on leur offrît des présents à l'occasion de toute manifestation de joie (fêtes familiales ou collectives) ; ce qui d'ailleurs existe encore de nos jours.

Nous disions qu'une fois leur société assise, les Lébous jouis-

saient d'une prospérité relative ; en effet il a été soutenu que dans les échanges commerciaux, un bon nombre de gens de l'extérieur venaient s'endetter à leurs dépens, d'où leur nom de Lébou qui signifie endroit où l'on emprunte (du mot wolof, lèb = emprunter). Autrement ce sont des Wolofs parlant la langue wolof, comme leurs parents du Cayor, avec tout simplement de légères nuances. Dès que le Damel Birama Fatma reconnut leur indépendance, leur commerce extérieur devint très actif. Nous lisons toujours sous la plume de l'historien : « Les caravanes circulèrent entre les deux territoires, apportant le mil et autres produits du Cayor, en échange de poissons secs, ainsi que les articles de traite achetés chez les commerçants de Gorée. Des droits d'entrée et de sortie furent établis et perçus par les préposés du Diaraff, lequel percevait également des taxes de port et ancrage aux points de la côte où les navires venaient s'approvisionner en eau douce et en bétail. »

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La République Léboue était dotée d'une constitution solide qui fixait droits et devoirs de tous, avec évidemment un appareil administratif qui en assurait le bon fonctionnement. Ce fut une République fédérative groupant plusieurs villages qui avaient une certaine autonomie intérieure, et dont les représentants formaient le gouvernement auquel était confiée la direction générale des affaires de la presqu'île. Ce gouvernement était ainsi composé :

- 1 Sérigne N'Dakarou . Président
- 1 N'Deye dji Rêw .. Ministre de l'Intérieur
- 1 Diaraff Ministre de l'Intérieur et Finances
- 1 Saltigué Ministre de la Guerre
- 1 N'Deye Diambour . Président de la Chambre des Diambours
- 1 N'Deye dji Frè Président de la Chambre des Frè
- 1 Klali ou Elimanc .. Justice et Religion

Notons que depuis 1795, un tel gouvernement a toujours administré la presqu'île, et qu'aujourd'hui encore, il existe à Dakar, mais actuellement ses membres ne sont désignés qu'à titre honorifique et ne peuvent nullement exercer leurs fonctions telles qu'elles étaient définies avant l'occupation française. Passons à l'analyse succincte de l'appareil administratif.

Le Sérigne N'Dakarou était élu par une assemblée de notables et devait être conduit ensuite par les Diambours à N'Gadié

(rivage nord de la presqu'île) pour les cérémonies d'investiture ; là, le Coran posé sur la tête, il devait jurer fidélité à la Constitution. En fait, il n'avait que voix prépondérante dans les assemblées, et nous verrons plus loin que son veto ne pouvait empêcher le gouvernement de passer à l'action, lorsqu'il le jugeait nécessaire.

Le N'Deye Dji Rew. Laissons la parole à M. Angrand : « Le N'Deye Dji Rew, dit-il, remplissait les fonctions de ministre de l'intérieur. C'était le vrai représentant de la population, raison pour laquelle on l'appelle aujourd'hui « Maire indigène ». Il était seul porte-parole accrédité ; c'est lui qui discutait et signait le premier des traités et conventions intéressant la collectivité. Il pouvait convoquer le Sérigne chez lui ; lui seul avait pouvoir de l'interpeller au nom de la population et après entente préalable avec le N'Deye Diambour. Son rôle semblait être de contrebalancer l'autorité du Sérigne par une autorité propre, venue du peuple Lébou. »

Le Diaraff s'occupait des affaires extérieures, gérant les finances et en plus avait en main toute affaire concernant les questions domaniales et l'agriculture.

Le Saltigue remplissait les fonctions de général et devait diriger les opérations sur les champs de bataille. A l'intérieur, il était chef de la police et chargé de l'exécution des lois.

Rappelons que seule la police avait des agents recrutés pour le maintien de l'ordre public et qu'il n'y avait point d'armée régulière. En temps de conflit tous les membres de la collectivité, y compris les personnalités religieuses et politiques, devaient répondre immédiatement à l'appel du tambour de guerre.

Le N'Deye Diambour. C'est le président de la Chambre des « Diambours » qui comprenait des représentants de chaque quartier. Seuls les Diambour-y-N'Dakarou siégeaient dans cette chambre. Les autres, appelés Diambour-y-Pintche avaient une action limitée au village où ils étaient élus. Les Diambours détenaient le pouvoir législatif : ils devaient statuer sur les propositions émanant de la Chambre des « Frés » et devaient soumettre leurs décisions au Sérigne. « Pour être Diambour, écrit M. Angrand, il fallait être âgé de 50 ans au moins. L'expérience et la sagesse étaient fonction chez les Lébous — comme partout ailleurs — de l'âge. »

Le N'Deye Dji Fré est le Président de la chambre des Frés, composée d'élus plus jeunes et plus actifs que les Diambours. Le pouvoir exécutif et une partie du législatif leur revenaient.

Toutefois ils devaient soumettre leurs décisions à la Chambre des Diambours.

Le Klali, chef religieux de la presqu'île, devait présider aux prières et remplissait les fonctions de juge. Le Coran était la base qui régissait aussi bien la haute justice que le maintien de la moralité dans la vie courante. La presqu'île comptait un certain nombre de savants islamiques formés dans le Fouta Toro (Nord-Est du Sénégal) chez les Toucouleurs qui, en plus d'une sagesse de longue date, s'étaient déjà assimilé la culture arabe.

Toutes ces charges étaient semi-héréditaires du fait qu'après décès d'un fonctionnaire ayant honorablement assumé ses responsabilités, une certaine reconnaissance accordait priorité aux membres de sa famille pour désignation d'un remplaçant. Ce qui eut d'ailleurs de graves inconvénients.

Les Assemblées. Les chambres des Diambours et des Frés siégeaient à part ; leurs présidents respectifs étant chargés de transmettre et de soutenir leurs décisions. En cas de questions graves à débattre, les deux chambres pouvaient être réunies en présence du Sérigne et des ministres. Mais en pareil cas, les Frés ne pouvaient soutenir que très modestement leurs opinions : le devoir sacré de respecter les aînés les maintenait en état d'infériorité devant les Diambours, et pouvait leur empêcher de l'emporter dans les joutes oratoires. Nous lisons, toujours sous la plume de l'historien : « La durée des séances était illimitée, la lenteur des délibérations provoquait des silences quasi-religieux qui interrompaient la discussion et permettaient aux orateurs de réfléchir longuement avant de se prononcer. Cette prudence caractérisait les assemblées Léboues. Aucun étranger n'était admis de droit à ces assemblées. Les questions graves ou très importantes donnaient même lieu à des débats à huis clos. Ces assemblées avaient lieu en dehors des villages, en plein air, sous un grand arbre. Les décisions étaient communiquées par le N'Deye dji Rêw au Saltigué pour diffusion ou pour exécution. »

Telle est très brièvement exposée l'organisation administrative que dès 1795 les Révolutionnaires adoptèrent pour leur nouvelle République.

EQUILIBRE SOCIAL — PURETÉ DES MŒURS

Nous ne pouvons mieux faire que de rapporter ici les témoignages des premiers missionnaires qui descendirent sur la presqu'île du Cap-Vert. Nous lisons dans la lettre du 30 Novem-

bre 1847 adressée par Mgr Benoit Truffet, évêque de Callipolis, vicaire apostolique des deux Guinées, originaire du diocèse de Chambéry, à l'archevêque de ce diocèse : « La droiture, la probité, le respect pour le mariage, la soumission des enfants aux parents, leur affection pour leur mère, l'hospitalité patriarcale des Wolofs contrastent avec les mœurs des européens. Le meurtre, le vol et la fraude sont choses presque inouïes dans la presque île du Cap-Vert. » Cependant pour Mgr Benoit, ces hommes n'étaient pas dans la bonne voie puisqu'ils n'étaient pas chrétiens. Aussi ajoute-t-il : « C'est un peuple religieux au profit de l'erreur, un peuple qui se porterait à protéger ses erreurs par la force des armes. » C'est là, dit-il, « où l'Islamisme a ses adeptes les plus vigoureux et les plus sincères en général... une religion positive même mêlée d'absurdes a une force incalculable. » Malgré tout, bien que profondément religieux, comme le souligne encore Mgr Benoit, « ils passent la moitié de leur vie à lire le Coran, à en réciter des prières, à en faire les cérémonies ». Les Lébous étaient tolérants au plus haut degré ; l'attachement à leur religion ne leur a nullement empêché d'accueillir les missionnaires, de les entourer de soins et d'aimer la religion chrétienne. Nous lisons toujours dans la lettre de Mgr Benoit : « En prêchant à ces hommes calmes et religieux, on n'a pas besoin de leur prouver que Dieu les a placés en ce monde pour sauver leur âme, tous vivent dans cette persuasion et leur fanatisme en est une conséquence. Ces noirs nous aiment beaucoup parce qu'ils savent que nous prions. Chose singulière, ils ont un attrait particulier vers la Sainte Vierge. Ils m'engagent souvent à leur en parler, plusieurs aiment à venir saluer son image dans ma chambre et à se faire expliquer le *serpent qui est sous ses pieds* (1). Plusieurs marabouts penchent secrètement vers le christianisme. » En fait, cette dernière affirmation est une erreur d'interprétation de la largesse d'esprit des Lebous, car par la suite Mgr Benoit n'a pas pu en convertir un seul. Nous lisons toujours dans cette longue et intéressante lettre que malheureusement nous ne pouvons citer en entier : « J'ai déjà pu traduire en wolof les prières principales du chrétien, pour les 14 africains qui sont les petites prémices de notre séminaire, ainsi qu'un abrégé des vérités chrétiennes à l'usage des catéchumènes musulmans. Souleiman (c'est le nom de mon maître en wolof) est âgé de 30 ans, il ne veut avoir qu'une femme. Il est venu me la présenter quelques jours après mon arrivée, comme aurait fait un chrétien de bon ton. A moins de maladie ou de voyage, il n'a

(1) Souligné par Mgr Benoit.

pas passé un jour sans venir me voir. Il m'amène ceux de ses compatriotes ou des étrangers auxquels il pense que je pourrai dire quelque chose d'utile. Souvent il nous sert comme d'économe extérieur. Et il fait tout cela en vue de Dieu. » A la lumière de ce témoignage, comme de bien d'autres, nous voyons nettement combien était élevé le niveau moral de l'homme de la presqu'île et combien les rapports sociaux y étaient sains et profondément humains. Ecoutons donc l'abbé Boilat nous raconter comment il fut reçu à la presqu'île : « Le 8 Mai 1848 M. Frelincet, capitaine du « Port de Nantes », amarina en rade de Gorée de bon matin sa chaloupe pour conduire Monseigneur à Dakar. Il arbora le pavillon tricolore ; la traversée fut longue ; pendant ce temps, tous les missionnaires avec leurs enfants, tout le village de Dakar et toute l'armée de la République, l'Elimane en tête, attendaient sur le rivage. A peine fûmes-nous descendus à terre que les détonations des armes à feu se firent entendre de tous côtés. Plus de 50 tam-tams roulaient ensemble au milieu des chants d'allégresse ». C'est là une des preuves éclatantes de la grande tolérance des Lébous à l'égard de la religion chrétienne et du désir qu'ils éprouvaient d'entretenir avec les Français des relations amicales, sans toutefois aliéner leur liberté si durement conquise. Et quel contraste vis-à-vis des « bonnes intentions » des colonialistes français à leur égard !

RELATIONS AVEC LES FRANÇAIS

M. Poirier écrivait : « C'est tout à l'honneur de la France et de ses premiers représentants d'avoir traité avec cette République des Lébous et d'avoir entretenu immédiatement avec elle des relations cordiales. » Et voilà qui est bien dit : examinons quelles ont été ces « relations cordiales ».

Première période : traité de 1826. — Rappelons avec M. Albert Sarraut que « la colonisation à ses origines n'est qu'une entreprise d'intérêt personnel, unilatéral, égoïste, accomplie par le plus fort sur le plus faible ». Ainsi donc les colonialistes français déjà établis à Saint-Louis et dans l'île de Gorée, dominés par l'esprit de possession, ne pouvaient nourrir à l'égard des Lébous que les belles intentions que nous lisons sous la plume du Commandant de Gorée, Hesse : « Occasionner leur ruine et nous rendre tranquilles possesseurs de ce pays, où réellement on peut faire des cultures sinon très étendues, du moins très belles et très productives ; et puis on aurait l'avantage d'étendre le territoire

de Gorée, trop petit maintenant pour contenir commodément sa population. Le commerce des bœufs avec nos colonies de l'Ouest se ferait plus facilement. » Mais la force n'aurait aucune efficacité contre les Lébous qui étaient armés jusqu'aux dents et prompts à se défendre ; le colonel Schmaltz précisait, le 2 Janvier 1817, « que l'acquisition en serait fort difficile... Vu que ce pays ayant secoué le joug du Damel... il faudrait en chasser les habitants qui sont aujourd'hui très nombreux, et qui le défendraient avec d'autant plus d'acharnement qu'ils ne peuvent espérer être reçus ni dans le royaume du Cayor, ni dans celui de Baol ». Force était donc pour les colons d'employer d'autres méthodes : le jeu de la double force qui consiste à se faire passer pour des amis, gagner la confiance des indigènes, se faire céder des terrains, s'établir progressivement et enfin donner le coup de force final. Tout d'abord ils furent contraints à une certaine loyauté par l'attitude profondément humaine des indigènes à leur égard, car les Lébous protégèrent aussi bien les missionnaires que les militaires français. C'est ainsi que le colonel Schmaltz, envoyé comme gouverneur en 1816, pour la reprise de possession des comptoirs du Sénégal et de Gorée, se trouva en difficulté avec le gouverneur anglais et fut hébergé avec tous ses hommes par les Lébous. Une fois le différend réglé avec les Anglais, Schmaltz dut manifester sa reconnaissance en ordonnant au commandant de Gorée : « Vous voudrez bien dire au chef de Dakar que je continue à lui payer les coutumes (une livre de pain frais par jour et 54 frs. par mois) ainsi qu'il avait été donné anciennement à sa famille, en raison des services qu'il a rendu à l'expédition pendant qu'elle était campée sur la presqu'île et parce que je compte qu'il se conduira toujours d'une manière honorable dans les relations qu'il aura avec les français ». Il y ajoute un présent : Un fusil à deux coups, un baril de cinquante livres de poudre, 120 livres de tabac, 20 barres de fer, 500 balles, 500 pierres à fusil ». Des relations de bon voisinage commençaient donc à s'établir.

Cependant des difficultés devaient surgir ; les naufrages étaient très fréquents dans les environs de la presqu'île et les Lébous considéraient comme un droit tout à fait naturel, après avoir organisé les sauvetages, de s'appropriier tout bonnement la cargaison et la coque des navires pour rendre ensuite les marins contre rançons. Les autorités de Gorée ne tardèrent pas à protester contre de tels agissements qu'ils qualifiaient de brigandage. A l'occasion du naufrage, le 25 Mai 1826, d'un bâtiment de Quimper, « l'Armoricaïn », le conflit faillit s'aggraver. Le lendemain les chefs de Dakar rendirent visite au capitaine de

frégate Hess, lequel nous raconte l'issue de l'entretien : « Ils me représentèrent que de tout temps les bâtiments qui se perdaient sur leur côte devenaient après 24 heures d'échouage leur propriété, que les marins qui en provenaient étaient conduits par eux au premier établissement européen pour y être rachetés ; que je paraissais vouloir innover à cet ancien usage, que si cela ne dépendait que d'eux, pour me complaire, ils y souscriraient volontiers. » Ce fut encore une preuve de loyauté de la part des Lébous et des négociations s'ouvrirent alors, qui devaient aboutir au traité du 10 Octobre 1826 ; un premier projet envoyé le 12 Janvier par le Gouverneur du Sénégal fut rejeté ; après de longs pourparlers et en définitive, modification des textes, le traité comprenant 9 articles fut rédigé le 10 Octobre. Cependant, à la signature du traité, les chefs de Dakar rejetèrent de nouveau l'article 8 qui « les engageait personnellement à restituer tout objet perdu ou volé » durant les naufrages, et le Baron Roger dut reconnaître : « La modification qu'ils apportent à l'article 8 est raisonnable au fond, quoi qu'elle puisse donner lieu à beaucoup d'abus ». Voici l'essentiel du contenu de ce traité dont le préambule rappelle « que suivant les lois divines et humaines il est dû respect et secours au malheur ». Les Lébous peuvent organiser le sauvetage des navires en perdition, pour être « payés à raison de deux francs cinquante centimes par jour » et par personne ; quant aux objets (article 6) « il leur sera alloué le tiers de la portion qu'ils auront sauvée » ; l'article 9 stipulait : « Dans aucun cas, lors du naufrage d'un bâtiment sur la presqu'île du Cap-Vert, les habitants ne pourront prétendre à la coque du navire et il sera procédé pour cette dernière portion comme il a été stipulé à l'article 6 (jusqu'au dernier débris)... »

Ce traité de 1826 a eu une grande importance dans les relations de la presqu'île avec les Français, en ce sens que ce fut un acte officiel qui mit en relief la totale indépendance des Lébous en même temps que leur maturité d'esprit.

Deuxième période : traité de 1830. — Vers 1830 la presqu'île a connu une période critique où menaces de guerres, troubles intérieurs, guerre civile et impasses diplomatiques à l'extérieur lui imposèrent de rudes épreuves. En effet, vers cette époque, les gens de Dakar résolurent d'étendre la révolution au cœur du Cayor par un moyen pacifique : la prédication religieuse pour amener tous les croyants à s'élever contre l'idolâtrie et les abus du Damel. Un groupe de 25 hommes chargés de cette mission fut arrêté par les partisans du Damel, et celui-ci manifesta l'intention d'envahir la presqu'île. Ce fut un nouveau sujet d'inquié-

tude. D'un autre côté, un soulèvement eut lieu dans le royaume des Oualo (Nord-Est du Sénégal) ; les insurgés furent mis en déroute par les gens des Oualo avec l'aide du capitaine de vaisseau Brou, à la tête d'une centaine de soldats. Leur dirigeant, traité de faux prophète, fut pris et pendu. L'un de ses compagnons, N'Diaga Issa, dit Serigne Kokey, put échapper à la poursuite et se réfugia dans la presqu'île avec six autres. Cet événement allait bouleverser les relations entre Gorée et Dakar. M. Claude Faure, ancien archiviste du Gouvernement Général en A. O. F., rapporte : « Le commandant de Gorée fit appeler le Chef de Dakar et lui imposa que le Sérigne Kokey ayant excité des troubles dans le Oualo, chez nos alliés, ne devait pas trouver un refuge chez nos amis de la presqu'île. Moctar (le Sérigne N'Dakarou) répondit qu'il ne pouvait pas chasser un homme malheureux qui s'était mis sous la protection de Dakar. Le commandant lui fit insinuer par un tiers de faire partir secrètement l'homme pour Joal. Mais les gens de Dakar refusèrent de renvoyer N'Diaga Issa et une grande fusillade apprit aux gens de Gorée qu'ils juraient de le défendre ». Il s'en suivirent des réactions d'un côté et de l'autre, qui empirèrent la situation et aboutirent à la rupture de toute communication entre Gorée et Dakar. Les habitants de Gorée connurent des moments d'angoisse et se mirent nuit et jour en état d'alerte, car « ils craignaient une invasion de l'île pendant la nuit ; ils imaginaient les pirogues de Dakar jetant 500 ou 600 hommes sur Gorée ». De leur côté, les Lébous sentirent leur commerce extérieur menacé : le mil qui leur arrivait par Gorée manquait dans la presqu'île. Ils tinrent conseil et tous les membres du gouvernement de la presqu'île, à l'exception du Sérigne N'Dakarou, se prononcèrent pour la reprise des relations. Ainsi, le 30 Mars 1830, une délégation se rendit à Gorée, malgré le veto formel du Sérigne N'Dakarou, et demanda le rétablissement des communications ; ce ne fut point une capitulation car « Hess exigea qu'on lui livrât N'Diaga Issa ou qu'on le chassât. Les deux envoyés refusèrent formellement, déclarant qu'on leur couperait plutôt la gorge. La palabre prit fin ». Après avoir reçu, le 15 et le 21 Avril, d'autres délégations, Hess, comprenant que les Lébous ne pouvaient s'abaisser, d'après lui-même à l'infamie de chasser un homme qui s'est mis sous leur sauvegarde et que ce serait un exemple inouï parmi eux que de méconnaître les droits de l'hospitalité », décida d'exploiter le désir de conciliation de la presqu'île. Il demanda la suppression des droits que les colons payaient sur toutes les transactions. Les Lébous acceptèrent cet énorme sacrifice et ce fut le traité du 22 Avril 1830 conclu par le commandant Hess d'un côté, et de

l'autre par le N'Dèye dji Rew Biraïma N'Doumbé, le Khali Moctar Sylla et Medoune ; après accord le Sérigne N'Dakarou Moctar Diop dut ajouter sa signature. En voici les gros avantages qu'en tirèrent les colons :

1°) Suppression des droits perçus sur les bâtiments qui venaient puiser de l'eau sur la presqu'île (5 frs. par bâtiment, 2 fr. 50 par chaloupe) ; la barrique d'eau réduite à 0 fr. 10.

2°) Suppression des droits sur sable, pierre et bois pris sur la presqu'île ; seuls les prix de ces objets étaient dus.

3°) Suppression des droits sur les bœufs embarqués soit pour les Antilles, soit pour Gorée ; ce droit était de 2 fr. 50 par tête de bœuf et on embarquait en moyenne 830 bœufs par an (d'après le rapport du 23 Avril 1830 du commandant de Gorée, Hesse).

4°) Pour les bâtiments venant d'Europe, réduction du droit d'ancrage de 7 à 4 gourdes.

5°) Réduction à 15 frs. le droit de fourrage pour les bœufs stationnés sur la presqu'île en attendant leur embarquement.

Pour autant les autorités colonialistes n'étaient encore point satisfaites et voulurent exploiter à fond la situation : le capitaine Brou écrivit de Saint-Louis à Hess : « Je désirerais donc que vous fissiez ajouter à l'acte additionnel l'engagement à prendre par vos contractants de nous laisser à l'occasion construire un fort à la pointe de Dakar. » Il va sans dire que les Lébous refusèrent cette proposition que par ailleurs nous savons malhonnête puisque le capitaine Brou ajouta : « Afin de ne pas les effrayer par le mot quelque peu hostile de fort, vous leur ferez entendre que je désire construire à cet emplacement un *établissement fortifié* (1) ... Mon intention n'est pas d'user maintenant de la concession que je demande, mais de nous préparer la possibilité d'en profiter en cas de besoin ou même de convenance. »

Nous avons déjà souligné que ce traité a été conclu sans l'assentiment du Sérigne N'Dakarou Moctar Diop. A cette dissension s'ajouta un an après un fait grave : le fils de ce dernier tua le premier griot du Damel, qui était allé à Gorée acheter de l'eau-de-vie. Moctar Diop, impliqué dans cette provocation dangereuse pour la presqu'île, fut déchu de ses fonctions et remplacé par Elimane Diol. Et d'après les documents cités par Claude Faure, une délégation générale comprenant des représentants des principaux villages de la presqu'île déclara, à l'occasion d'une visite à Gorée : « Nous pensons qu'il (Elimane Diol) nous gouvernera bien, qu'il ne cherchera que le maintien de la paix, objet de nos vœux ; nous ne reculerions point devant la guerre

(1) Souligné par le capitaine Brou.

si on nous provoquait, mais nous ne serons jamais les provocateurs ; si notre nouveau chef agissait comme le premier, il aurait le même sort. » Toujours d'après le texte cité par Claude Faure (voir son livre : « Histoire de la presqu'île et des origines de Dakar »), l'un d'eux ajouta mot à mot : « Quand un forgeron emploie une barre de fer il la rejette si elle ne peut être travaillée ». On ne peut donner une meilleure définition d'un chef entièrement soumis au peuple dans un régime vraiment démocratique. Par ailleurs une telle déclaration souligne la grossière erreur qu'on pourrait commettre en attribuant au Sérigne N'Dakarou le titre de Roi.

L'entente avec Gorée était donc rétablie, mais un grand danger couvait à l'intérieur de la presqu'île. En effet, Moctar Diop n'avait pas désarmé et s'était constitué un parti pour reconquérir son poste de Sérigne N'Dakarou. Il eut recours à un coup d'état qui conduisit à la guerre civile de Pikine. Claude Faure écrit : « On se battit, les révolutionnaires perdirent quinze hommes ; leur chef s'enfuit avec le reste de ses partisans, au nombre d'une quinzaine. Ce fut la fin des discordes entre les habitants de la presqu'île. Ainsi donc la République avait retrouvé le calme à l'intérieur, rétabli les relations extérieures sans rien perdre de sa souveraineté. »

APPLICATION DES TRAITÉS

ASSASSINAT DE LA RÉPUBLIQUE LÉBOUE (1857)

L'ancien gouverneur, M. Poirier, écrivait dans la préface d'un livre de M. Angrand : « Certes, M. Angrand sait fort bien mettre en évidence ce fait que nous n'avons pas appliqué toutes les clauses des accords passés. C'est son droit de nous critiquer, mais qu'il me permette de lui dire franchement, nous pouvons prétendre au bénéfice des circonstances les plus atténuantes ». C'est là un aveu éclatant, qui ne fait d'ailleurs que corroborer les nombreux documents historiques. Mais que M. Poirier nous permette aussi d'objecter que les circonstances atténuantes auxquelles il fait appel sont plus que louches et ne sont nullement de nature à honorer une mission qui se dit civilisatrice. De leur côté, les Lébou mirent leur point d'honneur à respecter les engagements contractés ; le 30 Juin 1846, le sloop « Casimir Périer » fit naufrage dans la baie d'Yoff et fut pillé par une tribu qui n'était pas sous la dépendance directe de Dakar : « Elimane, tout en protestant de son innocence, écrit Claude Faure, avait pourtant consenti à payer à titre d'indemnité, une somme de

3.000 frs. » Par ailleurs les Lébous se montraient de plus en plus complaisants pour céder des terrains et rendre des services de tout ordre. Nous lisons dans la lettre du 27 Septembre 1845 de M. l'abbé Aragon à M. Libermann, le compte rendu de la démarche qu'il fit auprès du Sérigne N'Dakarou : « ... Plus l'entretien se prolongeait, plus nous devenions bons amis ; à la fin nous demandions de nouveau qu'on cédât une portion de terrain pour nous y établir et faire école. Le roi (1) nous répondit qu'il n'y avait pas de difficulté puisque c'était pour le bien et qu'il n'y avait à ses yeux qu'une petite différence entre notre religion et la sienne, mais qu'il ne pouvait prendre cette décision sur lui-même et qu'il en parlerait à son peuple ». Cette dernière phrase nous révèle encore le caractère démocratique de la République Léboue. D'ailleurs l'abbé Aragon ajoute : « C'est qu'en effet son autorité est fort restreinte : simple marabout, il est plutôt le conseiller que le maître de ses sujets, le consulte qui veut dans les affaires difficiles, tout ce qui le distingue des autres, c'est une plus large part des droits que les étrangers paient à cette espèce de république... » Rappelons les buts que se proposaient les écoles dont parle l'abbé Aragon. Nous lisons dans les notes de Mgr Kobés (14 Février 1854) : « Leur but général est la régénération religieuse et par conséquent sociale des noirs d'Afrique... ; leur but particulier est de fournir les possessions françaises de serviteurs intelligents et dévoués... Nos colonies et nos comptoirs ont besoin d'ouvriers probes, intelligents, soumis, surtout de chefs ouvriers qui puissent diriger les noirs. » On voit ainsi combien était désintéressée une telle entreprise !

Après donc avoir bénéficié de toutes les concessions possibles, il ne restait plus aux colonialistes qu'à donner le coup de force final ; il eut lieu le 25 Mai 1857, jour où le capitaine de vaisseau Protêt fit débarquer les marins de la « Jeanne d'Arc » à Dakar. L'opération fut conduite avec une telle duplicité que les Lébous ne s'aperçurent de rien et n'eurent aucune réaction. Laissons plutôt Protêt nous raconter comment il effectua cette prise de possession, dans le compte rendu qu'il adressa au ministre : « J'ai l'honneur de vous informer que j'ai fait arborer le pavillon français sur le petit fort que nous avons construit à Dakar. Il dégagera notre commerce de tous les péages d'ancrage, de lest de sable et d'eau qui étaient imposés à nos bâtiments marchands, en même temps qu'il étendra notre influence sur toute cette côte voisine de Gorée. J'ai profité, pour faire acte de prise de possession, du jour du Ramadan qui est pour la population indigène

(1) Il s'agit du Sérigne N'Dakarou.

de la presqu'île la plus grande, fête de l'année. J'avais donné aux principaux chefs un pavillon qu'ils ont arboré sur leurs cases, de sorte que les coups de fusils, les danses, les habits de fête de tous ces noirs ont autant célébré la domination française que la fin de leur carême... » Ce fut ainsi la fin de la République des Lébous. Et ceux-ci qui interprétaient le geste de Protêt comme une manifestation d'amitié à l'occasion de la fête du Ramadan, n'en comprirent la triste réalité que plusieurs jours après, lorsque les français décrétèrent l'abolition totale des coutumes, droits et taxes qu'ils percevaient en vertu des traités.

La période qui suivit fut celle des expropriations et des refoulements des Lébous hors de leurs villages, pour leur arracher les meilleurs terrains et emplacements ; l'opération se déroulant toujours suivant la politique jadis préconisée par Schmaltz (lequel connaissait bien la réaction des Lébous), à savoir : « écarter soigneusement et sévèrement toute mesure de violence ». Il fallut des prétextes : nous lisons dans la décision du 1^{er} Juin 1859 (Bulletin administratif de Gorée, page 95) : « A compter de ce jour, l'Etat se réserve à Dakar tous les terrains nécessaires pour la voie publique, et qui n'ont pas encore été acquis par les habitants de Gorée. » Ainsi donc les Lébous étaient dépouillés aussi bien par les colons habitants de Gorée que par l'Administration. Celle-ci d'ailleurs, moyennant de maigres subventions, ne se gênait pas du tout. Voici d'après le rapport de M. Chambaud, Président de la commission des terrains de Dakar, le langage que Protêt aurait tenu à peu près, à une assemblée de notables dont Moctar Diop, M'Baye N'Diaye, Souleimane Sy, M'Bourou N'Doye et Ousmane Diène : « J'ai besoin d'installer des corps de troupes différents à Dakar, il nous faut du terrain, autant dans ce but que pour l'édification de divers bâtiments. Je vais prendre pour cela des terres que vous occupez, voici une somme de 5.400 frs. pour vous en dédommager. » Un autre prétexte s'offrit à l'occasion d'une épidémie de fièvre jaune en 1900 : l'administration, par « mesures sanitaires », fit brûler 1.061 habitations (280 cases de paille, 738 baraques en bois, 43 maisons en briques) et refoula ensuite les propriétaires hors de la ville. Le système d'emprunt des établissements de crédit foncier, adroitement élaboré par les colons, fit des catastrophes : les indigènes ne tardèrent point à se méprendre sur la nature des contrats et tombèrent dans les pièges qui leur étaient tendus. M. Angrand écrit à ce sujet : « Ce fut et c'est encore, il faut le dire, une iniquité, consacrée par des règlements auxquels le Gouvernement général donne son accord. Il est très regrettable qu'on n'ait pas su, par une disposition réglementaire, s'opposer à ce qu'on

peut appeler une véritable spoliation qui est pratiquée grâce à l'ignorance ou à l'excès de confiance des emprunteurs. »

La Convention de Juin 1905 acheva de dépouiller les Lébous des terres appartenant à la collectivité et qui fournissaient, ainsi que le rappelle le texte de la Convention, « les ressources nécessaires pour : 1^o) recevoir les étrangers ; 2^o) nourrir les indigents ; 3^o) entretenir les locaux affectés aux assemblées et cérémonies publiques. » Intervint ensuite le décret de Juillet 1906, instituant un nouveau régime de la propriété foncière, toujours au détriment des indigènes.

Ainsi, aveuglés par les oripeaux de justice dont s'étaient affublées toutes les machinations des colons, les Lébous n'eurent qu'une seule fois l'occasion de réagir énergiquement et efficacement : ce fut contre les « mesures sanitaires » qui devaient conduire à l'évacuation de plusieurs quartiers, lors d'une épidémie de peste en 1914 (la première qui fut jamais enregistrée au Sénégal, si l'on excepte celle de Ziguinchor en 1912). Une bataille rangée fut évitée de justesse et l'Administration dut modifier ses projets : « C'est ainsi que les terrains du « Tound » furent soustraits à la convoitise de l'administration qui aurait pu mettre en exécution la Convention Guy de 1906, laquelle dépouillait les Lébous », écrit l'historien M. Angrand. L'œuvre de démembrement s'était poursuivie par l'exil de certains chefs : Babacar Sylla, remplissant les fonctions de Khali, fut interné plusieurs mois durant à Gorée ; il en a été de même pour le dirigeant religieux Baye Laye.

CONCLUSIONS

Ainsi donc, la jeune République qui portait en elle tant de vitalité, avait reçu des coups mortels de la part des « civilisateurs » : il n'est point besoin d'insister sur l'immensité d'un tel crime ; il apparaît clairement d'après les documents historiques, établis par les colons mêmes, que cette République pouvait être le point de départ d'une vaste et profonde transformation ; nul ne sait jusqu'où irait une telle évolution et quel apport cela pouvait constituer pour l'Afrique et même pour l'humanité. D'ailleurs ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres : la République Léboue n'a pas été la seule victime, d'autres organisations aussi solides ont succombé sous les coups du colonialisme ; car celui-ci ne peut s'implanter sans avoir accumulé des ruines, soit par la force, soit par la duplicité et la trahison. Est-ce à dire que le contact avec l'Europe a été néfaste pour l'Afrique ?

Oui, néfaste dans une certaine mesure, néfaste dans la mesure où il a détruit tant de valeurs que les colonialistes sont les premiers à admirer aujourd'hui, et surtout dans la mesure où l'Afrique se trouve actuellement enchaînée et systématiquement écartée des bénéfices qu'elle est en droit d'attendre de ses rapports avec l'Europe. Nier que l'Africain soit capable de se gouverner, ce dont il était capable autrefois, c'est affirmer sans équivoque que le bilan d'un tel contact est désastreusement négatif. Cependant il pouvait être fort positif si les premiers rapports avec l'Européen n'étaient dominés par un impérialisme d'une voracité et d'une rapacité insatiables : en effet l'Africain aurait pu combler la cuisante lacune qui le place aujourd'hui au rang de dominé, à savoir la faiblesse de ses moyens techniques ; il aurait pu alors bénéficier depuis longtemps de la vaste synthèse née du brassage continu des peuples et y ajouter en retour son grain de sel, pour peu qu'on veuille bien lui accorder une individualité spécifique humaine irremplaçable. Ses rapports avec l'Européen auraient alors le caractère d'une harmonieuse symbiose sans parasitisme ; l'Africain a déjà tout donné : sa terre, ses ressources, sa sueur, son sang si généreusement répandu sur tous les champs de bataille de l'Europe ; et cependant il continue à essuyer les mensonges de la propagande colonialiste qui cherche à déformer certaines réalités africaines, et ne les présente que sous un aspect avili par des reportages et des films tendancieux, pour le moins racistes. Ce qui pouvait être une véritable civilisation européenne digne de sa gratitude, n'est autre qu'un sérieux apport dans le domaine de la technique, apport qui se concrétiserait par un développement massif des établissements d'enseignement technique en Afrique et une industrialisation rapide du pays. Or il est clair qu'on veut le tenir en haleine sur ces deux points par des promesses qui se réalisent à un rythme propre à le maintenir indéfiniment sous le joug colonialiste. C'est là une politique maladroite et fort peu clairvoyante dans la conjoncture actuelle de l'évolution des peuples : le temps est révolu où des discours pompeux, des promesses ou des changements d'appellation (empire colonial en Union Française) pouvaient endormir les consciences. Il est temps que les rapports de force entre colonisateurs et colonisés disparaissent pour faire place à une plus large compréhension et une collaboration féconde, dans la mesure où les peuples techniquement sous-développés puissent jouir pleinement de leur souveraineté et de leur self-détermination. Des événements récents ont déjà prouvé avec éclat combien un tel changement est urgent, dans l'intérêt des uns comme des autres.

Pour en revenir à notre défunte République, rappelons que l'ancien Gouverneur, M. Poirier, n'a pas manqué de s'adresser aux jeunes Lébous en disant que s'il avait le droit de leur donner un conseil, « ce serait de rester fidèles aux traditions léboues et, par conséquent, de toujours honorer et respecter leurs aînés dont la sagesse et l'expérience ont fait d'eux ce qu'ils sont. » Il ajouta : « Le 8 Juin 1946, j'ai quitté les Lébous avec regret, car j'ai pour eux un sentiment complexe fait d'amitié et aussi de respect pour ce qu'ils furent dans le passé. » Nous ne doutons point des sentiments personnels de M. Poirier, mais c'est là l'accolade classique pour consoler, après avoir détruit.

La signification réelle du second plan d'Equipement et de Modernisation des territoires d'Outre-Mer

par A.-L. DUMAINE

Le monde capitaliste connaît depuis la guerre une véritable prolifération des « plans » économiques qui doivent tous, selon leurs auteurs, régulariser le cours d'une économie cahotante et promouvoir une politique hardiement orientée vers le mieux-être des plus larges masses. Dans une période où la plus grande notoriété est accordée aux réalisations grandioses des plans quinquennaux de l'Union Soviétique, il est nécessaire de définir quel est le contenu réel de la « planification » en régime capitaliste. C'est dans le but d'apporter une certaine contribution à cette étude qu'il nous a paru souhaitable d'examiner le deuxième plan de modernisation et d'équipement des Territoires d'Outre-Mer.

Rappelons qu'il s'agit de prévoir l'utilisation sous forme d'investissements dans les pays de l'Union Française d'une masse de crédits d'un montant de 368,5 milliards de francs métropolitains provenant tant de la Section Générale du Plan (Plan Hirsch, ex-Plan Monnet) — 103,5 milliards — et des sections particulières d'Outre-Mer (FIDES) — 168 milliards — que de prêts consentis par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer — 97 milliards.

Dis-moi qui tu hantes...

Ce plan a été soigneusement préparé par une Commission qui au mois d'Avril 1954 a produit un copieux rapport dont la diffusion restreinte n'a pas eu l'audience qu'il méritait. Placée sous la présidence du Gouverneur Roland Pré, cette commission a été exclusivement composée de hauts fonctionnaires et de représentants des groupes financiers et industriels ayant des intérêts directs ou indirects dans les Territoires d'Outre-Mer. On y trouve M. Paul Bernard, industriel, bien connu des milieux coloniaux, de Brie, Directeur de la Société d'Electro-Chimie, d'Electro-Métallurgie et des Aciéries électriques d'Ugine, Garceau-Dombasle, Président de la Compagnie Minière de Conakry, Gonon, Président-Directeur général de la Banque de Madagascar, Lefauchaux, Directeur de la Régie Renault, Lemaignan, Président de la S. C. O. A., de Vitry, Directeur Général de la Société Péchiney, etc... Quant aux personnalités qui ont participé à l'activité des sous-commissions, la liste en est aussi particulièrement significative : Banques (comme celle de Paris et des Pays-Bas, représentée par son Directeur adjoint M. Anthoine), grandes entreprises industrielles ou commerciales, dirigeants des sociétés d'économie mixte, tous les représentants du Capital ont lié leurs efforts à ceux des agents de l'Etat pour mettre sur pied le fameux « plan ». Seul M. Esperet, Secrétaire général adjoint de la C. F. T. C., apporte dans cet ensemble harmonieux une note insolite, mais peut-être est-ce sa compétence particulière en économie rurale qui lui a valu d'être associé aux travaux de la sous-commission chargée d'étudier cette question ?

Sans être partial on peut penser qu'ainsi composée la Commission risque d'aborder les problèmes coloniaux avec une optique assez particulière. Certes, dans l'introduction du rapport, on nous affirme que « le deuxième plan entend mener à bien l'œuvre considérable amorcée en 1946 en vue d'assurer une élévation substantielle du niveau de vie des populations autochtones ». Toutefois les commentaires qui accompagnent cette déclaration de principe à laquelle nous souscririons volontiers nous laissent quelque peu sceptiques :

« Dans le même temps (au cours du premier plan - N. D. L. R.) ces territoires alourdisaient considérablement leur appareil administratif et assistaient à la mise en œuvre d'une politique sociale, généreuse certes, mais beaucoup trop lourde pour des économies encore peu développées et vulnérables ».

« C'est pourquoi le deuxième plan, tout en poursuivant les

investissements de caractère culturel et social, accorde la priorité au développement de la production ». Car « l'augmentation de la production et l'augmentation de richesse correspondante sont seules en mesure de rétablir une situation budgétaire fortement obérée ».

« Il serait vain de vouloir rechercher des solutions durables (pour assurer une élévation substantielle du niveau de vie des populations atochtones - N. D. L. R.) en dehors d'un immense effort de développement de la production, support fondamental de tout progrès social réel ».

Dès le début, dépassant le cadre technique qui lui est assigné pour s'élever au niveau de la « théorie », la commission embouche les trompettes africaines pour chanter les louanges de la productivité. L'air est bien connu. Ce n'est pas le lieu ici de dégonfler une fois de plus ce mythe dont les travailleurs de tous les pays « avancés » ont déjà apprécié les tristes effets. Rappelons cependant que l'augmentation de la production a pour seule conséquence la création d'une plus grande quantité de marchandises. En régime capitaliste la question du niveau de vie des producteurs est entièrement résolue par le rapport des forces entre eux et les monopoles qui les exploitent. Augmenter la production dans les Territoires d'Outre-Mer pourrait avoir pour seule conséquence, si les intéressés ne se défendaient pas, une diminution du niveau de vie des masses autochtones par l'intensification du travail fourni et la généralisation des trop fameuses « cadences infernales ».

Du point de vue de la théorie économique cette doctrine « productiviste » est incohérente car elle prétend associer par un lien de causalité deux ordres de phénomènes fondamentalement différents : la « productivité du travail » qui est liée au niveau de la technique et aux conditions naturelles, et le « niveau de vie » qui est un problème de répartition, conditionné par les rapports de production existant entre les diverses classes et groupes sociaux.

Aussi n'est-il pas étonnant que la Commission soit amenée à se démentir elle-même dès les premières pages de son rapport. Car comment estimer que le niveau de vie des populations autochtones recevra une « élévation substantielle » alors qu'on prévoit un ralentissement des réalisations sociales et qu'on déplore que le taux des salaires soit « plus élevé que dans les pays étrangers voisins » ?

C'est sans doute que les mobiles réels du plan ne sont pas

exactement ceux qui sont officiellement proclamés. Il est en effet plus conforme au bon sens de penser que les membres de la Commission ont poursuivi les desseins que leur inspiraient leur condition sociale et leurs intérêts économiques les plus évidents. Après l'avoir dépouillé des appeaux trompeurs dont on tente de le revêtir, nous voulons connaître la signification exacte de ce « plan » et son insertion dans la réalité économique et politique des pays capitalistes.

Un peu d'histoire récente.

Pour y voir clair il convient de faire un rapide rappel historique. Au lendemain de la Libération les forces sociales qui s'étaient unies dans la Résistance élaborèrent, afin de relever l'économie française ruinée par la guerre, un plan d'équipement dit « Plan Monnet ». Dans ce cadre fut adoptée la loi du 30 Avril 1946 relative aux Territoires d'Outre-Mer. L'article premier de ce texte affirmait catégoriquement que le plan d'équipement du territoire devait « par priorité satisfaire aux besoins des populations autochtones et généraliser les conditions les plus favorables à leur progrès social ».

Mais à partir de 1947 la politique française opéra un tournant radical. Ce changement se traduisit pour les territoires d'Outre-Mer par une transformation totale des programmes et par la substitution du plan quadriennal au plan décennal initialement conçu. L'ensemble de la construction ébauchée en 1946 fut profondément modifié. Les crédits affectés à l'équipement social furent considérablement réduits. Par contre les dépenses effectuées pour l'infrastructure, la production agricole et minière furent augmentées. C'est ce nouveau « plan » qui ne reproduit en rien les décisions primitives de 1946, que la Commission considère comme le « premier » et par rapport auquel elle situe son projet actuel.

Aussi quand elle affirme que le deuxième plan donnera la priorité au développement de la production et non aux investissements à caractère social la commission n'apporte rien de nouveau. Elle ne fait que souligner et aggraver une orientation qui s'est fixée dès 1947 et qui tend en fait à liquider définitivement les premières réalisations amorcées en 1946 en faveur des populations autochtones. C'est dans cette perspective qu'il convient d'apprécier la comparaison des résultats réels du premier plan et des projets présentés pour le second.

*Comparaison des investissements
effectués au cours du premier plan
et des projets du deuxième plan*

	1 ^{er} Plan (réel)	2 ^e Plan (projets)	Diffé- rence
Voies de communications	50 %	22 %	— 28 %
Equipement social	20 %	12 %	— 8 %
Production Agricole	12 %	18 %	+ 6 %
Production minière, énergétique, industrielle, etc... Recherches afférentes	18 %	48 %	+ 30 %

Il faut d'abord noter que pour un programme qui se propose d'élever le niveau de vie de ces populations la réduction de près de moitié des crédits destinés aux investissements sociaux est en contradiction avec les buts officiels proclamés ; car il est bien certain que dans un pays sous-développé l'appareil social de l'Etat représente l'unique possibilité du territoire. On ne peut espérer, par exemple, que l'insuffisance des moyens sanitaires administratifs puisse être compensée par une plus grande activité des médecins privés : il n'y en a pratiquement pas. Réduire les crédits sociaux c'est porter directement atteinte à la santé ou à l'instruction des habitants. C'est abaisser leur niveau de vie.

La deuxième constatation qui se dégage du tableau ci-dessus est l'existence pour le second plan d'un important transfert de crédits du poste « voies de communications » au poste « production ». Ce déplacement s'explique en premier lieu par le fait que les grandes entreprises sont maintenant pourvues des voies d'accès aux matières premières et des moyens d'évacuation qui leur faisaient défaut. Aussi peu importe si d'autres besoins, en particulier ceux des populations locales, existent. Les satisfaire serait tenu pour un gaspillage intolérable et le rapport avoue ingénument « que les actions concernant l'infrastructure seront retenues dans la mesure où elles auront une action directe sur la

production, son accroissement, sa valorisation ou la réduction de ses prix de revient ». Voilà qui est net. Mais cette limitation draconienne, outre le mépris le plus complet des autochtones, marque aussi une victoire des trusts les plus directement intéressés à l'exploitation des richesses naturelles des Territoires d'Outre-Mer sur les fournisseurs de biens d'équipement dont les moyens de production sont entièrement implantés en France et qui par l'intermédiaire des Entreprises de Travaux Publics ont écrémé une large part des profits nés à l'occasion du premier plan. Les auteurs du second ne leur ménagent pas les critiques techniques et financières.

Objectif numéro 1 : les industries extractives.

L'effort central du plan est constitué par les secteurs de « production ». Mais les investissements qui sont prévus dans ce domaine révèlent qu'il ne s'agit pas de produire n'importe quoi. Pour choisir en connaissance de cause il faut un minimum de connaissances. Aussi, en premier lieu, on poursuivra et on intensifiera les recherches afin d'obtenir un inventaire aussi précis que possible des richesses naturelles des Territoires. Ces travaux portent avant tout sur les ressources du sous-sol :

	1 ^{er} Plan		2 ^e Plan	
	(1)	(2)	(1)	(2)
Recherches scientifiques et techniques Cartographie	12,3	3,7 %	14	4 %
Recherches minières et pétrolières Cartes et prospections géologiques	15,6	4,7 %	24	6,9 %

Il faut souligner que cet effort de systématisation des recherches est une nouveauté par rapport à la période d'avant-guerre.

(1) En milliards de francs.

(2) En pourcentage général du Plan.

Manifestement les monopoles coloniaux cherchent à réduire les « faux frais » résultant d'un développement anarchique des initiatives privées. En réalité il s'agit de créer un grand appareil scientifique et technique, dont les activités seront centralisées et rationalisées et dont l'efficacité sera mise au service des puissances économiques qui sont maîtresses des pays d'Outre-Mer. Si on pouvait avoir quelques doutes sur ce point, le rapport de la Commission du Plan ne tarde pas à les lever en précisant : « Les services géologiques ont, en outre, à la demande d'autres services *ou sociétés privées* (souligné par nous ALD), assuré des études locales dont le nombre va se multipliant d'année en année ». Le but avoué de ces travaux est d'obtenir un accroissement des productions minières et la création d'exploitations d'hydrocarbures. Ils font une large place aux études sur l'aménagement des ressources énergétiques spécialement hydro-électriques. La création de cet appareil de recherches techniques est un signe indubitable de concentration. Il a fallu que les grandes activités économiques soient pratiquement monopolisées pour que les différents trusts qui les détiennent puissent arriver à un accord qui facilite grandement leur exploitation des territoires. Ayant confié cet appareil à l'Etat ils ont réussi à faire retomber les frais de son fonctionnement sur les divers contribuables qui alimentent le budget, c'est-à-dire essentiellement sur les couches laborieuses de la Métropole. Le rôle de l'Etat comme gérant des intérêts des grands monopoles apparaît ici avec une particulière netteté. Toutefois il est à présumer qu'une si belle entente ne durera pas et que le domaine de la recherche connaîtra sans doute lui aussi les difficultés que ne manquent pas d'engendrer les contradictions d'intérêts entre les divers groupes capitalistes. En particulier la rivalité entre les sociétés pétrolières et leurs concurrentes productrices d'énergie hydro-électrique ne peut manquer d'avoir des incidences considérables sur l'établissement des plans de prospection.

Le but de cet important effort de recherches est de développer la production minière. Elle constitue la partie centrale du plan, en fonction de laquelle tout le programme est orienté. C'est là une notable innovation dans la structure économique coloniale. Traditionnellement, en effet, les exploitations agricoles l'emportent largement outre-mer sur les entreprises à caractère industriel tant par leur importance relative dans les exportations de ces pays, que par le chiffre de leur main-d'œuvre.

Cette nouvelle orientation est justifiée par une « théorie » économique qu'il est intéressant de souligner. « L'évolution des différents pays au cours des quelques dernières décades, parti-

calièrement dans les pays neufs, montre une corrélation étroite entre le développement de leur économie générale et de leur industrie minière. C'est ainsi que, pour ne parler que de l'Afrique, l'Union Sud-Africaine, le Congo Belge, les Rhodésies, la Gold-Coast, le Maroc, dont l'activité générale s'est le plus développée, possèdent tous une industrie minière dont la production a cru d'une manière spectaculaire. Cette corrélation s'explique d'ailleurs aisément. En augmentant la valeur des exportations de ces pays, les productions minières augmentent leurs possibilités d'importation, donc d'équipement, de sources d'énergie, etc... La création de productions nouvelles diversifie leur économie et la rend de ce fait moins vulnérable aux fluctuations périodiques ».

On reste confondu devant autant de confusion de pensée et d'ignorance. Les auteurs du plan seraient-ils encore des mercantilistes, et quels piètres mercantilistes ! Tout dans ces quelques lignes est contre-vérité. Il n'est pas vrai que l'augmentation des productions minières enrichisse par elle seule le territoire où elle se produit : en régime colonial la mine est une des entreprises qui ont le moins d'incidences sur les activités voisines. Elle ne fait naître aucune industrie. Sa main-d'œuvre est la moins qualifiée qui soit. Les salaires de famine généralement versés n'engendrent aucun revenu secondaire. Un trou et une voie d'évacuation : voilà le schéma de la mine coloniale.

Qu'importe au territoire que la valeur absolue des exportations augmente puisque rien n'en reste dans le pays ; tout le profit va à des sociétés étrangères qui orientent leurs investissements en fonction de leurs intérêts et il est rare que ceux-ci coïncident avec ceux des populations. En rassemblant ses moyens sur les industries extractives le second plan accentue encore si possible le caractère colonial et dépendant de l'économie des pays d'Outre-Mer. La seule nouveauté qu'il apporte c'est la nécessité, dans le cadre du capitalisme de monopole, d'exploiter plus intensivement les pays coloniaux : il faut bon gré, mal gré, si on veut soutenir la concurrence internationale et satisfaire la demande de minerais stratégiques, rationaliser la production, consentir quelques investissements. Comme pour le programme de recherches le plan est une excellente occasion de faire supporter ces dépenses aux travailleurs français sous forme d'impôts. Ainsi le profit sera double, prélevé sur les territoires (fournisseurs de richesses et de main-d'œuvre à bon marché) et sur le peuple de France (qui paie les grands travaux). Le vrai problème n'est pas seulement de savoir, comme les auteurs du rapport semblent le croire, si la valeur produite augmente ou non, mais de préciser qui s'attribue

le bénéfice de cette création de richesse. L'expérience montre que ce ne sont pas les populations. Et quand nos « économistes » citent pour appuyer leur démonstration l'exemple de l'Union Sud-Africaine, du Congo Belge, des Rhodésies et du Maroc, ils tendent des verges pour être battus : ces pays sont bien connus pour la condition extrêmement misérable des masses populaires autochtones dont le niveau de vie diminue avec régularité depuis l'inauguration de cette singulière « mise en valeur » à base d'exploitation minière.

Dire, enfin, que la création d'une forte industrie minière est un élément de stabilité économique en régime capitaliste est une tromperie manifeste. Il n'y a pas d'entreprises plus sensibles à la conjoncture que les mines coloniales.

Qui ne se souvient en effet des krach retentissants des années qui précédèrent la dernière guerre ? Sensible à la spéculation boursière, liée aux impératifs stratégiques, donc aux variations de la politique internationale, relativement facile à remettre en exploitation après un long arrêt, la mine est à l'opposé de la stabilité économique. Le récent exemple de la Société « La Thiebaghi » en Nouvelle-Calédonie, qui vient pratiquement d'arrêter sa production de chrome pour des motifs n'ayant rien à voir avec l'exploitation technique, est particulièrement probant.

En ce qui concerne la nature de ces entreprises le rapport fournit les indications suivantes :

Substances	1938	1946	1952	1953	Extension prévue pour 1958
Bauxite (t)					
A. O. F.	—	—	109.750	338.000	—
Mineral de Chrome (t)					
Nouvelle-Calédonie .	52.216	23.946	107.653	121.154	—
Diamants (carats)					
A. O. F.	61.929	51.834	136.080	180.000	—
A. E. F.	15.914	87.226	156.708	138.000	—
Concentré d'étain (t)					
Cameroun	305	160	125	124,8	—
A. O. F.	—	—	162	172	—
Mineral de fer (t)					
A. O. F. (Guinée) ..	—	—	—	406.000	3.000.000
» (Mauritanie)	—	—	—	—	4.500.000 (?)
Graphite (t)					
Madagascar	14.543	6.314	18.478	13.469	—
Mineral de manganèse (t)					
Nouvelle-Calédonie .	—	—	16.842	5.342	500.000
A. E. F. (Gabon) ...	—	—	—	—	(1960 ?)
Mica (t)					
Madagascar	677	468	1.068	816	—
Nickel (t)					
Nouvelle-Calédonie	677	468	1.068	816	—
Mineral	274.719	107.944	392.100	628.096	—
Mattes	8.440	1.774	4.054	5.716	—
Fonte et ferro-nickel	—	—	9.668	9.879	10.000

Substances	1938	1946	1952	1953	Extension prévue pour 1958
Or (kg)					
A. O. F. (production contrôlée)	3.954	218	46	21,4	—
Cameroun	483	371	81	31,8	—
A. E. F.	1.239	2.225	1.603	1.684,2	—
Madagascar	421	121	55	50,9	—
Phosphates (t)					
Océanie	115.453	241.083	229.723	275.860	
A. O. F. (Phosphates de chaux)	—	—	21.400	41.800	650.000 (1958)
A. O. F. (Phosphates d'aluminium) ..	—	—	43.150	52.400	350.000 (?)
Minerai de plomb (t)					
A. E. F.	4.954	5.398	6.832	9.020	—
Minerai de titane (t)					
A. O. F. (limonite) .	8.436	4.307	4.622	3.850	—
Cameroun (rutile) .	118	1.260	294	52,9	—
Minerai de zinc (t)					
A. E. F.	3.386	—	838	—	—
Cuivre (t)					
A. O. F. (Mauritanie)	—	—	—	—	20.000 (?)
Aluminium (métal, t)					
Cameroun	—	—	—	—	18.000

Il apparaît clairement que les efforts d'investissement prévus par le Plan s'exerceront d'une manière particulièrement sélective. Les productions « traditionnelles » des pays d'outre-mer (or, zinc, graphite, étain, diamants) paraissent quelque peu négligées. Par contre certains secteurs sont très favorisés : ce sont avant tout les produits stratégiques (nickel, manganèse, aluminium, cuivre) et ceux qui correspondent à des besoins actuels en matières premières des entreprises métropolitaines (phosphates, fer). A aucun moment les nécessités réelles des pays d'Outre-Mer ne sont prises en considération : leur économie est considérée comme une simple annexe de l'économie française. Les effets du plan iront dans le sens d'une aggravation de cette dépendance. Toutefois la nécessité d'améliorer les conditions d'évacuation des matières premières conduit dans certains cas à transformer sur place le minerai en métal (nickel, aluminium). Cela mène à prévoir la création de quelques centres d'industries primaires de transformation. On ne peut cependant pas classer ces réalisations dans le cadre d'une industrialisation authentique car il s'agit là de véritables appendices techniques de la mine qui ne fonctionnent qu'en relation avec cette dernière et qui lui sont entièrement subordonnés. Ces activités constituent un moyen plus perfectionné d'accaparement des richesses et non la base d'une amélioration générale de la structure économique des territoires.

La Commission du Plan ne se contente pas de consacrer 23 % de l'ensemble des investissements aux entreprises minières. Elle recommande de les favoriser par tous les moyens. N'hésitant pas à se contredire, après avoir vanté l'activité extractive comme facteur de stabilité économique, elle écrit : « D'autre part, il ne faut pas se dissimuler que la création d'industries minières est toujours une œuvre de longue haleine, comportant de nombreux aléas, et que ces conditions sont encore aggravées dans les pays où cette industrie est au départ inexistante... » aussi « il est souhaitable que ces derniers (les Pouvoirs Publics) s'efforcent de créer les conditions attrayantes qui sont indispensables à la naissance de cette activité ». Pour rendre l'industrie minière « attrayante » (1) il convient de lui accorder au plus vite :

- des tarifs de transport préférentiels,
- des ressources énergiques à bas prix,

(1) Les profits déjà réalisés par les sociétés minières coloniales semblent avoir pourtant des maintenant un attrait certain pour les capitalistes : profit de 10 sociétés coloniales intéressées directement ou indirectement à l'activité minière 1952 = 2.988 millions, 1953 = 4.044 millions, soit 35 % d'augmentation.

- une législation « compréhensive » (sans doute sur les droits des travailleurs !),
- des centres d'apprentissage,
- un « aménagement » (lisez une réduction) des redevances minières,
- une réduction des droits à l'importation,
- une détaxe totale dans certains domaines (fonds routier, etc.),
- une exemption totale des impôts sur les bénéfices par l'autorisation de constituer des provisions,
- la détaxe d'amortissement des premiers travaux,
- la possibilité de réinvestir les bénéfices hors du territoire,
- la suppression des doubles impositions sur les sociétés-mères et leurs filiales.

Bref, il ne s'agit de rien moins que d'une prise en charge par les Territoires (aux frais des populations) d'une part importante des dépenses de fonctionnement de ces entreprises. Il ne suffit pas aux monopoles miniers de faire payer par le contribuable métropolitain les frais d'installation de leurs entreprises, il faut aussi que par l'intermédiaire des budgets locaux, qui entretiennent des services publics dont ils profitent sans contribuer à leur coût, les populations autochtones viennent leur apporter leur dime. Il est bien certain que cette politique rend l'opération « attrayante », mais pas pour tout le monde. Le rôle de l'Etat dans la mise en place de ce dispositif d'exploitation mérite à nouveau d'être souligné.

Conformément à ce programme, pour aider ces « pauvres » entreprises minières, la Commission du Plan a prévu un effort substantiel dans le domaine de la production énergétique sous forme d'hydro-centrales.

Territoires	Centrale	But industriel	PUISSANCE en KW	PRODUCTION en million de Kwh/an
<u>En voie d'achèvement</u>				
Guinée	Grands Centres Edea Brazaville Bonali	Bauxite	9.000	57
Cameroun		Fer	20.000	160
A. E. F.		Aluminium	15.000	132
		—	3.000	26
		—	47.000	375
<u>En projet</u>				
Nouvelle Calédonie	Yaté	Nickel		

Le but de ces installations considérables est clairement défini : « fournir de l'énergie électrique en quantité suffisante et aux prix les plus bas ». Les lieux d'implantation indiquent eux-mêmes les bénéficiaires de cette fourniture : les grandes entreprises coloniales et les centres urbains où est fixé l'appareil administratif et technique de la colonisation.

En ce qui concerne les populations autochtones, essentiellement rurales, la commission est beaucoup plus réservée : « Si des considérations d'ordre social militent, dans une certaine mesure, en faveur d'un effort d'électrification des centres secondaires et ruraux, il doit être entendu que les équipements à envisager devront être limités à ceux dont la rentabilité serait assurée afin de ne pas aggraver les charges de la collectivité au profit de quelques centres ». Ce qui ne l'empêche pas de réclamer quelques lignes plus loin, avec un certain cynisme, de « larges détaxes » en faveur des entreprises fournissant le courant aux établissements miniers afin de leur permettre de pratiquer des tarifs « compétitifs »... au détriment de la même « collectivité ». Quant aux habitants de la brousse, le projet de plan les voue sans discussion à l'usage des produits pétroliers gazeux ou liquides dont il se préoccupe d'organiser la diffusion. On trouve là sans aucun doute le signe d'une répartition des marchés entre les « pétroliers » et les « hydro-électriciens » dont les trusts de l'énergie sont coutumiers.

Comme celui de la production énergétique le programme des réalisations en matière de transports ne fait pas de mystère des principes qui servent de base à son érection. « Il doit se limiter à la réalisation, en toute priorité, des moyens de transport et des voies de communication directement liés aux objectifs de production prévus par le plan et dont ils constituent, du reste, l'un des facteurs essentiels du succès ». Il doit « apporter » des améliorations réelles, immédiates, et substantielles aux conditions actuelles de collecte, commercialisation et d'évacuation des productions locales, agricoles, minières ou industrielles ».

Aussi ne s'étonnera-t-on pas si le deuxième plan, constatant que son prédécesseur a doté les Territoires d'Outre-Mer des quelques grands axes lourds et des ports dont les grandes sociétés minières et autres ont besoin pour évacuer leurs produits, se fixe seulement pour tâche une certaine amélioration de cet équipement. Aucune extension n'est prévue pour une utilisation plus rationnelle des voies de communication par les populations locales. Il convient de souligner qu'aucun projet de création d'axe ferroviaire n'est envisagé : quand on songe au rôle primordial joué par la voie ferrée dans la mise en valeur des pays insuffisam-

ment développés (faut-il rappeler le Turksib, il y a trente ans, maintenant l'impressionnant programme de construction de voies ferrées nouvelles en cours d'exécution dans la République Populaire Chinoise ?) on ne peut manquer de constater que dans ce domaine également il n'est pour l'instant question que de faciliter l'écoulement des matières premières les plus intéressantes mais que rien n'est fait pour entraîner l'ensemble de ces pays vers un progrès économique quelconque. Plus curieux encore est un des motifs invoqués pour expliquer cette carence en matière de chemin de fer : les tarifs dans les territoires français seraient en moyenne 2,3 fois plus élevés que dans les pays voisins. Pourquoi cela ? Parce que les salaires des cheminots autochtones seraient trop hauts. On voit percer le bout de l'oreille : après avoir limité et annexé à leur seul usage le réseau ferré des territoires, les trusts coloniaux veulent des tarifs plus bas qui leur permettraient d'augmenter leurs bénéfices ; dans ce but une offensive est amorcée contre le niveau des salaires !

Ce malthusianisme, nous le retrouvons bien évidemment dans la partie du rapport de la Commission, consacré à l'équipement industriel. Chacun sait que la base de l'indépendance économique et de la prospérité d'un pays est l'existence d'une puissante industrie lourde, spécialement des branches industrielles chargées de la production des biens d'équipement. Le programme du 2^e plan, si fertile en précisions de toutes sortes sur les industries extractives, est singulièrement discret dans ce domaine. Il se propose bien « de rechercher les possibilités d'implantation outre-mer d'industries nouvelles », mais les seules qu'il envisage sont soit des compléments de l'activité minière (amélioration de la teneur du minerai ou production de métal pour réduire les frais d'exportation par exemple), soit des industries destinées à produire des biens de consommation.

Une telle politique des investissements industriels n'est pas le fait du hasard, mais le produit d'une doctrine parfaitement claire qui fait de l'économie des territoires d'Outre-Mer une dépendance de l'économie française, c'est-à-dire en fait du domaine des trusts. Vue sous cet angle l'industrialisation a pour but « de permettre une amélioration de la situation générale de la zone franc ».

Car « c'est un impératif pour notre pays que de rechercher l'expansion nécessaire de l'économie métropolitaine dans un cadre élargi ». Voilà qui est clair : malgré tous les beaux discours des promoteurs du plan le caractère colonial de l'économie des territoires est résolument maintenu. La commission avoue du reste ingénument son désir de ne pas favoriser le développement

industriel de ces pays. « Si l'industrialisation à tout prix se justifie dans les pays à forte pression démographique où la création de sources nouvelles d'emplois est une nécessité impérieuse, ceci n'est point le cas de nos territoires d'outre-mer où la main-d'œuvre, déjà insuffisante, doit être affectée *aux activités réellement profitables* à la collectivité et où toute aggravation des charges que cette dernière supporte actuellement doit être écartée ». L'hypocrisie naïve de ce texte se passe de commentaires !

La production agricole

Le second secteur productif auquel le deuxième plan attache une grande importance est l'agriculture. 62 milliards de francs d'investissements, représentant 18 % du total du plan, sont prévus sous la rubrique « économie rurale ». De quoi s'agit-il exactement ? Le rapport de la Commission nous dit qu'il se propose d'élever considérablement le niveau de la production agricole en « visant par priorité :

» — d'abord à satisfaire les besoins de consommation locale et plus spécialement les besoins vivriers, aussi bien qualitativement que quantitativement. Dans ce domaine l'accent sera mis spécialement sur la riziculture, mais les autres productions céréalières tout comme les autres productions vivrières tendant à un meilleur équilibre de la nutrition, ne devront pas être négligées :

» — ensuite à s'intégrer de façon stable dans l'économie d'ensemble de l'Union Française, de manière à faire de celle-ci une entité économique plus complète et plus forte en assurant de façon valable la satisfaction de ses besoins et de ses possibilités d'expansion. »

Cette déclaration correspond très exactement aux deux catégories essentielles de produits agricoles récoltés dans les territoires d'Outre-Mer :

— certains produits surtout vivriers qui sont en général destinés à être consommés par les populations locales, soit directement par les producteurs eux-mêmes (auto-consommation), soit par l'intermédiaire du marché local (commercialisation primaire) :

— les produits alimentaires ou industriels destinés à l'exportation qui proviennent soit des grandes plantations appartenant à des sociétés, soit des économies rurales autochtones par l'intermédiaire des trusts commerciaux (commercialisation secondaire).

On comprendra que la deuxième catégorie soit l'objet d'un

soin particulier. Les monopoles ont manifestement intérêt à développer et à améliorer ces productions dont ils dominent totalement la destinée. Aussi, lorsque le plan se propose de porter la récolte sèche de coton de 38.000 à 55.000 tonnes (sans égard à la détérioration des sols que cela ne manquera pas de provoquer), la quotité exportable de cacao de 110.000 t. à 150.000 t., celle de café de 132.000 t. à 180.000 t., grâce à des recherches et investissements divers, il fait un somptueux cadeau aux trusts qui auraient dû prendre en charge ces améliorations.

Plus difficile à distinguer au premier abord est la raison profonde des efforts considérables faits pour augmenter la production des produits de la première catégorie. Mais là encore le souci du bien-être des populations n'a rien à voir avec les desseins réellement poursuivis. La vérité est que dans tous les territoires coloniaux, français ou étrangers, l'introduction des cultures d'exportation dans les cycles traditionnels et la désertion vers les entreprises européennes ont créé une situation alimentaire difficile (1). La commercialisation primaire des produits vivriers se fait mal. Les prix sont souvent très élevés. Il en résulte que les conditions de vie des travailleurs indigènes employés dans les entreprises européennes, bien qu'extrêmement mauvaises, tombent au-dessous du niveau minimum qui permet le renouvellement normal de la force de travail. Par ailleurs le mouvement syndical oblige parfois les employeurs à concéder des augmentations de salaires. Aussi, grâce à des aménagements payés par le contribuable français, à une intensification du travail de l'agriculture autochtone, le plan espère-t-il enrayer la montée des prix sur les marchés locaux et maintenir ainsi le plus bas niveau possible des salaires. Il se produit de la sorte un double transfert qui associe les trois victimes de l'opération : le paysan autochtone, le salarié autochtone et le travailleur métropolitain, pour le plus grand profit du trust qui gagne sur tous les tableaux.

(1) Le rapport constate cette situation à plusieurs reprises et y consacre même tout un chapitre. « Le déficit des produits animaux nécessaires à l'alimentation normale et rationnelle des populations autochtones est pour l'A. O. F., l'A. E. F. et le Cameroun (23 millions d'habitants) de 400.000 tonnes environ par an ». « Les enquêtes poursuivies par le service de santé de la France d'Outre-Mer en A. O. F., A. E. F. et à Madagascar sur la composition de la ration alimentaire des autochtones et sur les troubles de la nutrition, font ressortir un certain nombre de déséquilibres alimentaires et de carences graves : a) insuffisance importante d'aliments azotés d'origine animale et même végétale ; b) manque de matières grasses dans la ration des populations de Madagascar ; c) carences minérales diverses ».

D'une manière générale l'effort d'investissement que se propose le Plan dans le domaine de l'économie rurale se traduira comme pour les activités minières et industrielles, par une aggravation de la situation des territoires. Toutefois ces deux secteurs économiques ne sont pas identiques et il existe une importante différence qu'il ne faut pas manquer de souligner. Tandis que dans le domaine industriel les monopoles coloniaux, seuls maîtres des moyens de production, empochent la quasi totalité des profits réalisés, l'existence dans le secteur agricole de producteurs autochtones indépendants les contraint à n'exercer leur emprise qu'au stade de la commercialisation secondaire des produits. Il s'en suit qu'une portion, modeste certes mais non négligeable, des bénéfices reste entre les mains d'une couche plus favorisée de la population locale. Cette conséquence n'a certainement pas échappé aux auteurs du plan et il est permis de penser que s'ils sont disposés malgré cela à consentir d'importants investissements ruraux, c'est aussi pour une part dans le but inavoué de s'attacher les intérêts de cette bourgeoisie autochtone et de réaliser ainsi à peu de frais une profitable opération politique.

La politique sociale

Dans sa dernière partie le rapport de la Commission du Plan traite des « problèmes humains ». Il aborde l'effort à faire en faveur de l'équipement social des Territoires. Deux secteurs principaux : l'Enseignement et la Santé.

En ce qui concerne l'enseignement il faut d'abord retenir l'aveu des piètres résultats de 50 ans et plus de « présence française ».

Territoires	Population	Taux de scolarisation
A. O. F.	17.000.000	7,6 %
Togo	1.000.000	29,6 %
Cameroun	3.000.000	31,9 %
A. E. F.	4.000.000	17,75 %
Madagascar	4.000.000	41,31 %
Somalis	60.000	17,4 %
TOTAL	29.060.000	18,2 %

Les auteurs considèrent que cette situation est déplorable et ils

doivent constater : « Le premier plan a laissé de côté l'un des objectifs essentiels du développement social qui lui étaient assignés : la scolarisation de la plus large fraction possible de la jeunesse d'outre-mer ». En fonction de cette situation le plan se propose de consacrer des sommes importantes à la mise en place d'un assez vaste réseau d'établissements scolaires (18 milliards). Cette sollicitude est-elle aussi désintéressée qu'elle veut le paraître ?

Déjà au chapitre consacré aux programmes miniers le rapport mentionnait : « l'insuffisance de la main-d'œuvre exige une mécanisation poussée à un très haut degré. Cette solution est souvent onéreuse, mais aussi souvent inéluctable. Elle entraîne un besoin de spécialistes et de cadres techniques dont la formation n'est pas assurée actuellement de façon satisfaisante par l'enseignement technique dispensé localement ». Bref, dans l'état actuel de l'économie, une population trop inculte fait perdre de l'argent : il faut y remédier.

En vérité c'est uniquement en fonction des intérêts des trusts que le Plan établit son programme scolaire.

Davantage d'écoles primaires réclame-t-il, mais à condition que l'enseignement n'y soit pas « distribué de façon exclusivement livresque, mais qu'il soit complété par un enseignement pratique, artisanal pour les garçons et ménager pour les filles, afin de vivifier la masse rurale, afin de fixer de nombreux artisans dans les villages... pour lutter contre l'exode vers les villes côtières » : cela doit favoriser la production agricole.

Davantage d'écoles techniques : mais pas pour instruire de véritables techniciens hautement qualifiés car « ce serait discréditer l'enseignement technique que de lui demander de former des spécialistes qui ne seraient pas en mesure de trouver un emploi ». Quel aveu ! Ce qu'il faut c'est « doter les écoles primaires de modestes ateliers d'enseignement manuel où les élèves pourront être initiés aux techniques élémentaires ». Ce que les sociétés coloniales désirent ce sont de petits auxiliaires, suffisamment dégrossis pour être utilisables dans des entreprises modernes, mais qui n'atteignent jamais un niveau de culture suffisant pour leur permettre de revendiquer un rôle plus important dans la production.

On ne sera pas surpris que dans ces conditions l'enseignement secondaire soit la bête noire de l'auteur du Plan. « Il faut à tout prix éviter que certains territoires déjà très bien équipés au point de vue de l'enseignement secondaire ne continuent à développer avec un enthousiasme un peu trop optimiste la construction de lycées et collèges tout en négligeant d'étendre l'enseignement

primaire. Pour conserver à l'enseignement secondaire sa qualité, il faut qu'il demeure un enseignement très sélectif. Ce serait s'exposer à de trop graves dangers que de créer un fossé entre l'élite et la masse. Aussi les propositions de la Commission témoignent-elles, sur ce point, d'une sévérité dont il serait dangereux, dans l'intérêt même des territoires de vouloir se départir ». Haro sur la culture classique et les idées libérales ! Il faut circonscrire au plus vite ce foyer dangereux que constitue la propagation de l'enseignement le plus classique de la République Française !

Menacé dans sa base de l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur retient peu l'attention de la Commission. Aucune réalisation nouvelle n'est prévue. On entretiendra ce qui existe. Ces messieurs du Plan ont décidément une grande crainte de la culture de leur propre pays.

Toute cette politique s'exprime dans le montant des crédits réservés à l'effort scolaire et que résume le tableau suivant :

CATEGORIE	CRÉDITS (3)	%
Enseignement Supérieur	820	4 %
Enseignement 2 ^e Degré	2.753	13 %
Enseignement 1 ^{er} Degré	5.372	28 %
Enseignement Technique ...	2 210	11,5 %
Enseignement artisanal et ménager	3.230	16 %
Enseignement privé (subventions)	4.000	26 %
Bibliothèques	500	1,5 %

On remarquera la place importante tenue par les subventions aux établissements d'enseignement privés dont les promoteurs du Plan pensent sans doute qu'ils sont les mieux adaptés pour produire ces manœuvres spécialisés, dociles, dont les trusts coloniaux ont besoin. Car l'essentiel à retenir de l'étude qui précède c'est que le programme scolaire des Territoires d'Outre-Mer n'est pas établi en fonction des aspirations véritables des populations de ces pays vers une culture plus large qui puisse leur donner accès aux grands courants de pensée du monde, mais au contraire

(1) En millions de francs.

est conçu comme un appendice de cet appareil de production dont nous avons montré qu'il ne fonctionnait que pour le plus grand profit des monopoles qui se le partagent. Ces faits sont une insulte à la tradition universitaire française.

Pour illustrer cette opinion nous livrons à la méditation du lecteur, qui a dû être par ailleurs justement alerté sur les conséquences déplorables de la surcharge de certaines classes dans la métropole, les quelques lignes suivantes extraites du rapport de la Commission : « Un point mérite attention : les effectifs du personnel enseignant dans les établissements du second degré ; en effet, alors que l'enseignement secondaire privé qui intéresse 45 % des élèves du second degré n'a que 16 % du nombre total des professeurs, l'enseignement public dispose d'un professeur pour 14 élèves en moyenne (en 1952 il y a eu deux professeurs pour un bachelier). Il y a là une charge excessive qu'il conviendrait d'atténuer progressivement ».

Ce souci de limiter les progrès de l'instruction s'exprime sous une autre forme dans l'aide apportée aux initiatives « d'éducation de base ». Cette formule « pédagogique » dont le but est de ne livrer aux autochtones que les rudiments dont ils ont besoin pour servir leurs maîtres et de borner leurs pensées dans d'étroites limites utilitaires est le symbole de la politique coloniale en matière d'enseignement. C'est l'expression tangible d'un mépris raciste à l'égard de populations dont la Commission ose écrire qu'elles seraient « incapables même de comprendre l'immense portée sociale et économique de ce plan qui travaille à la promotion de leur pays ».

Ce mépris des populations, nous le retrouvons dans le programme sanitaire. Là aussi les frais sont réduits au strict minimum. L'effort modeste qui est prévu portera surtout sur les grands centres. Il faut doter les entreprises qui y ont leur siège des moyens suffisants (et pratiquement gratuits) de soigner leur personnel. « Par contre, précise la Commission, l'augmentation du nombre des dispensaires de brousse ne doit être envisagée qu'avec prudence ». Motif : le défaut de qualification des infirmiers autochtones. A supposer que cela fût vrai, ne vaudrait-il pas mieux consacrer des crédits à leur perfectionnement technique ?

En réalité, tout comme le programme d'enseignement, le plan d'équipement sanitaire est conçu en fonction des intérêts des sociétés minières ou agricoles. Il faut voir dans un certain effort qui sera effectué dans le domaine de la prophylaxie des grandes endémies le souci de conserver des réservoirs de main-d'œuvre apte à être utilisée immédiatement en raison des besoins des nouvelles entreprises dont la création est en cours.

Sans quitter le domaine de la santé publique, notons l'édifiant tableau ci-après :

*Evolution des importations d'alcool
dans les Territoires d'Outre-Mer
(unité : tonne)*

	VINS ET APÉRITIFS			EAU-DE-VIE ET LIQUEURS		
	1938	1951	1953	1938	1951	1953
A. O. F.	11.367	37.802	(6 mois) 33.514	611	5.643	(6 mois) 457
Cameroun	1.392	18.823	(10 mois) 20.205	61	494	(10 mois) 272
Togo	310	680	(10 mois) 1.202	88	1.015	—
A. E. F.	2.293	14.115	(10 mois) 16.890	108	638	(10 mois) 231
Madagascar	6.716	14.092	(10 mois) 18.870	334	1.885	(10 mois) 921

La Commission réalise le tour de force de traiter de la question du développement tragique de l'alcoolisme outre-mer sans dire un mot du rôle joué dans ce domaine par la misère, les bas salaires et les bidonvilles. Pour nous, sans aborder ce problème qui mériterait à lui seul une étude spéciale, nous nous contenterons de demander : à qui profite le crime ? Qui accumule d'énormes bénéfices en empoisonnant des peuples entiers ? Une fois encore les trusts sont fidèles au rendez-vous de la déchéance humaine.

Ce ne sont pas les bavardages sur l'habitat et l'urbanisme qui nous feront changer d'avis. Dans ce domaine aussi la Commission constate que « le problème de l'habitat européen est pratiquement résolu » tandis que les « populations d'outre-mer consacrent dès maintenant une part importante de leurs salaires pour se loger dans des conditions qui, au moins dans les grandes villes, sont le plus souvent misérables ». Tout au plus a-t-on favorisé le logement des africains aisés. En fait de solutions la Commission se contente de formuler quelques vœux pieux qui, on s'en doute, ne changeront rien à la situation.

Pour replacer dans une optique objective la signification exacte de ces programmes « sociaux » dont des personnes peu averties pourraient s'imaginer qu'ils sont une sorte de cadeau fait aux populations d'outre-mer, nous citerons ces quelques lignes d'Albert Sarraut, qui est orfèvre en la matière... « Toute l'œuvre de colonisation, toute besogne de création de richesses est dominée aux colonies par la question de main-d'œuvre ; c'est la clé de voûte de l'édifice qu'il faut bâtir... D'où nécessité d'organiser et de poursuivre méthodiquement, selon un « plan de campagne » nettement dressé dans chaque colonies, la lutte énergique contre les maladies, les épidémies, les fléaux de toutes sortes qui, sur certains territoires de l'Afrique notamment, déciment terriblement les populations autochtones... Nécessité, en un mot, de conserver et d'augmenter le capital humain pour pouvoir faire travailler et fructifier le capital argent » (3).

Le contenu réel

Telles sont, dans les grandes lignes, les caractéristiques essentielles du plan dit « de modernisation et d'équipement des Territoires d'Outre-Mer ». Ce programme substantiel n'est en réalité qu'une vaste machine économique et administrative payée par la Nation Française aux monopoles de tous ordres pour leur permettre d'accumuler le maximum de profits.

(1) ALBERT SARRAUT. — « La mise en valeur des colonies françaises » (1923).

Profits d'abord pour les industriels producteurs de biens d'équipement auxquels les commandes officielles donnent d'importants débouchés. De 1947 à 1952 les exportations de cette nature vers les pays d'Outre-Mer sont passées de 15 à 105 milliards. 11 % de la production française de ciment, 9 % de la production sidérurgique, plus de 10 % des véhicules automobiles et des pneumatiques sont exportés outre-mer en grande partie grâce aux crédits du Plan (1). Ces profits sont encore augmentés en raison des majorations considérables que subissent les prix sur les marchés d'Outre-Mer, par rapport aux cours F. O. B. Ainsi une tonne de ciment qui vaut en France 5.500 Frs est payée (en francs métropolitains) 9.500 Frs à Dakar et 11.600 Frs à Brazzaville. A ces bénéfices souvent très élevés il faut encore ajouter les gains des concessionnaires des travaux du Plan : 331 millions en 1953 pour les « Entreprises métropolitaines et coloniales » ; 257 millions pour les entreprises de dragages et travaux publics » (2), etc...

Profits encore, les milliards (4,6 milliards de « prêts » prévus pour le second Plan) attribués comme subventions directes ou déguisées à tant de sociétés privées ou semi-publiques. Ces dernières retiennent peut-être plus que les premières toute l'attention du capital privé.

Profits toujours, le pillage systématique des richesses naturelles des pays d'outre-mer sous le couvert du Plan : concessions agricoles, comme ces 300.000 hectares accordés à la seule C. G. O. T. ; concessions forestières : 2 millions d'hectares concédés au Cameroun en trois ans seulement ; concessions minières : partout. Autant d'expropriations dont sont victimes les populations locales.

Profits enfin, l'exploitation toujours plus poussée d'une main-d'œuvre à bon marché, constituée en majorité de paysans chassés de leurs terres appauvries par le forçement des cultures et le déboisement, qui viennent constituer dans les villes un prolétariat dont la conscience de classe inquiète déjà ceux qui spéculaient sur sa jeunesse pour le tenir plus aisément sous le joug.

Cette rapide énumération est loin d'être exhaustive car en régime colonial toutes les initiatives, toutes les articulations

(1) J. O. R. F. : Débats de l'Assemblée de l'Union Française, année 1954, N° 53, p. 1.136.

(2) Chiffres avoués bien inférieurs aux bénéfices réels. On sait que les trusts disposent de toutes les facilités légales pour dissimuler leurs profits véritables sous des rubriques pudiques : « réserves », « investissements », etc.

sociales sont faites pour arracher le maximum de plus-value aux travailleurs. Aussi peut-on se demander pourquoi il a fallu attendre le lendemain de la seconde guerre mondiale pour que les puissances financières qui contrôlent les territoires d'Outre-Mer se décident à mettre sur pied des « plans » qui les servent si bien.

Ce n'est pas l'effet du hasard. L'évolution du monde capitaliste a conduit au cours des vingt dernières années à la concentration de la puissance économique entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit de monopoles entre lesquels la lutte pour la chasse aux bénéfices est de plus en plus âpre.

Par ailleurs le retrait d'un ensemble de plus de 800 millions d'hommes du domaine mondial du capitalisme et la création d'un marché international groupant l'U. R. S. S., la Chine et les Pays de Démocratie Populaire ont restreint considérablement les possibilités d'expansion des trusts.

Il leur a fallu opérer des reconversions et des regroupements. Si avant 1939, et surtout avant 1914 le capital français s'intéressait relativement peu à ses domaines coloniaux car il avait d'autres territoires d'expansion plus faciles à exploiter, il ne peut plus en 1954 tolérer le moindre « gaspillage ». Il est particulièrement significatif que ce soit au moment où la Banque d'Indochine, selon l'expression même de son président, s'efforce « d'améliorer la répartition géographique de ses risques » (ce qui se traduit en 1953 par une répartition de ses intérêts comportant 25 % en Afrique, 57 % dans le Pacifique et en Proche-Orient contre 18 % en Indochine) que voient le jour les « plans » d'équipements des Territoires d'Outre-Mer.

Car, et c'est là son caractère fondamental qu'il convient de retenir, ce « plan » qu'on tente de présenter comme une initiative désintéressée d'un Etat qui serait au-dessus des intérêts privés est en fait un appareil destiné à favoriser au maximum l'exportation des capitaux français. Cette exportation s'effectue vers des zones privilégiées dont l'accès est facilité par la puissance publique, à une période où la concurrence des capitaux étrangers (américains, anglais et allemands) les ont chassés dans une large mesure de leurs domaines d'élection traditionnels. Quand on sait que c'est maintenant en grande partie sous la forme des exportations de capitaux suivies d'investissements directs que se déroule la lutte pour les débouchés et les matières premières entre les groupes capitalistes rivaux, on mesure toute l'importance que peut revêtir ce « plan » pour les maîtres de l'économie française.

La technique de ces réalisations, bien que présentant des modalités extrêmement diverses, se ramène à un principe très simple : les capitaux publics (spécialement les crédits du Plan) prélevés

sur le budget de l'Etat dont la source principale est la fiscalité exercée sur le contribuable métropolitain, sont exportés en étroite association avec les capitaux privés. Les premiers servent en général aux investissements de base dont la gestion est peu rentable, voire déficitaire. Les seconds sont employés dans des entreprises qui utilisent à peu de frais les installations considérables réalisées grâce aux crédits publics et procurent de ce fait un taux élevé de profit.

Les exemples concrets qui illustrent ces pratiques ne manquent pas. Au Cameroun l'Etat puis la Société d'économie mixte Enelcam ont entrepris la construction à Edea d'une centrale hydro-électrique dont la puissance sera de 120.000 kw. Le prix de revient de cette réalisation sera de 8,2 milliards dont plus de 80 % seront à la charge des Pouvoirs Publics. Le courant produit sera cédé à très bas prix (0 fr. 70 le kw. alors que le prix moyen du territoire est de 15 fr.) à la société ALUCAM qui produira de l'aluminium. Le capital privé participe pour 82 % à cette dernière (66 % Péchiney, 16 % Ugine) à qui l'Etat doit concéder par ailleurs un prêt de 6 milliards. Ayant ainsi apporté 30 % des capitaux de l'ensemble industriel Edea-Alucam, les trusts privés pourront encaisser 82 % des bénéfices, en supposant que la répartition de ces derniers soit équitable, ce qui n'est en général pas le cas, les intérêts de la puissance publique étant fort mollement défendus dans ce genre d'affaires. On conçoit qu'exporter des capitaux dans de telles conditions soit particulièrement rémunérateur. L'équipement du port minier de Conakry au bénéfice de la seule Compagnie Minière de Conakry, le projet de construction d'une centrale hydro-électrique en Nouvelle-Calédonie dont profitera exclusivement la Société « Le Nickel » sont des opérations du même ordre.

Ces faits expliquent aisément l'accroissement très rapide des exportations de capitaux vers les pays d'outre-mer. En 1914, 10 % seulement des capitaux français exportés se dirigeaient vers les colonies, en 1953 ce chiffre atteignait 55 %, la majeure partie de cette augmentation se situant entre 1947 et 1953. On estime à plus de 1.700 milliards de francs l'ensemble des investissements réalisés en Afrique (Afrique du Nord comprise) de 1947 à 1953, dont 738 fournis par les fonds publics (1). Le tableau suivant montre bien cette évolution :

(1) *Economie et Politique* - 1954, N° 4, 5 et 6.

Investissements dans les Territoires d'Outre-Mer
(en milliards de Francs 1952)

ANNÉE	TOTAL	dont d'origine métropolitaine
1949	68	48
1950	85	62
1951	90	75
1952	120	89
1953	114	85

Dans ce phénomène le « plan » a été l'instrument essentiel dont se sont servi les trusts.

Nous voici bien loin des illusions qu'avait pu faire naître chez certains le mot « planification » abusivement employé. Il ne s'agit pas d'organiser la vie économique pour obtenir une élévation méthodique du niveau de vie des populations. Fondamentalement le « plan » ne change rien au système colonial. Ce qu'il apporte de nouveau ce sont des techniques plus perfectionnées pour aggraver l'exploitation.

Il ne faut pas toutefois sous-estimer ces nouveautés. Leurs conséquences sont importantes car elles modifient les structures traditionnelles. Alors que le colonialisme « classique » exploitait surtout la paysannerie autochtone, nous voyons maintenant apparaître un prolétariat qui ira en se renforçant et dont le rôle politique sera déterminant. Les conditions nouvelles et les investissements agricoles tendent également à créer une nouvelle classe de propriétaires ruraux qui, exploitant le travail saisonnier des paysans pauvres, forment l'embryon d'une bourgeoisie indigène dont le processus de stratification est déjà avancé dans certains territoires (Côte d'Ivoire par exemple). Il n'est pas douteux que, s'inspirant des expériences anglaises de Gold Coast et du Nigéria, les monopoles coloniaux français entendent utiliser à leur profit les aspirations politiques de cette couche. La géographie économique et politique des territoires d'outre-mer est en pleine évolution.

Par ailleurs la « planification » des trusts n'éteint pas pour autant les rivalités qui les opposent entre eux. Déjà leurs concurrents étrangers menacent les monopoles français dans leur « chasse gardée » d'outre-mer. Le rapport de la Commission constate qu'« un certain nombre d'investissements retenus posent, par leur nature et leur ampleur exceptionnelle, des problèmes — de débouchés notamment — qui ne peuvent être réso-

lus que dans le cadre d'un marché européen, sinon mondial ». Et il doit reconnaître que « ceci pose le problème d'une participation plus large que par le passé des capitaux étrangers au financement des investissements outre-mer, participation dont le cadre et les modalités d'application doivent être précisés rapidement ». Le « plan » n'est qu'un élément de la grande bataille que se livrent les groupes cosmopolites du capital pour la domination de la portion de plus en plus rétrécie de la planète qui reste encore sous leur coupe.

Mais la contradiction fondamentale entre les intérêts des populations autochtones, dont l'appauvrissement relatif et absolu va croissant, et ceux des monopoles coloniaux qui les exploitent ne peut que s'aggraver à mesure que le poids de cette exploitation se fait plus lourd. Ce ne sont pas les artifices de propagande que recommande avec une incroyable ingénuité le rapport de la Commission pour que « la masse comprenne la portée de l'immense effort accompli par la France pour élever les peuples, multiplier leur richesse, pour lutter contre la faim, la misère et l'ignorance », qui pourront tromper longtemps les habitants des pays d'outre-mer sur la signification exacte du trop fameux « plan ». La réalité se charge chaque jour de les instruire. Il viendra le jour où, solidairement avec le peuple français débarassé lui aussi de la poignée de capitalistes qui oppriment les uns et les autres, les peuples coloniaux entreprendront une véritable planification qui donnera à leur pays la richesse, la liberté et le mieux-être.

Le Congo Belge au carrefour de son destin

par B. DAVIDSON

Nous sommes heureux de pouvoir, les premiers en France, présenter l'extraordinaire « The African Awakening » de M. Basil Davidson. C'est le fruit de laborieuses recherches servies par une sérieuse connaissance de l'Afrique d'aujourd'hui, de ses problèmes et de ses perspectives d'avenir. Œuvre remarquable par le volume de ses révélations, la clarté de l'exposition et, surtout peut-être, l'objectivité de ses vues, « The African Awakening » est un document unique en son genre comme on n'en a pas publié en France depuis fort longtemps.

Nous avons été servis au-delà de nos souhaits par l'aide que nous ont généreusement accordée l'auteur lui-même ainsi que son éditeur, Jonathan Cape. A tous, nous tenons à présenter ici l'hommage de notre profonde gratitude.

Le texte qui suit est celui du chapitre X de l'ouvrage — Turning Point — et que nous avons tenu à donner ici intégralement parce qu'il nous semble caractériser la manière et l'esprit de l'auteur : absence de parti-pris, justesse des vues. On trouvera par ailleurs le compte rendu de cet ouvrage. (N. D. L. R.)

: : :

Je me souviens avoir rencontré une fois un agent consulaire britannique en partance pour Elisabethville, dans cette partie Sud-Est du Congo Belge. Il n'avait jamais vu l'Afrique, ayant fait les premières armes de sa carrière dans la splendeur d'une côte sud-américaine toute bordée de palmiers. Mais il avait cherché Elisabethville sur la carte et avait fini par la trouver perdue au

milieu d'un continent généralement tenu pour abandonné au gros gibier et pratiquement dénué de distractions : il en était presque désespéré. Il s'en était fait une image que la fièvre achevait de rendre accablante et se demandait quelles armes à feu il lui faudrait acheter. Notre homme n'était, hélas, pas à la page. Peu de villes au monde peuvent autant qu'Elisabethville offrir une aussi grande aisance matérielle aux Européens qui en ont les moyens. Il y a de larges avenues bordées d'arbres et séparant des rangées de maisons de style européen bien construites, des magasins abrités du soleil par de larges balcons et des cafés où l'on peut sommeiller *al fresco* sous des parasols multicolores ; tout ceci rappelant le Midi de la France. L'équipement sanitaire y est bon. De plus, il y a peu de moustiques et les enfants s'y développent fort bien. Pour les africains également, Elisabethville marque un tournant de leur histoire — bien que les commodités qu'elle leur offre ne soient pas exactement à la même échelle — car elle est l'un des berceaux de la révolution industrielle en Afrique. Un jour de 1954, M. Grévisse, alors chef du district d'Elisabethville, s'offrit de me faire visiter les usines de la banlieue indigène dont il était l'administrateur.

Nous partîmes en voiture, traversâmes la place centrale avec son bureau de poste où des dames européennes apprennent à faire la queue derrière des africaines et des africains et où des européens se sont fait remarquer récemment en s'abstenant de se placer automatiquement en tête de ligne. Quelques instants plus tard, nous traversions jusqu'à la bordure extérieure de la ville, le quartier résidentiel tout d'élégants bungalows parmi les bougainvilliers et les jacaranda. On apercevait maintenant sur la droite, soigneusement isolé du quartier européen, un groupe de masures comme partout en Afrique et qui vous disent que vous êtes dans le quartier indigène ; toutes couvertes de poussière, sales et délabrées, elles avaient un grand besoin de verdure. Sur la gauche, espacées l'une de l'autre et alignées, de nouvelles usines dressaient leurs masses.

Fruit du développement économique de quelques années seulement, ces usines fabriquent un grand nombre d'objets de première nécessité qu'on importait autrefois d'Europe, quand on ne s'en passait pas purement et simplement : articles en matière plastique, tôlerie, bière, meubles et autres produits du même genre. Parmi les salariés africains d'Elisabethville le nombre de ceux qui sont employés à ce genre d'industrie peut être évalué à un tiers. La succursale d'une grande firme de Bruxelles fabrique des meubles de première nécessité et emploie vingt-quatre européens et cent-cinquante africains. Tous, exception faite d'un petit

nombre parmi ces africains, sont des ouvriers occasionnels qui n'apprennent que l'indispensable sur leur travail. Le directeur belge de cette succursale — homme actif — assure qu'il est loin d'être satisfait d'eux. Leur incapacité, leur lenteur à assimiler les connaissances et leur indifférence aux *stimulants ordinaires*, tout cela l'indispose. Il estime que les meilleurs de ses travailleurs africains ne peuvent fournir que le tiers du rendement d'un travailleur européen moyen de la même branche ; sur quoi M. Grévisse, dont le paternalisme s'étend généreusement aussi bien sur les européens que sur les africains, lui demande s'il leur paie le tiers du salaire qu'il donne à ses européens. Non, il ne croit pas qu'il leur en donne même le sixième. M. Grévisse hoche la tête affectueusement et oublie de marquer le point. Il me confia beaucoup plus tard : « Voyez-vous, non seulement cette usine n'existerait pas sans le marché créé par un nombre sans cesse croissant de salariés au Congo, mais elle ne tournerait même pas une semaine sans cette main-d'œuvre africaine. » L'idéal des européens semble être d'avoir le marché africain, mais sans faire appel aux africains.

Plus loin s'élèvent d'imposantes bâtisses hautes et spacieuses où la filiale d'une autre firme de Bruxelles commencera sous peu le tissage des cotonnades bon marché, destinées aux populations du Katanga. Ces machines sont entassées dans des caisses d'emballage ; les terrassiers coulent déjà le béton du rez-de-chaussée. Ce sera l'usine la plus moderne de toute l'Afrique. Sa main-d'œuvre sera presque entièrement africaine de même que sa clientèle. E. M. Grévisse d'ajouter avec une fierté, ma foi, compréhensible : « Il y a vingt ans, quand j'arrivai ici, on aurait cru tout ceci hors de propos. »

Ceci est vrai pour les autres centres urbains, le cas d'Elisabethville n'étant pas un cas unique. A Léopoldville, il existe une puissante filature cotonnière, « l'Utexléo », qui emploie 120 européens et 5.000 africains environ. Un cinquième d'entre eux est classé comme *demi-ouvriers* (1), c'est-à-dire des hommes qui possèdent déjà une pratique élémentaire du métier. Les chantiers de la Chanic, qui construisent les chalands et les remorqueurs du Stanley Pool, emploient 1.700 africains dont le cinquième environ compte maintenant comme ouvriers spécialisés. Si l'on part du fait qu'il y a seulement quelques années aucun de ces Africains n'était même pas *demi-ouvrier*, on est bien obligé de reconnaître que le niveau des ouvriers spécialisés (même sans un

(1) En français dans le texte.

véritable apprentissage technique et sans aucune instruction technique ou presque) s'est élevé constamment. En 1950 une enquête sur la productivité des riveteurs africains du chantier de Stanley Pool a montré qu'elle était « environ de 5 % plus élevée qu'en 1939, et cela en dépit du fait que les équipes de rivetage se composent pour les trois quarts d'un personnel nouveau n'ayant que deux ans de service (1) ».

La plupart de ces compagnies manufacturières ont maintenant adopté le système des salaires tarifés selon le rendement, système introduit par les grandes compagnies minières. De tels systèmes ont souvent traduit en Europe la tentative d'exiger plus de travail pour moins d'argent à dépenser. En Afrique ils se traduisent également par le même phénomène. Ils ont néanmoins cet avantage très important d'offrir aux Africains un motif d'encouragement et la possibilité de devenir des ouvriers industriels de plein exercice. Un autre avantage de ces systèmes est que les européens apprennent ainsi que l'Africain est capable d'actions raisonnées, intelligentes et continues.

Il m'est arrivé d'assister un jour à une étrange entrevue : le contremaître du bureau de modelage était venu demander au directeur d'un atelier d'une industrie mécanique la permission d'élever le taux de l'un de ses meilleurs ouvriers, autrement dit, de le mieux rémunérer. Cet Africain, disait-il, était un cas peu ordinaire ; qu'en fait, il était aussi bon qu'un européen et qu'il avait déjà été porté dans la catégorie la plus élevée de l'échelle des salaires : « Dans ce cas, lui fut-il répondu, élevez le plafond, sinon il s'en ira ailleurs ». Déjà cela signifie que ces africains commencent à pouvoir faire ce que leurs pères étaient incapables de faire, à savoir, marchander leurs connaissances en vue d'un salaire plus élevé. Le plafond des salaires est incontestablement très bas, quoi qu'il soit encore plus élevé que dans le territoire voisin de la Rhodésie du Nord. Néanmoins, ici, deux européens discutaient le cas d'un ouvrier africain comme s'il s'était agi de n'importe quel autre ouvrier ; ils l'acceptaient comme n'importe quel autre homme et ce qui importait était de savoir s'ils pouvaient le garder en continuant à lui payer le même salaire. Peut-être convient-il pour mieux comprendre cette différence d'attitude, de se référer sur l'édifiant manuel publié par l'Amirauté Britannique. On y trouve en effet le boniment pseudo scientifique dans toute sa splendeur. On y lit que « le nègre adulte n'est cependant pas tout à fait dénué d'intelligence... le nègre du Congo

(1) R. VANDERLINDEN. — *Bull. Inst. Roy. Col. Belge*, N° 1-1955, p. 506.

n'est pas dénué de la faculté de raisonnement... d'autre part, les membres de certaines tribus sont pleins de bon sens. »

Et notre savant officier de marine, après avoir disserté avec emphase sur ce sujet, révèle avec profondeur que « dans l'ensemble (donc) il semblerait que l'indigène soit pour une grande part le produit de son milieu (1) ».

De plus en plus, ainsi que nous l'avons remarqué, cette espèce de condescendance prétentieuse est mise en évidence ; à l'en croire, même dans les colonies les plus arriérées, il y a du progrès à signaler. Un rapport officiel sur les salaires au Kenya établi en 1954 par une commission dirigée par le délégué ministériel au travail, aboutit à cette conclusion étonnante qu'il ne « fallait pas s'attendre à ce que les Africains fournissent du bon travail s'ils ne sont pas suffisamment nourris ». Toujours avec emphase, on insiste « sur la nécessité fondée sur des raisons morales, sociales, économiques et politiques d'adopter aussi rapidement que possible une position grâce à laquelle même un ouvrier non spécialisé pourrait gagner un salaire pouvant suffire à son entretien propre et à celui de sa famille (2) ». *Même* l'ouvrier non spécialisé ! Ce même rapport sape l'ensemble de la « politique indigène » britannique en Afrique Orientale et Centrale, sans parler de l'Afrique du Sud. Il signale que « la condition fondamentale de l'apparition d'une force ouvrière effective en Afrique est l'éloignement de l'africain de cette influence amollissante et rétrograde de son milieu économique et social et son installation définitive à l'extérieur des réserves ». Ce qui revient à dire, en gros, que la seule voie qui puisse ramener la paix au Kenya est l'abandon par les imprévoyants colons blancs de cette politique séculaire qui consiste à soutirer de force la dernière énergie productrice à des africains sous-alimentés, déracinés de leur milieu, pour les traiter enfin comme des êtres humains au même titre que les autres. Cette formule qui peut paraître assez évidente ne le fut cependant pas pour les colons du Kenya, si l'on en juge par l'indignation avec laquelle ils ont accueilli le Rapport : à les en croire, c'était là propos hautement révolutionnaire.

N'empêche que cette formule est à la base de l'essor économique du Congo ; exception faite pratiquement du territoire sous tutelle du Ruanda Urundi, il n'y a pas de Réserves pour les indigènes du Congo ; et même au Ruanda Urundi, les Belges s'efforcent de fixer définitivement à l'extérieur de cette terre

(1) *Admiralty Manual*, p. 130.

(2) *The Times*, 24-II-54.

surpeuplée l'excédent de la population et non pas seulement à se procurer des bras vigoureux pour les faire travailler ailleurs.

En 1926 le Docteur Léopold Mottoulle, un fonctionnaire du bureau de l'Union Minière, réussit à persuader ses chefs et le Gouvernement du Congo de la nécessité de prolonger de un à trois ans la durée du contrat de travail pour les Africains travaillant dans les mines. L'année suivante, ayant réalisé ses desseins, il renvoya 3.000 ouvriers émigrants dans leur village du Kasai pour qu'ils puissent se marier. Il comptait les voir revenir avec leurs femmes. De fait, la plupart sont revenus, probablement non sans beaucoup de « persuasion » de la part de l'Administration comme cela se faisait généralement en ce temps-là (et se fait encore çà et là). On leur construisit des maisons individuelles, le régime de *dortoir* disparut peu à peu, la main-d'œuvre flottante diminua.

Le travail réalisé par le Docteur Mottoulle fut poursuivi par M. Ernest Toussaint, directeur de la main-d'œuvre indigène de l'Union Minière et membre de la Commission pour la Protection des Indigènes. Les avantages acquis par les Africains — nous verrons plus loin quels avantages précisément ont été enregistrés par l'Union Minière — sont impressionnants et constants puisqu'ils ont abouti à la création d'une classe ouvrière stable au Katanga. Dans les années qui ont précédé 1929, l'Union Minière logeait ses ouvriers émigrants — des hommes arrachés à leur village par la corruption, la tromperie ou la contrainte pure et simple et parqués dans des grands campements pour hommes seuls, construits sur le modèle de ceux des mines du Transvaal. De fait, ce fut le « Service des Mines » de Johannesburg qui fournit le « conseiller expert » qui dessina ces campements et « expliqua » la manière de les remplir et de les maintenir tels. Il était naturel que les Compagnies de Johannesburg rendissent ce service à l'Union Minière, bien encadrée et concentrant les actions fournies par la Société Générale de Belgique et ses Compagnies affiliées, en partie propriété des capitaux britanniques et sud-africains. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, comme condition de l'octroi de « l'aide Marshall » au Gouvernement travailliste Britannique, des intérêts américains se sont procurés des actions importantes par l'intermédiaire de la Compagnie Britannique dans les concessions du Tanganyika (1).

Ces campements-dortoirs furent remplacés par de petites huttes

(1) Cf. « The Posthumous Paper of Senator Vandenberg ». Ed. A.H. Vandenberg, Junr., New York, 1954, p. 360.

familiales ; on peut en voir quelques-unes aujourd'hui encore. Les logements construits plus tard sont bien meilleurs et les types de maisons les plus récents, comme ceux que j'ai vus dans les installations minières en 1954, sont encore bien meilleurs que tous les autres de ce genre. Bien plus, l'Union Minière est prête à permettre à ses ouvriers les mieux payés de quitter leurs « maisons attachées à la mine » pour construire des maisons dont ils auraient la jouissance perpétuelle et libre dans la commune indigène avoisinante : et c'est là un grand pas vers la révolution urbaine.

Messieurs Mottulle et Toussaint sont, à mon avis, de la catégorie de ces hommes comme on en rencontre rarement dans les services coloniaux, qui, tout en étant des gens empiriques, se sont familiarisés avec les idées nouvelles. « Pionniers de la vieille Afrique » — la barbe en forme de bêche du Docteur Mottulle ne le cède en magnificence qu'à celle du roi Léopold si l'on en croit les portraits de celui-ci. Ils se sont rencontrés pendant la grande guerre alors qu'ils faisaient partie du petit corps expéditionnaire belge qui combattit les Allemands au Tanganyika et remporta la victoire à la bataille de Tabora. Ils ont des opinions orthodoxes, sont foncièrement opposés à tout ce qui est teinté de radicalisme et fidèles champions du paternalisme. N'empêche qu'à eux deux ils ont largement contribué à supprimer la main-d'œuvre flottante du Congo et à établir pour les Africains le principe de résidence dans les villes. D'autres sont intervenus, mais ce sont Mottulle et Toussaint qui ont donné l'impulsion et c'est à leurs premiers efforts qu'on doit les développements ultérieurs. Ces développements se sont avérés tout à fait rentables pour les actionnaires du Congo, mais à présent, ils commencent à se révéler également avantageux pour les Africains ; et cela constitue une véritable nouveauté. On peut facilement résumer leurs réalisations. Entre 1921 et 1925 l'Union Minière a pris chaque année dans les villages de brousse pas moins de 10.000 hommes pour le travail des mines, autrement dit, à peu près 96 % de la totalité de sa main-d'œuvre africaine. Quelques-uns d'entre eux acceptaient de s'engager pour une seconde année. Mais la plupart étaient des recrues sans expérience. Etant complètement étrangers aux techniques industrielles, ils n'étaient bons qu'au travail manuel et c'est tout ce à quoi ils étaient employés. Quand ils quittaient la mine, ils ne savaient du monde moderne rien de plus qu'à leur arrivée. Il n'y avait aucune diffusion des connaissances ; c'était le « système de Johannesburg » pur et simple.

Après 1926, nous l'avons vu, le Docteur Motulle s'employa à apporter quelques changements. Même alors, entre les années

1927 et 1930, il y avait annuellement 63 hommes recrutés sur 100 ouvriers : les principales raisons en étaient naturellement que la résistance des tribus à fournir une main-d'œuvre salariée était encore intense et que les hommes ne pouvaient amener leur famille sur le lieu de leur travail. Dix ans plus tard, entre 1939 et 1940, on en recrutait plus que 11 % par an et plus de la moitié avaient leurs femmes avec eux. Dix ans plus tard encore, entre 1949 et 1950 — la résistance des tribus au travail salarié ayant pratiquement disparu et les conditions de la main-d'œuvre ayant été considérablement améliorées — le chiffre du nouveau recrutement annuel tombe à 3 %, les deux tiers des hommes ayant maintenant leurs familles sur le lieu de leur travail. En 1952, presque la moitié des 20.000 africains employés par l'Union Minière comptaient plus de 10 ans de service ininterrompu dans les mines et 3.566 plus de 16 ans (1). Ces hommes se sont définitivement installés en ville bien que beaucoup d'entre eux éprouvent encore un attachement pour le cadre de leur tribu. La diffusion des idées nouvelles se fait d'une manière rapide et continue. La longue aventure congolaise touche à un point décisif.

Un processus tout à fait identique, notons-le, se poursuivait en même temps non loin de là, dans les secteurs des mines de cuivre de la Rhodésie du Nord, de l'autre côté de la frontière. Là aussi, la « détribalisation » et « l'urbanisation définitive » étaient pratiquées sur une grande échelle. Ce processus se réalise plus rapidement que beaucoup ne l'avaient cru possible. Monsieur Mathew Nkoloma, secrétaire général du syndicat des mineurs africains de la Rhodésie du Nord, me confiait récemment qu'un nombre toujours croissant parmi les 35.000 membres de son syndicat se considéraient comme citadins. Beaucoup ont renoncé à rentrer dans leurs villages, et cela même pour leurs congés. Les enfants nés sur la *Copperbelt* considèrent ces villes minières comme leur patrie et sont pleinement conscients de n'avoir aucun lien certain avec la vie villageoise.

La main-d'œuvre flottante — ce recrutement plus ou moins forcé d'adultes valides sans leurs familles — a partout affecté gravement le taux de longévité des populations africaines. La main-d'œuvre stabilisée — le transfert de familles entières dans les villes où on les emploie — semble remédier à cette tendance. Tandis que les populations rurales du bassin du Congo décroissent et menacent de s'éteindre, ou arrivent tout juste à se mainte-

(1) Pour ces statistiques et pour d'autres renseignements concernant l'Union Minière du Haut Katanga, je tiens à remercier son personnel d'Elisabethville.

nir au même niveau, de nouvelles populations peu à peu surgissent des sables et des broussailles du Katanga aride. En 1925, l'année qui précéda la mise en vigueur de la politique de Motulle, de la main-d'œuvre stable, l'Union Minière comptait 13.849 ouvriers qu'avaient accompagnés 2.507 épouses et seulement 779 enfants. En 1940 ces chiffres se sont portés à 11.200 ouvriers, 6.464 femmes et 6.634 enfants : presque un enfant par femme. En 1952, on trouve 18.464 ouvriers, mais alors il y a 14.667 femmes et non moins de 28.000 enfants, presque 2 enfants pour une femme. En 1954 le nombre d'enfants d'ouvriers dans les agglomérations de l'Union Minière dépasse 31.000. Aucun de ceux qui s'intéressent à la démographie de la population africaine ne peut nier l'importance de ces chiffres.

Les parallèles avec l'industrialisme européen sont toujours intéressants. Engels rappelle comment Josiah Wedgwood « donna à toute l'industrie potière une base scientifique, introduisit la notion de qualité et lança les poteries du Nord du Straffordshire, une région de 2.072 hectares qui, autrefois désert inculte, est aujourd'hui parsemée d'ateliers et de maisons d'habitation et nourrit plus de 60.000 personnes (1) ». De plus cet industrialisme du Katanga offre aux Africains la possibilité d'accéder à un niveau de vie plus élevé et non pas le maintien d'un niveau de vie inférieur. S'il est vrai qu'en 1844 « dans les logements d'ouvriers de Manchester aucune propreté, aucune commodité et par conséquent aucune vie familiale confortable n'était possible, que dans de tels logements, seule une race physiquement dégénérée, privée de toute humanité, dégradée et réduite au physique comme au moral à la bestialité, pouvait se trouver à l'aise », la comparaison n'est pas valable pour le Katanga en 1954. Elle peut être valable pour les taudis qui entourent Johannesburg, Nairobi, Durban : au Congo la situation est différente. Avant que l'Union Minière ne stabilise sa force ouvrière, elle en a perdu une proportion alarmante par la mort, comme nous avons pu le voir à travers les rapports de la Commission pour la Protection des Indigènes : en 1929 le bilan des naissances et des décès pour 1.000 habitants de l'agglomération de l'Union Minière était inférieur à 1,5. Cependant aux environs de 1937, il était de plus de 14, et de plus de 62 aux alentours de 1952. L'Union Minière compte déjà de nouvelles générations qui montent et qui sont en nombre plus grand qu'il ne lui en faut ; et c'est en partie dans cet excédent que les industries manufacturières et autres d'Elisa-

(1) ENGELS (F.) : *The condition of the working Class in England in 1844*, p. 47, 1953. Ed. Foreign Languages Publishing House. Moscow.

bethville recrutent maintenant leur personnel. Ces chiffres montrent l'intelligence et la prévoyance d'une entreprise capitaliste de grande envergure qui s'intéresse à la protection de ses employés et à l'augmentation de leur rendement. Ils illustrent aussi le changement des conditions de travail pour les Africains qui peut découler des investissements à grande échelle de l'impérialisme moderne. Avec l'Union Minière sont dépassées et de loin les vieilles méthodes qui consistaient à piller systématiquement et qui suffirent pendant tant de décades. « Les vieux impérialistes » pouvaient se contenter du rudimentaire travail à la bêche qui ne réclamait pas plus d'intelligence que d'habileté que le transport de la pierraille ou du terreau. C'était la méthode commune de travail dans les mines du Congo où on travaille rarement sous terre, et c'est encore la méthode en vigueur dans les mines attardées.

L'Union Minière a été assez riche en capitaux et assez intelligente pour porter les yeux sur l'avenir (une pratique rarement en faveur auprès des Compagnies minières) et comprendre que la mécanisation de la force ouvrière, non seulement payerait probablement mieux en permettant une exploitation plus intense de la main-d'œuvre, mais qu'elle était sans doute le seul moyen capable d'assurer aux mines leur juste part en une force ouvrière toujours insuffisante. Avec la décision de mécaniser disparut nécessairement la notion si familière de l'ouvrier africain, ce gamin toujours sur sa faim et incapable de penser. Le nouvel impérialisme ne peut tolérer les gaspillages indolents et l'incompétence de l'ancien. Les Africains qui ne savaient que travailler de la bêche pouvaient être négligés impunément (comme ils le sont encore dans plusieurs régions de l'Afrique), mais les Africains qui ont appris à travailler sur les machines valent la peine d'être conservés. Eux aussi sont devenus un capital. Le même phénomène s'est produit dans l'industrialisme en Angleterre. Reportant les regards en 1892 sur le demi-siècle qui s'était écoulé depuis sa fameuse étude de 1844, Engels observait qu'à mesure que l'expansion de l'industrie anglaise devenait colossale et sans égale, l'industrie manufacturière prenait un aspect plus moral. La concurrence des différents manufacturiers qui s'enrichissaient par des profits mesquins sur le dos des travailleurs ne payait plus. Le commerce avait dépassé ces moyens mesquins de se faire de l'argent : ils ne valaient plus la peine d'être mis en pratique par le manufacturier millionnaire et ne servaient plus qu'à continuer d'exciter la concurrence des petits négociants, trop heureux de se faire un penny de plus toutes les fois que faire se pouvait. C'est ainsi que le système du paiement des ouvriers en nature fut

supprimé, le projet de loi de 10 heures ratifié, un grand nombre d'autres réformes secondaires adoptées. Tout cela à l'encontre du libéralisme économique et de la libre concurrence, mais tout autant en faveur du capitaliste géant en compétition avec son frère de taille plus modeste (1).

La concentration croissante des capitaux investis en Afrique pendant les vingt dernières années a, d'une part, contribué à modifier une économie fondée sur une main-d'œuvre à demi-esclave et d'autre part permis la promotion d'une main-d'œuvre plus ou moins bien rétribuée allant de pair avec les barrières épidermiques dans l'industrie, l'éclosion de syndicats, la naissance d'un sentiment de l'intérêt commun qui ne ressemble plus à la solidarité tribale et, ce qui est un présage pour l'avenir, l'avènement d'une véritable classe ouvrière africaine. De plus en plus l'ouvrier africain acquiert la liberté de vendre son travail sur le marché. Ce faisant, il se crée de nouvelles possibilités de défense. Il est exposé à la contrainte et à la tension qu'exerce sur lui-même une société cupide, mais quelque chose lui est donné en échange. Il est encore un être assujéti, réalisant de gros bénéfices pour le compte de gens qui ne se soucient guère de lui, ou qui n'ont jamais vu son pays, mais il a enfin la possibilité de comprendre la nature de son assujetissement. La conspiration pour le maintenir dupe et docile commence à s'éventer. De sorte qu'il est généralement vrai que, dans l'Afrique d'aujourd'hui, les gros employeurs sont souvent — dans ce sens et dans d'autres — les meilleurs employeurs.

« Que faites-vous au Congo, demandait le Prince de Ligne, *administrateur délégué* d'une grande Compagnie du Congo, lorsque vous avez un noir et un blanc qui font le même travail, est-ce que vous leur payez le même salaire ? — Nous n'avons pas encore résolu ce problème. » Je crois que le Prince souscrit pour la politique préconisée par M. Toussaint, de l'Union Minière, à savoir, que les ouvriers africains qui ne souffrent pas dans l'industrie des barrières épidermiques puissent éventuellement recevoir le même taux de salaire que la catégorie correspondante d'ouvriers en Belgique, tandis que les ouvriers européens employés au Congo conserveraient leur marge différentielle par le jeu des primes spéciales de dépaysement. Une mesure semblable est déjà en vigueur en Afrique Occidentale Française. « A mon avis, ajoute le Prince, nous aurons à compter avec les Noirs pour presque tout ; nous espérons qu'ils ne nous mettront pas à la

(1) Œuvre citée. Préface à l'édition anglaise, p. 19 de la même édition.

porte dans cinquante ans ou même plus tôt. Si nous les traitons comme il convient, ils ne le feront pas. » C'est le genre de calcul à longue échéance que le petit actionnaire et l'employeur locaux ne font jamais, et peut-être, sont incapables de faire ; d'une manière caractéristique, en Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud comme au Congo, ils ne voient le futur qu'en fonction de la *suprématie permanente du blanc dans le pays*. Le gros actionnaire, au contraire, peut se permettre de faire de nombreuses concessions tant que l'exportation des bénéfices reste inviolable. Les concessions politiques faites à la *Gold Coast* et à la *Nigeria* n'ont pas entravé les bénéfices de *Unilever* dont les intérêts (qui englobent la *United African Company*) étaient, en 1952, de l'ordre de 25 millions de livres. On pourrait soutenir que la situation actuellement désespérée du Kenya découle, en partie, de ce qu'on n'y a pas tenté de gros investissements : en fait, tous les employeurs européens du Kenya sont de petits actionnaires locaux intéressés de manière tant sentimentale qu'économique à « empêcher les indigènes de s'élever », donc incapables de voir plus loin que le bout de leur nez.

Se tenant à l'écart, tant en Europe qu'en Amérique, les gros capitalistes du Congo peuvent se permettre une vue de longue portée. « Il n'y a pas longtemps, nous avons expédié un bull-dozer à l'une de nos entreprises, relate le Prince. Lorsque je m'y suis rendu, il était déjà prêt, entièrement monté, alors que l'ingénieur européen résident était absent, appelé ailleurs par ses affaires. Qui donc avait pu le monter ? Georges, un bel africain corpulent. Il ne parlait même pas correctement le français, mais il avait bien regardé les illustrations, étudié les plans, puis avait monté l'ensemble. Georges gagne aujourd'hui 8.000 frs. par mois ; l'ingénieur européen en gagne 25.000. Georges ne veut plus travailler sous les ordres de l'ingénieur européen et je ne peux l'en blâmer. » Georges fait partie d'un long processus de transition. Doué d'un pouvoir presque miraculeux d'adaptation personnelle et sautant par dessus des siècles, il s'est formé lui-même au point de devenir un assez bon mécanicien. Ce serait trop simplifier les choses, et d'une manière grossière, que de supposer qu'il se voit comme un être complètement différent de ses frères et oncles restés au village natal. Sur bien des points, il est encore très près d'eux. Pour les citadins de la « première génération », l'attrait du passé de la tribu est toujours très puissant. Mais le sol bouge déjà sous elle. Si les coutumes de la tribu sont présentes dans les villes, il n'en est pas moins vrai qu'elles prolifèrent et offrent le spectacle d'une confusion étonnante, qu'elles se mélangent à d'autres coutumes tout à fait différentes venues

d'autres tribus, qu'elles dégénèrent en un commerce suspect, montrent partout les signes d'une exubérante décadence. A ce rythme fiévreux des transformations, les choses changent d'une décade à l'autre. Au début de la deuxième moitié de 1950, il était encore possible aux premières générations de saisir le sens de cette révolution en compagnie de laquelle elles s'étaient engagées dans la voie du progrès. M. Grévisse rappelle un fait fort caractéristique qui se produisit en 1949. Une petite cérémonie avait été organisée en l'honneur d'un certain ouvrier qualifié qui, après trente ans de service, était sur le point de prendre sa retraite. Il vint à la cérémonie habillé d'une veste de style européen, drapé dans un pagne et couvert d'une peau de léopard. Il portait sur l'épaule une pelle et une pioche. Quand il reçut sa médaille, il tomba à genoux et remercia en battant des mains, puis il sortit au pas cadencé au son des trompettes... J'ai pu lui demander, après, ce qu'il avait voulu symboliser. Il me répondit à peu près ceci : « J'ai quitté mon village il y a de nombreuses années et j'ai fait un long voyage à pied. J'ai travaillé de mon mieux au service de l'Union Minière jusqu'à ce que je devienne *moniteur*. Mon autorité sur mes camarades m'a valu d'être nommé juge près le tribunal de la commune indigène. Il y a dans ce sac mes livrets de travail et les certificats de mes états de service, pour attester de ce que je suis devenu par mon travail, ce dont je suis fier. Cependant mon cœur n'a pas changé, c'est ce que j'ai voulu montrer en revêtant l'habit des anciens de chez nous, cet habit que je vais de nouveau porter, lorsque je serai rentré dans mon village. Toute ma vie je suis resté fidèle à deux ordres : ma tribu et son autorité, les blancs et leur autorité... (1) » Fils d'une époque qui non seulement se remémoraient l'esclavage mais aussi le pratiquaient, et qui ont connu d'une manière directe les horreurs du système léopoldien, ces hommes ont bâti des vies nouvelles dans la stabilité relative des districts miniers bien organisés. Ils ont accepté l'ordre nouveau parce qu'il paraissait raisonnable et pas trop sévère, mais ils sont restés fidèles à l'ancien. Cependant l'ordre ancien commence à disparaître. La jeune génération ne viendra pas à des cérémonies de ce genre revêtue de peaux de léopards, la pioche et la pelle sur l'épaule, mais bien plutôt dans des costumes chics, col et cravate, nourrissant des pensées qui, peut-être, au fond d'eux-mêmes, condamnent l'empire d'un paternalisme souvent tyrannique.

De plus en plus, l'idée même du « retour au village » n'est

(1) GRÉVISSE (F.). — Le Centre Extra-Coutumier d'Elisabethville. *Bull. Cepsi*, N° 15, 1951, p. 382.

plus qu'une utopique vue de l'esprit, quelque chose dont on rêve sans cependant pouvoir, ou même vouloir, réaliser. Déjà ce « retour au village » est une solution (pour les ouvriers à la retraite) qui ne satisfait plus entièrement les indigènes. Il ne fait pas de doute que le contact avec leur milieu traditionnel doit les piquer d'une nostalgie passagère. Mais lesquels de ces ouvriers, une fois leurs modestes économies épuisées — et cela ne tarde guère — ne se rendent compte que la brousse a quelque peu changé ? La brousse les réintègre dans sa communauté d'aide mutuelle, mais pour les plonger de nouveau dans une pauvreté commune. Elle ne les délie des restrictions européennes que pour les soumettre à ses propres restrictions, à son propre rythme lent et monotone. Et tout cela contraste péniblement avec la longue expérience de la vie en ville. Bientôt, ces ouvriers à la retraite souffrent dans leur personne. Ils souffrent aussi par un autre côté, moralement, parce qu'ils sont séparés de leurs enfants. Petit à petit, ils reviennent vers le rail, la grande route ou la périphérie des centres urbains, dont le contact leur est devenu indispensable (1). Entre 1940 et 1948 la population de la commune indigène d'Elisabethville passa de 8.301 à 33.486 habitants (2). Une enquête faite un an plus tard révèle que moins de 45 % des habitants y résidaient depuis environ 5 ans. Cependant une enquête plus rigoureuse donne à penser qu'un cinquième de la population adulte en 1949 avait vécu en dehors de la zone des coutumes tribales pendant vingt ans ou plus, et deux cinquièmes pendant plus de dix ans (3). Peut-être même 30 à 40 % d'entre eux pouvaient être considérés comme définitivement établis en ville, bien que la plupart d'entre eux — comme le mineur vieillissant qui avait reçu la médaille — continuaient de penser qu'ils rentre- raient chez eux à la fin de leur séjour. Cet état de choses change sans cesse. Avec un chiffre qui varie de 8 à 10 enfants qui nais- sent chaque année dans les quartiers africains d'Elisabethville, la proportion des africains définitivement installés en ville croît rapidement. Une crise économique de l'ampleur de celle des années 1930 et suivantes qui menacerait de vider les villes simple- ment par la famine, mènerait à la campagne des africains qui y seraient plus ou moins complètement étrangers. Pour la jeune génération, ainsi que ces dernières années nous le montrent clairement, le mouvement vers les villes et vers les emplois de l'industrie n'est plus un compromis individuel devant l'invasion

(1) Œuvre citée, p. 385.

(2) LINDORTE. — L'écoulement du problème du logement au Centre Extra- Coutumier d'Elisabethville. *Bull. Cepsi*, N° 21, 1953, p. 64 de l'additif.

(3) Œuvre citée, p. 370.

des blancs, c'est-à-dire un moyen de survivre aux exactions du maître blanc tout en restant au fond de son cœur fidèle à une tradition africaine. De plus en plus consciemment c'est une rupture définitive avec la tradition, un saut à pieds joints dans un monde nouveau de la machine et de l'argent où la loi de l'individu détruit l'ancienne loi de la communauté et où le salut de chaque homme semble être prisonnier dans ses propres mains.

Pour la stabilité et le bonheur individuel, cette transformation a nécessité de lourds sacrifices, car jamais les chaînes que noue l'argent n'ont été plus impudemment étalées que dans ces villes nouvelles. Elles sont peuplées de gens brusquement libérés de la contrainte que la tribu imposait à celui dont la vie était un mauvais exemple. C'est là que notre cupide société, selon le mot de Tawney, se mire de façon poignante dans sa détestable image. Malgré cela, ce changement apporte avec lui une vague d'espoir et d'énergie, on ne peut pas s'y tromper. Le monde ancien se désintègre, un nouveau monde prend corps.

POÈMES INÉDITS

Il y a quelques mois, les Editions Pierre Seghers publiaient le premier livre en traduction française de Nicolas Guillén : « Chansons Cubaines et autres poèmes ».

Présence Africaine, qui publiera prochainement quelques élégies du poète, a tenu à lui rendre hommage dès aujourd'hui, en présentant le poème inédit qu'on va lire.

Nicolas GUILLÉN

MAU-MAU

*Une encre empoisonnée
nous parle des Mau-Mau ;
ces cannibales toutes
griffes, dents et totem.
Et cette encre qui grogne
conte que les Mau-Mau
ont tué un Anglais...
(Un secret : c'était là
cet Anglais au képi
profanateur, armé
d'un remington et d'un
riflé civilisé,
qui d'un coup sec et ferme,
en plein poumon d'Afrique,
planta sa dague hautaine
au fer abécédaire,
guerrier, siphilitique,
— money, business and yes.)*

*L'encre prolixte conte
 que les Mau-Mau ont pris
 des homes britanniques
 de rêve et de tropique ;
 qu'à feu, à sang, à mort,
 sous leur assaut barbare,
 cent Anglais sont tombés...
 (Un secret : c'étaient là
 les cent Anglais à qui
 Londres dit : « Tuez, mangez
 les Mau-Mau. Balayez,
 incendiez le Kenya.
 Que meurent les derniers
 Kikouyou. Que leurs femmes
 voient à jamais leur table
 servie d'unique cendres ;
 que vides soient leurs ventres.)*

∴

*Une encre aux longues lettres
 conte que les Mau-Mau,
 comme un fleuve sauvage,
 dévastent les récoltes,
 et qu'ils polluent les eaux,
 brûlent les riches terres,
 qu'ils tuent cerfs et taureaux.
 (Un secret : ils étaient
 maîtres de dix mille huttes,
 de l'arbre, de la pluie,
 de la mer, des montagnes,
 maîtres de la semence,
 du sillon, du nuage,
 du vent et de la paix...)
 Mais oui, Monsieur l'Anglais,
 vous comprendrez peut-être !
 You know ? C'étaient les maîtres.*

(Traduit de l'Espagnol
 par Claude COUFFON.)

MAU-MAU

*Ink from poison pens
 speaks of the Mau-Maus ;
 blacks of brutal instincts,
 cannibalism and totem.
 The ink grunts and coughs,
 recounts of the Mau-Maus
 that they've killed an Englishman...
 (A secret : it was the same
 Englishman with the desecrating
 kepi, the civilized
 rifle and remington,
 who plunged right up to the hilt
 in the red heart of Africa
 his imperial scout-knife
 of public-school iron,
 syphilis and powder,
 big business and money.)*

::

*Letters of fat ink
 tell that the Mau-Maus
 have taken dreaming, tropical
 British residences
 and under their barbarous, red
 onslaught of fire and blood
 a hundred Englishmen fell...
 (A secret : they were the same
 hundred Englishmen
 to whom London had said :
 « Kill, wipe out the Mau-Maus ;
 burn, make a waste of Kenya ;
 so that not one Kikuyu
 remains alive and their women's
 tables are set with ashes*

*for evermore and their bellies
for evermore are dry. »)*

: :

*Fat letters of ink
tell that the Mau-Maus
raze like a wild river
the crops, poison the waters,
burn the provident lands,
kill the bulls and deer...
(A secret : they were the masters
of ten thousand huts,
of the tree, of the rain,
of the sea and of the mountain ;
masters of the seed,
of the furrow, of the cloud,
of the wind and of peace...)
And now, Mister Englisman,
maybe you understand !
You see ? They were the masters.*

(Translated from the original
by Christopher HANCOCK.)

Aimé CÉSAIRE

Réponse à Depestre poète haïtien

(Éléments d'un art poétique)

*C'est une nuit de Seine
et moi je me souviens comme ivre
du chant dément de Boukman accouchant ton pays
aux forceps de l'orage*

DEPESTRE

*Vaillant cavalier du tam-tam
est-il vrai que tu doutes de la forêt natale
de nos voix rauques de nos cœurs qui nous remontent amers
de nos yeux de rhum rouge de nos fruits incendiés
se peut-il
que les pluies de l'exil
aient détendu la peau de tambour de ta voix*

*Laisse-là Depestre laisse-là
la gueuserie solennelle d'un air mendié
laisse-leur
le ronron de leur sang à menuets l'eau fade dégoulinant
le long des marches roses
et pour les grognements des maîtres d'école
assez*

marronnons-les Depestre marronnons-les
comme jadis nous marronnions nos maîtres à fouet

Depestre j'accuse les mauvaises manières de notre sang
est-ce notre faute
si la bourrasque se lève
et nous désapprend tout soudain de compter sur nos doigts
de faire trois tours de saluer

Ou bien encore cela revient au même
le sang est une chose qui va vient et revient
et le nôtre je suppose nous revient après s'être attardé
à quelque macumba. Qu'y faire ? En vérité
le sang est un vaudoun puissant

C'est vrai ils arrondissent cette saison des sonnets
pour nous à le faire cela me rappellerait par trop
le jus sucré que bavent là-bas les distilleries des mornes
quand les lents bœufs maigres font leur rond au zonzon des
[moustiques]

Ouiche ! Depestre le poème n'est pas un moulin à
passer de la canne à sucre ça non
et si les rimes sont mouches sur les mares

sans rimes

toute une saison

loin des mares

moi te faisant raison

riens buvons et marronnons

Gentil cœur

avec au cou le collier de commandement de la lune
avec autour du bras le rouleau bien lové du lasso du soleil
la poitrine tatouée comme pas un des blessures de la nuit
aussi je me souviens

au fait est-ce que Dessalines mignonnait à Vertières

et pour le reste

que le poème tourne bien ou mal sur l'huile de ses gonds
fous-t-en Depestre fous-t-en laisse dire Aragon

Camarade Depestre

*C'est un problème assurément très grave
des rapports de la poésie et de la Révolution
le fond conditionne la forme
et si l'on s'avisait aussi du détour dialectique
par quoi la forme prenant sa revanche
comme un figuier maudit étouffe le poème
mais non*

*je ne me charge pas du rapport
j'aime mieux regarder le printemps. Justement
c'est la Révolution*

*et les formes qui s'attardent
à nos oreilles bourdonnant
ce sont mangeant le neuf qui lève
mangeant les pousses
de gras hannetons hannetonnant le printemps.*

Depestre

*de la Seine je t'envoie au Brésil mon salut
à toi à Bahia à tous les saints à tous les diables
à ceux des favellas*

Bombaïa Bombaïa

*crois-m-en comme jadis bats-nous le bon tam-tam
éclaboussant leur nuit rance
d'un rut sommaire d'astres moudangs.*

Va-t-en chien des nuits

*La mer s'est retirée intacte du sang des grands poulpes
échoués aux sables
dans le paysage qui se défait toujours à reprendre je cherche
un souvenir de marée une fleur d'eau une rumeur de fureur
mais trop de pistes brouillent leurs caravanes
trop de mauvais soleils empaient aux arbres leur rancœur
trop de menteurs portulans s'enlisent
aux lignes de faite toujours divergentes
de hautes fourmis polisseuses de squelettes
de ce fougueux silence de la bouche de ce sable*

*surgira-t-il rien sinon les pointes cariées de la futaie
rage d'un insolite solstice allumé fauve à la limite barbare
si défaillante de la mer
va-t-en chien des nuits va-t-en
inattendu et majeur à mes tempes
tu tiens entre tes crocs saignante
une chair qu'il m'est par trop facile de reconnaître.*

Des Crocs

*Il n'est poudre de pigment
ni myrrhe
odeur pensive ni délectation
mais fleur de sang à fleur de peau
carte de sang carte du sang
à vif à sueur à peau
ni arbre coupé à blanc estoc
mais sang qui monte dans l'arbre de chair
à crans à crimes*

Rien de remis

à pic le long des pierres

à pic le long des os

*du poids du cuivre des fers des cœurs
venins caravaniers de la morsure
au tiède fil des crocs*

Statue de Lafcadio Hearn

*Sans doute est-il absurde de saluer cette poussée en plein océan
restée debout à la verticale parmi les griffures du vent
et dont le cœur à chaque battement déclanche
un délire vrai de lianes*

*Yé grimpait au palmier
Nanie-Rosette mangeait sur un rocher
le diable volait autour
oint de graisse de serpent
d'huile des trépassés
un dieu dans la ville dansait à tête de bœuf
des rhums roux couraient de gosier en gosier
aux ajoupas l'anis se mêlait à l'orgeat
aux carrefours s'acroupissaient aux dés et sur les doigts
dépêchaient des rêves
des hommes couleur de tabac
dans les ombres aux poches de longs rasoirs dormaient

de lui on connut que sa patience fut faite
de la cabine de commandement d'un corsaire démâté
par l'orage et lèché d'orchidées.*

Faveur des Sèves

*Pachira Peau-Rouge et garde empanachée de l'argile
simarubas qui d'un hurlement blanc baïonnettez la montagne
obscurer
ceiba athlète qui par mystère équilibres la lutte noueuse
de l'homme et du désastre
savant fût d'orgueil d'un gisement de naufrages
ou peut-être êtes-vous là bienveillance hagarde
du rare monde noueux de mes pères
dressé au bord délirant de ma fidélité
ou lait ruiné de ma mère ma force qui s'obstine
et à mes lèvres monte*

Pour un gréviste assassiné

Leader

*André Jacques mort au milieu des crachats de feu
André Jacques craché mort et la terre est plus cendre que les
[jeux du préfet]*

Chœur

*André Jacques prends garde
le gendarme le préfet le ministre
oreilles droites jarrets tendus
comme bêtes au grand nord
déchiffrent l'horizon comme bêtes du grand Nord*

Leader

*André Jacques
la mouette argentée a tendu son cou baissé la tête
André Jacques couché sans secours parmi les tiens couchés sans
[recours]
comme dans les coquelicots de la foudre*

Chœur

*André Jacques la terre n'enterre pas nos morts
le soc des charrues leur fait des ongles
la sueur des hommes leur fait une chair
la lame des houes leur fait des armes
André Jacques André Jacques mort comme un volcan s'éteint
lève-toi André Jacques*

Leader

*André Jacques voulait sa paye
du pain
un jour qui fût le jour non une pointe ébréchée de poignard
dans les reins d'un ruffian*

Le chœur

André Jacques André Jacques

*le ministre le gendarme le patron le préfet
ont fourré dans ta bouche dans l'élan de ta confiance
dans la lassitude de ta faim
un grand trou de vent de poussière et la paille amère
du silence*

Leader

*André Jacques mort encerclé de ricanements de feu
d'yeux gris de préfet
de jurons de soudard
de bruit d'éperons de hobereau*

Le chœur

*André Jacques
tu as muscle tu as sang tu as force
dans nos poings nus le marronnage vivant de l'armée du tonnerre.*

Leader

*André Jacques lève-toi André Jacques
en chacun de nos poings André Jacques*

Chœur

*André Jacques
ta chair croît en flèches de cannes
ton sang circule en sèves de récolte en lucioles d'espérance
en odeur tenace en saccades de tambour*

Chœur

*et maintenant et maintenant et maintenant
ah ce sacré maintenant plus froid que pierre
et maintenant et maintenant et maintenant
ah ce sacré maintenant plus dur que pierre*

Leader

*ô pas niés invisible mûrissement
ô doigts crispés noirs sur le fugace couchant
paume fripée ô jour c'est ta terreuse rançon*

Leader

*André Jacques André Jacques
mort au seuil de jappements et de sauterelles de feu*

(Ces poèmes sont extraits de « Vampire Liminaire »,
recueil à paraître.)

A Anoma

Après notre heureuse rencontre d'hier, voici ma réponse.

*Je libère le prisonnier (1)
Qui donne son corps
Et pour une bagatelle
Vend son souffle
Pour paraître juste.*

*Le monde cesse de crier
Pour sauver sa muse
Et l'éternel péché
Vibre dans l'air
Suivant toujours son vocal
Dans le noir de sa cellule...*

*Dans le noir de sa cellule !
Je prends sa commande
Et la source attend
Pour rafraîchir les mémoires
Que le prisonnier déclare :
Je suis celui que tu espères...*

*Je suis celui que tu espères !
Donne-moi de ton eau
Et la vie continue belle
Belle source !
Source libre !*

(1) C'est le poète qui sort de sa cellule et qui se voit en retard sur les autres.

NYUNAI

Les liens du passé

NGO-LIMA NGO-LIMA

Il en est des noms comme des personnes.

je sais des noms qui parlent au cœur

Ngo-lima.

non loin des rives hospitalières où coule « yamakouba »

une heure assez tardive pour être l'heure du soir

je reviendrai

les mains pleines d'espoirs

trainant derrière moi un mielleux cortège de souvenirs

Je reviendrai

et nous aurons comme ce soir-là

d'autres mots doux à nous dire

Ngo-lima.

je n'ai pas peur de mon attente

je n'ai pas peur de souffrir

ce que je souffre sera autant de souffrance arrachée à la
[souffrance générale]

Ce sera ma part de contribution

pour que l'humanité souffre moins

O Nyabi

approche ta « ndinga » encore plus près de ma douleur

redis-moi ce chant que tu lui chantais naguère

redis pour moi tout seul la chanson de Ngo-lima.

(Extrait de « Chansons pour Ngo-lima ».)

Ngo-lima : divinité noire de l'espérance (tribu bassa).

Ndinga : instrument à cordes de la famille de la kora soudanaise dont se sert le griot.

L'essor

*Le tam-tam se tait
ô nuit noire
nuit stellaire des parchemins-portes
nuit confuse d'Afrique
le tam-tam se tait au seuil de l'aube où s'abîme la nuit*

*encore un coup
et le tam-tam ressuscitera des braises-caves des nègres corps-
[bûchers*

*le tam-tam des combats ancestraux
le tam-tam des jours enfants
le tam-tam de vie
malgré la tourmente
contre le joug*

*alors
odieux parcs
serpents-bras
injustes ligaments
toutes lugubres barrières d'airain dressées par la main profane
d'un pseudo-humanitarisme
s'embraseront enfin
et le soleil
aujourd'hui ténébreux
traçant trois énormes fois le terrible verbe de la Liberté
déchirera de son glaive fulgurant le voile crispé de la nuit*

*le tam-tam se tait
libre libre libre
vibre l'oiseau hier captif de sa patience
l'oiseau noir
dont l'essor fascinant gronde dans la nuit matutinale
parce qu'il ne veut plus payer de son martyre
une cage qui l'étiolait d'omniprésence
parce qu'il ne veut plus payer à n'importe quel prix
une tutelle qui n'est pas une tutelle*

*le tam-tam se tait
libre libre libre
vibre l'oiseau noir
et le maître surpris dans la suffisance où gît son égoïsme
redoute l'esclave qui braque le jour éclos
de son magnésium de protestations
il a perdu son « calme colonial »
et tremble à la vue de cet amuseur de sa création
qui sape ses froids pronostics-jeux
terrasse les béquilles du rêve
brise la lanterne rouillée qui aboulissait ses sens juvénils
et
désormais conscient de l'enjeu
culbute l'erreur
les yeux pleins de cieux nouveaux
saoul de lumières*

*le tam-tam se tait
à qui la faute
si le tam-tam se tait.*

(Extrait de « Chansons pour Ngo-lima ».)

TANGA

EZA BOTO

Eza Boto is a very young author. The novel, « Cruel Town » (« Ville Cruelle ») (1), is his first work, apart from a short story « Sans haine et sans amour », which « Présence Africaine » published in a special issue, « The Negro students speak ».

A native of French West Africa, he is twenty-three years old and is studying in a Faculty of Letters.

Here is the second chapter of his novel.

What has happened to the town of Tanga since the events recorded in this chronicle ? As though anything could have happened to it in a matter of so few years ! Today, in Africa, events move very quickly ; but whatever great change could Tanga have known in the meantime ? One would like to be mistaken, one would like to be told of such a change ; for it is hard to imagine so miserable a people not marching swiftly towards a less cruel future, feverishly putting the night behind them till at last they step clear into the steely light of day.

At that time, it is true, there was little to distinguish Tanga from most other towns in the land : corrugated iron, white walls, red gravel streets, grass spaces, and farther away, scattered in confusion, diminutive huts with mud walls, leaf roofs of an indefinite colour, naked children in the mud or dust of the yards, gossips standing in doorways. And yet, on reaching Tanga, a traveller would be sure to say, if only to himself : « This town isn't quite like others ! » Tanga was not without distinction.

Imagine a vast clearing in the forest of our country, the virgi

(1) « Editions Africaines », Paris, 1954.

equatorial forest — to quote the explorers, geographers and journalists. Picture in the centre of this clearing, a high hill flanked by hillocks. On two opposite slopes of this hill were situated the two Tangas. The commercial and administrative Tanga — Tanga of the others, foreign Tanga — occupied the steep, narrow slope to the south, protected from the neighbouring forest by a deep, black river spanned already by a reinforced cement bridge. This river was one of the curiosities of Tanga, a species of permanent circus. One had only to lean against the parapet of the bridge and wait. Soon a house-canoe would appear upstream. Smoothly it came gliding down the water. Two men, balanced in the bows and the stern, heaved up immensely long poles ; one after the other they plunged them into the water till the mud checked their descent. Then down they pressed with all their might, driving their craft forward. Inside it, swollen round sacks were piled against the bamboo walls ; crouched on the floor beside a smoking hearth, a woman was washing clothes. The onlookers, massed on the cement bridge, never wearied of the spectacle of those long huts, built upon two or three couple dugout, which had come down hundreds of miles of river. Ponderously they ran aground on the sand, lining up one beside the other.

There were also immense logs lashed together as rafts. These too came from far. Men rode them, naked as a rule, superbly indifferent to the catalls raining down from the bridge. They handled their rafts unhurriedly, bringing them in to mooring below the timber wharf. One of the two cranes on the wharf came next into action. Hooting and shuddering, running on its two rails, it advanced towards the river. Then it stopped, leaned dangerously forward over the water, and righted itself, triumphantly gripping a long log in its teeth. It turned round and retreated. It was a monster. For an object that moved by itself, it could hardly have been more ugly.

Beside this machine, the elephant would have seemed a mere bauble. The automatic crane went and stacked the logs in a yard, whence came the reaging smack of the axes, rounding them, squaring them, reducing them to the dimensions of the factory and of civilisation. A miserable little train, coughing and spitting, came up from a nearby station and took charge of the logs as soon as they were roughed into shape. It took them away white-nosed, numbered, meekly couched in long carriages, to heaven only knows what destination.

On this side of the town, everything seemed to live either for or by the log, as far the sawmills whose lanky chimneys could be

seen in the distance, belching out smoke into the sky in jerky, spasmodic jets. This was the log's kingdom.

Higher up, one came to Commercial Tanga. The « business centre » as it was called « Greek centre » would have been just as true. All the way down the streets, the shop-signs sounded Greek : Caramvalis, Despotakis, Pallogakis, Mavromatis, Michaelides, Staverides, Nikitopoulos — to name only a few. Their shops were at street-level with verandahs occupied during the day by native tailors and their apprentices : they stocked everything. Behind the counter, black clerks urged passers-by to step in. And it was there that you found the best prices. And it was there that you found the best goods.

The Greek employer was rarely to be seen, except during the cocoa season, that is from December to February (for if wood was king lower down, cocoa reigned on the hill). But every morning in the season, on the very stroke of eight, Mr. Pallogakis — dapper, sallow, ready for business, soberly dressed in white, bony, hook-nosed and proprietorial — would already be standing in front of a pair of scales, surrounded by his men — bawling, vociferous touts, stamping their feet in a frenzy and slapping their thighs. From a distance they treated you to a eulogy of their master in a few colourful and suggestive words. If you appeared disdainful, they came down into the street, took you by the collar, and said to you : « Lay your bundle there on the pavement. We'll put it back on your head if necessary. Listen here. Sixty francs a kilo. Just think of it, brother. Where'd you find the like of that ? » And so on and so forth. Mr. Pallogakis began the day with prices above official rate ; the rumour spread like wildfire. The peasants ran up with their bundles, collected in front of the Greek. And the more there were the more there came, and the easier it was for Mr. Pallogakis to lower the rate progressively and imperceptibly and commit other frauds.

The traffic, which was very heavy in Tanga, gave the town a particularly dramatic air. Not a day passed but a man was crushed by a car or a spectacular lorry collision occurred. It seemed, indeed, that there were too many lorries in Tanga. Perhaps it was simply because they came from all over the world : every factory had sent at least one model to represent it in the town. Long, bony lorries like the carcasses of prehistoric animals : gigantic, poudorous lorries, maddening you with their din : diminutive lorries, stocky and compact. They came in from all directions, at breakneck speed. Without slowing down they entered Tanga, leaving a cloud of dust triumphantly floating

behind them, or splashing men and things with mud and red gravel : the streets of Tanga were not metalled in those days.

Commercial Tanga ended at the top of the hill in a clot of administrative buildings, too white, too indiscreet. They shone blindingly in the sunlight. To see them left you with a strange, unshakeable feeling of desolation.

The other Tanga, unspecialized Tanga, the Tanga to which the administrative buildings turned their backs, no doubt from a want of taste, native Tanga, the Tanga of the huts, occupied the gentle slope that spread fanwise to the north. This Tanga was subdivided into innumerable little districts, each of which bore an evocative name. A series of slums, in reality ! Huts such as you could see in the forest, down every track, but lower, meaner, more shrunken here, being built of material from the forest which became scarcer as one neared the town.

Two Tangas... Two worlds... Two destinies !

These two Tangas attracted the native too. In the daytime the Tanga on the southern slope, commercial Tanga, the Tanga of money and lucrative labour, drained the other Tanga of its human substance. The blacks filled the Tanga of the others, where they discharged their functions. Unskilled workers, small tradesmen, cooks, boys, bottle-washers, prostitutes, civil servants, junior clerks, touts, swindlers, idlers, penal labourers, the streets swarmed with them. Every morning, the peasants from the nearby forest came in to swell their ranks, whether merely in quest of wider horizons or to sell the produce of their work ; a specific mentality had developed in this sector of the population ; and so contagious was it that the men who came in periodically from the forest remained contaminated by it throughout their stay in Tanga. Like the folk of the distant forest who retained their authentic character, the inhabitants of Tanga were weak, vain, too gay, too sensitive. But to these traits was now added something original : a certain propensity for sly calculation, irritability, alcoholism, and everything that arouses contempt for human life — as in all countries where big material interests are in conflict. In the whole of our land it was the town which held the record for murders... and suicides ! They killed one another and killed themselves for anything, for next to nothing, for a woman. More than one Greek had paid with his life for pawing a pretty woman who had entered his shop. The day came when the husband burst into the back room with a rusty old shotgun, or failing that a machete, and dispatched the merchant expeditiously into the other world.

Their love of brawling and bloodshed grew with the passing of time. When they tired of fighting among themselves, they turned their violence into the plethora of foreign merchants. They were quick to sense the kind of impunity they would encounter in this little game, whose rules and tricks were common knowledge. It was best to have no dealings with a French settler. But if ever that happened, you knew where you stood — and that, after all, was the most important thing. From sheer braggadocio, some would take the risk. The police then pounced on them, and no more was said of the matter, unless it was still being talked about in later generations. As for the civilian members of the upper hierarchy of colonial administration, it seemed as if they were paid to be conspicuous by their absence.

They had come from all over the land. But they tended increasingly to regard themselves as inhabitants of Tanga rather than as natives of the south, north, east and west. You could see them in the street : laughing, arguing, quarrelling, with gestures large enough to embrace the entire universe. They ran, walked, jostled one another, fell off their bicycles, and all with a certain spontaneity, the single vestige of their lost purity. They came and went excitedly in the sunshine, dancing and singing under the anxious eyes of the shirros, who went about in groups as if in a town under martial law.

At night, life changed headquarters. The Tanga of the northern slope recovered its inhabitants and came to life with incredible vivacity. Each night it feasted the homecoming of its prodigal sons. It was as though it wanted to sate them with something they would soon lose for ever : joy, real joy, joy without make-up, naked joy, original joy. But this was beyond their understanding. Already they were unable to say where they came from except by naming their native village or tribe. Neither could they say where they were going, nor why. Astonished at finding themselves members of so numerous a community, they were no less surprised by that strange isolation of the forest in which, as individuals, they felt imprisoned.

In North Tanga, one hut out of five was set apart for the sale of liquor : red wine generally diluted with bad water, palm-wine often badly preserved, maize-beer that was the most drinkable of the lot, flowed freely behind those doors. The initiates knew, in addition, where and how to procure Africa Gin, a renowned local drink with a high alcoholic content. The government had expressly prohibited its sale... and production — but this was mere bluster. The ruling had given birth to a veritable network of distribution, sale, purchase, and transport of that rare product.

In any case, its production could not reasonably be forbidden, since no inspector was likely to go and look for himself, in the depths of the forest, far away from the town.

The dance-places exerted an irresistible attraction on inhabitants of either sex. Violently lit by electric light, noisy, melodious and more often cacophonous, resounding with the reverberation of drums, crowded with a singular fauna — awkward in starched collars or dowdy in ill-cut dresses, at all events stiff, self-conscious, wooden and false — fortunately they were too expensive. It was common, therefore, for a small number of inhabitants to gather in a hut, round a calabash of wine, and beat, for want of a tom-tom, on empty packing-cases, pluck the strings of a guitar or banjo, and improvise a dance in which fancy predominated, despite the exigousness of the premises.

The streets of this Tanga naturally had no lamps. The roughs, who abounded in the neighbourhood, were the first to exploit this fact : they converted the night-time streets into a place for the settling of accounts. The darkness echoed with incessant footsteps, frenzied pursuits, punches cracking like pistol-shots. Familiarity breeding contempt, these brutal encounters lost interest for all but the professionals ; they could go on for what seemed to a foreigner an inconceivable time, thanks to the nightly indifference of the police, actuated by quite understandable precepts of economy and prudence.

How many inhabitants did North Tanga contain ? Sixty, eighty, a hundred thousand, how could one tell exactly ? No census had ever been taken. And the population was subject to an instability that was certainly unique. The men left the forest for sentimental or pecuniary reasons, often too for the sake of novelty. They stayed here a while, giving the town a trial. A few of them found it unthinkable that there should be dancing in a hut, while folk next door were mourning a relative whose corpse had not yet been buried : filled with disgust, they returned quite simply to their village, where they spoke of the town with sadness, wondering what the world was coming to. Others, convinced by dint of railery that they would quickly get used to such singular customs — it was merely a question of time — decided to stay for good. They forthwith sent for their wives and children or, if young and unmarried, for their brothers and sisters, to have them at their side as a constant and living memory of their native village, which they might never see again. At first they thought often of their birthplace : then gradually, as time passed, they would forget it, taken up as they were with quite other preoccupations.

pations. Some failed to realize their social ambitions in Tanga : they set out again to try another town.

But the omission to take a census was in no way justified by this instability, since the government knew nothing about it — nor for that matter about anything concerning that semi-humanity, its joys and sufferings and aspirations, which, had it known them, would have seemed strange enough ; but it had never sought to divine them, still less to understand and explain them. When it deigned to consider those creatures, two categories interested it particularly. Those who, having wriggled their way through innumerable barriers, had accomplished a sort of social climb ; and whom the tax-collectors realized, one fine day, tyeh might just as well moderately tax, while they were about it. Those who, directly or indirectly, consciously or unconsciously, by word or by deed, represented a threat to a certain state of things, in conformity with a certain vision of the world, considered necessary for certain reasons, or to be exact for certain needs ; it was not very difficult ; they were packed off to an approved school somewhere and everything redounded to the greater Glory of humanity.

Tanga, North Tanga I mean, was an authentic child of Africa : almost from birth, it had found itself alone in Nature. It grew and developed too rapidly. It learned and developed too haphazardly, like children left to themselves. Like them, it asked itself no questions, however perplexed it might feel. None could say for certain what would become of it, not even the geographers, nor the journalists, and still less the explorers.

Eza Boto.

« Ville Cruelle » (« Cruel Town »)

(Translated by Christopher HANCOCK.)

CHRONIQUES

Afrique Noire, littérature rose

Si l'on excepte les livres écrits par les explorateurs et les missionnaires, livres aujourd'hui presque sans intérêt tant la mentalité qui animait généralement leurs auteurs a vieilli (1), il n'est guère, à notre connaissance, d'œuvre littéraire de qualité inspirée par l'Afrique Noire et écrite en langue française. Quand je dis œuvre de qualité, j'entends surtout une œuvre accueillie, connue, admise comme telle par le grand public — car au point de vue de l'efficacité, à quoi sert-il qu'un chef-d'œuvre ait été écrit ou même publié en 1955 s'il ne sera connu, lu par le public qu'en l'an 2.000 ? Naturellement, pour notre exposé, il importe peu que cette œuvre de qualité ait été écrite par un Noir ou un Blanc. Absence donc d'œuvres de qualité inspirées par l'Afrique Noire et écrites en français. Cette première constatation est un fait sur lequel, après toutes les informations que nous avons pu glaner, il nous semble difficile qu'on puisse nous contredire.

Alors que cette carence d'œuvres de qualité eût pu s'expliquer durant l'entre-deux-guerres par l'intérêt minime que l'Europe, et surtout la France, portait alors à l'Afrique, et par l'incapacité où se trouvaient les Africains, sans instruction, d'écrire en français ;

(1) Je pense surtout à Mgr Augouard, alors simple prêtre, qui affirmait à sa mère, dans une de ses nombreuses lettres, qu'il était vraiment certain, maintenant qu'il vivait avec les Noirs, qu'il s'agissait bel et bien des descendants de Cham — descendance qui semble bien regrettable — sous la plume du prélat. Et certes, reconnaît-il une ligne plus loin qu'il n'a pas de preuve pour étayer son assertion ; il n'empêche qu'il continue d'affirmer qu'il s'agit vraiment de descendants de Cham. Aujourd'hui, l'Europe n'éproue plus le besoin de légitimer aussi dérisoirement l'aventure africaine.

en 1955, alors que de plus en plus l'Afrique préoccupe les Européens et qu'il se trouve de plus en plus d'Africains non seulement capables, mais encore désireux d'écrire, cette carence d'œuvres de qualité est moins facile à comprendre. Du moins en apparence.

Car, regardons-y de plus près et tout s'éclaire. Et d'abord quelles catégories d'écrivains s'inspirent aujourd'hui de l'Afrique Noire ?

Il y a les journalistes, constamment curieux, constamment à l'affût d'un sujet neuf et, lorsqu'ils l'ont trouvé, le traitent à l'épate. Les reportages écrits sur l'Afrique depuis la dernière guerre sont particulièrement détestables. Il est difficile aux journalistes d'écrire des chefs-d'œuvre sur l'Afrique.

Il y a aussi les intellectuels à la recherche d'une solution pour le monde futur et qui écrivent généralement des essais mi-politiques, mi-philosophiques, mi-littéraires. Cela donne des livres tels que : « Les Peuples nus » de M.-P. Fouchet, ou encore : « La France et les Noirs » de Jean Guéhenno, sur lequel nous reviendrons plus loin. Disons tout de suite que nul ne s'attend à un chef-d'œuvre venant de cette catégorie d'écrivains.

Il y a les industriels, les politiques, les économistes et autres spécialistes. Le mieux qu'on ait à faire ici c'est de n'en point parler.

Il y a les poètes dont il en est d'excellents : les A. Césaire, D. Diop, Paul Nizer, J. Roumain, etc... Ils se recrutent surtout parmi les hommes de couleur, c'est-à-dire les colonisés. Il s'agit généralement d'intellectuels très conscients, droits et par conséquent incapables d'aucune compromission avec l'ordre colonialiste ; il résulte de cette situation que leur voix ne s'entend guère. Aussi, conformément à notre notion objective du chef-d'œuvre, est-on forcé de ne point tenir leurs écrits pour des œuvres de qualité ; car, ainsi que nous le disions plus haut, l'on ne peut tenir pour chef-d'œuvre, du point de vue de l'efficacité actuelle, une œuvre que personne ne lit ni ne connaît. Aussi bien, ne pouvons-nous qu'espérer que l'avenir réhabilitera ces « poètes maudits » ; mais ceci est une autre histoire.

En réalité, la catégorie d'écrivains dont on attend le plus, ce sont les romanciers. L'on peut remarquer quelle curiosité suscite d'emblée la parution d'un roman africain — pourvu, certes, que la presse veuille bien en parler. C'est donc tout particulièrement le point de la littérature romanesque africaine que nous nous appliquerons à faire.

Depuis la fin de la dernière guerre, les romanciers qui s'inspirent de l'Afrique Noire se trouvent être aussi bien des Blancs que

des Noirs. Cette constatation ne nous servira à rien, ainsi que nous le verrons dans un instant.

Allons plutôt au cœur du problème et posons-nous les questions essentielles.

Et d'abord, quelle sera la tonalité du roman africain, réaliste ou non réaliste ? Cette tonalité dépendra essentiellement du tempérament de chaque auteur, de sa sensibilité à l'attitude du public. Si l'écrivain manque de personnalité, il fera ce que lui demande le public. S'il a de la personnalité, il fera de la littérature selon son goût et ses propres conceptions. Savoir ce que le public français demande à un romancier africain est une autre question que nous traiterons plus loin.

Ensuite, quelle sera la qualité prévisible de ce roman ? Elle dépendra essentiellement de sa tonalité. Etant données les conceptions modernes du beau en littérature, étant donné tout au moins ce qu'ont ces conceptions d'essentiel, si une œuvre est réaliste, elle a de nombreuses chances d'être bonne ; sinon, en supposant même qu'elle comporte des qualités formelles, elle risque de manquer de résonance, de profondeur, de ce dont toute littérature a le plus grand besoin : l'humain ; d'où il suit qu'elle a beaucoup moins de chances — si seulement elle en a — d'être bonne, qu'une œuvre réaliste.

Ainsi que nous le disions à l'instant, ce qui distinguera donc les romanciers africains, c'est bien moins leurs origines ethniques que leurs différents tempéraments, leurs personnalités. En effet, s'il semble en théorie que seuls les écrivains blancs puissent se permettre de n'exploiter que le côté pittoresque de l'Afrique Noire, tandis que les écrivains noirs, plus conscients des graves problèmes qui se posent à leur continent natal, ne se serviraient tout au plus de son pittoresque que comme d'un repoussoir à sa réalité profonde, il se révèle à l'examen du petit nombre d'auteurs écrivant sur l'Afrique, que les pittoresquistes se recrutent aussi bien chez les uns que chez les autres.

Chez les Blancs : « Les couteaux sont de la fête », « Va-t-en avec les tiens », etc...

Chez les Noirs : « L'enfant noir », « Le regard du roi », « Karim » (1), « Batouala mourant », etc...

Quand je dis « etc... », ce n'est qu'une façon de parler, car

(1) Je me suis autorisé à citer ici même des livres écrits avant la guerre comme : « Batouala mourant » et « Karim ». J'ai pensé en effet que quoi que ces livres n'appartiennent pas à l'époque ou au domaine que je me proposais d'étudier, ces indications pourraient guider le lecteur curieux de la littérature africaine.

alors que je pensais citer les écrivains africains spécialistes du pittoresque, je viens de m'apercevoir que j'ai en fait cité tous les écrivains africains auxquels le public français et sa critique ont daigné accorder leurs faveurs, depuis une dizaine d'années.

Serait-ce donc que le public français demande à l'écrivain africain de faire du pittoresque, rien que du pittoresque ?

Et d'abord, lorsque je parle du public français, à qui pensé-je ? Certainement pas aux Africains dont la consommation de cette denrée de première nécessité appelée littérature est statistiquement négligeable, du moins pour l'instant, et cela pour de très nombreuses raisons qu'il serait trop long d'énumérer dans le cadre d'un article de revue. Disons simplement qu'il y a là comme une illustration du drame trop connu du déracinement des élites africaines : les écrivains noirs ne peuvent même pas écrire pour un public noir !

Reste donc le public européen. Il faut se dire en effet que le romancier africain, qu'il soit blanc ou noir, écrit essentiellement pour le public français de la métropole, ce qui explique bien des choses. Mais, auparavant, il importe de définir l'attitude de ce public à l'endroit de l'écrivain africain.

Le Français-qui-lit-les-romans, c'est-à-dire en définitive le bourgeois, qu'il soit petit ou grand, est non seulement le citoyen mais le pilier d'un pays qui était, il n'y a pas encore si longtemps, une grande nation, qui aspire toujours à le rester, espère y réussir, et dont l'amour-propre est blessé au moins une fois chaque jour depuis la guerre, ainsi qu'il arrive aux anciennes-grandes-nations. Point n'est besoin d'être spécialiste des questions internationales pour s'apercevoir que les facteurs proprement européens du prestige français s'effritent chaque jour plus irrémédiablement.

Cependant, si ce pays refuse de renoncer à sa grandeur passée, de quels moyens son désespoir lui suggèrera-t-il de se servir afin non seulement de se hisser au rang envié mais surtout de s'y maintenir quelque temps ? Les colonies, parbleu ! L'empire ! L'Union Française ! Appelez cela comme vous voudrez. Jamais les bourgeois français n'ont autant misé sur les colonies qu'à l'époque où nous vivons.

Mais les colonies elles-mêmes, par la faute de ces petits plaisantins de la littérature, de la presse, de l'enseignement ; par la faute de ceux que dans certains milieux, l'on appelle les spécialistes de la subversion ; les colonies elles-mêmes, dis-je, ont appris et se répètent la fameuse apostrophe de Vergniaud : « Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! » Et de plus en plus forte se révèle, dans l'empire

français, la tendance à l'autonomisme et même au séparatisme. Fait nouveau, une des perles de cet empire a soutenu une longue guerre contre la métropole. Ce n'est pas tout : une autre perle, le Maghreb entier, se trouve aujourd'hui dans une position critique ; et la vérité est que nul ne peut savoir où va ce morceau de l'empire français. Allons-nous perdre tout ? se demandent les colons et les bourgeois français, plus inquiets que jamais. « Non, que diable ! Ne nous reste-t-il pas toujours l'Afrique Noire ? »

Aux yeux du colon et du bourgeois français, qu'est-ce donc que l'Afrique ? « Une réserve inépuisable d'hommes et de matières premières. » (Je cite A. Coste-Floret, ministre des colonies dans un des nombreux gouvernements de la première législature de la Quatrième.) L'on connaît les slogans : « L'Afrique Noire, notre dernière chance ! », « L'Afrique Noire, voilà la carte à jouer ! », « L'Eurafrrique... », etc... Le bourgeois français pense donc surtout à l'Afrique Noire comme une dernière chasse gardée qu'il convient de protéger jalousement contre la convoitise des « impérialismes soi-disant révolutionnaires ». Il va de soi que derrière toutes les belles formules libérales, généreuses, fraternelles et républicaines lancées à travers l'espace par la presse bourgeoise, se profile la même, la séculaire, l'intangible réalité, l'éternelle cupidité : exploiter l'homme où on le peut sans risque.

Oui, sans risque ! L'on devine dès lors qu'une littérature africaine réaliste ne peut être du goût de ces messieurs-dames, car est-il pire risque pour eux que de voir un jour leurs louches opérations dénoncées, démontées, étalées sur des feuilles populaires ? Ils tâcheront donc d'étouffer dans l'œuf toute littérature réaliste africaine. Car, la réalité actuelle de l'Afrique Noire, sa seule réalité profonde, c'est avant tout la colonisation et ses méfais (1).

Pour nous donc qui ne sommes pas métaphysicien de profession, la première réalité de l'Afrique Noire, je dirais même sa

(1) Je sais qu'il ne manquera pas de gens pour m'accuser d'esprit partisan, de manquer d'objectivité, de ne voir qu'une face de la colonisation, ses méfaits, sans même chercher à considérer l'autre : ses bienfaits. La rhétorique européenne, française surtout, exige en effet que toute réalité ait deux faces : une laide, une belle. Cependant, si nous plaçons la guerre, par exemple, dans une telle optique, ne risquerions-nous pas d'en faire l'apologie ? Remarquez que le régime hitlérien l'avait déjà fait. A mon avis, la guerre et la colonisation se rejoignent encore sur ce plan-là, comme sur beaucoup d'autres : on ne peut les juger dans l'optique des méthodes de dissertation enseignées dans les classes terminales des lycées : la colonisation, comme la guerre, est toute vilaine ou toute belle ; la trouver à la fois belle et vilaine n'est qu'un vulgaire faux-fuyant.

seule réalité profonde, c'est la colonisation et ce qui s'ensuit. La colonisation qui imprègne aujourd'hui la moindre parcelle du corps africain, qui empoisonne tout son sang, renvoyant à l'arrière plan tout ce qui est susceptible de s'opposer à son action. Il s'en suit qu'écrire sur l'Afrique Noire, c'est prendre parti pour ou contre la colonisation. Impossible de sortir de là. Le voudrait-on, on n'y parviendrait pas. Ami ou ennemi, tel est bien le dilemme. Quiconque veut en sortir est bien obligé de tricher.

Justement, les bourgeois et les colons demandent à leurs clercs de tricher, d'écrire leurs louanges, de chanter leurs bienfaits. Que se produit-il alors ? Si le clerc est un Blanc, il n'aura aucune vergogne à écrire ces livres réactionnaires et racistes auxquels les vitrines des librairies nous ont habitués : « Va-t-en avec les tiens », « Les couteaux sont de la fête », etc...

Si le clerc est un Noir, l'opération se révèle un peu plus compliquée, car ce Noir doit compter avec l'opinion du milieu d'où il sort, de ses amis, de ses congénères. Et puis, il y a chez chaque Noir, une sorte de pudeur qui fait qu'il s'engage toujours avec une répugnance marquée sur la voie de la prostitution ; c'est seulement une fois qu'il y est engagé que tout marche comme sur des roulettes. Enfin, sait-on jamais, il se pourrait qu'il survienne une petite révolution, un jour, dans son pays natal. S'il s'y trouve alors, même par hasard, ne lui sera-t-il pas fait grief d'avoir collaboré avec la colonisation ?

Le clerc noir fera donc semblant de ne pas prendre parti. Il se réfugiera parmi les sorciers, les serpents-de-grand-père, les initiations à la nuit tombante, les femmes-poissons et tout l'arsenal du pittoresque de paccotille. Il méconnaîtra tout ce qui peut le compromettre, et singulièrement la réalité coloniale. C'est ainsi que, paradoxalement, il se fera encore moins réaliste que le clerc blanc, dont la situation ne comporte aucune ambiguïté. Or, sur ce terrain du non-réel, le clerc noir est, objectivement, beaucoup mieux placé que le clerc blanc, parce que mieux écouté chez le bourgeois ignare. Car, lorsque le clerc noir affirme avoir été initié au clair de lune, avoir appartenu à la confrérie des Lions, avoir caressé un crocodile-totem, etc..., le bourgeois ne peut que s'échauder et prendre ses affirmations pour argent comptant : « C'est qu'il en sait un petit mot, ce gars-là !... » Et tout est dit ! Tout cela concourt à enfoncer davantage le clerc noir dans le borborygme du pittoresque, une vase dont il est difficile de sortir une fois qu'on s'y est embourbé. C'est alors que le clerc blanc se voit octroyer le rang de parent pauvre.

En se référant à l'actuelle littérature américaine, l'on peut savoir à quoi aboutit un écrivain conformiste, amateur de gros

tirages, ami des hauts fonctionnaires du régime. Depuis que le le Président des U.S.A. ne s'appelle plus F.D. Roosevelt, Steinbeck s'est tu ou presque, Faulkner paraphrase la Bible (il est vrai que son cas est un peu spécial), Hemingway s'est contenté de développer lourdement un mythe banal dans un petit livre qui a été accueilli comme son chef-d'œuvre, tandis qu'un nouveau-venu tel que Truman Capote, plus logique que ses devanciers, a donné délibérément dans le fantastique. De même il est à prévoir qu'un écrivain africain, s'il tient à dédier ses livres aux grands colons, finira dans le fantastique, à moins qu'il n'y commence.

Les temps ne sont donc pas propices pour une littérature africaine authentique. Car, ou bien l'écrivain africain est réaliste, et dans ce cas, non seulement il ne risque guère d'être publié, mais même s'il y parvenait, la critique l'ignorerait, le public aussi. Ou bien, il est conformiste et dans ce cas il risque de donner dans le pittoresque gratuit et même dans le fantastique, ce qui lui fera surtout écrire des sottises. Ainsi que nous l'avons déjà dit, nous croyons que la race, ici, est de peu d'importance ; ce qui compte c'est le tempérament.

Il se pose cependant une question complémentaire : à en juger par les périodiques littéraires qui paraissent dans ce pays, n'y a-t-il pas en France deux publics différents et même opposés ? Plus sommairement, n'y a-t-il pas le public des « Lettres Françaises » et de l'autre côté le public du « Figaro Littéraire » ? Ne semble-t-il pas que le public des « Lettres Françaises » doive par définition réserver un accueil sympathique à une littérature africaine réaliste ?

C'est ce qu'il semble en effet, mais du premier regard seulement. Car, examinées de près, les choses se révèlent moins simples. En 1955, le monde se partage en deux grands blocs puissants, opposés dans un antagonisme si violent qu'il n'y a plus place pour les neutres. Ici, le dilemme est plus vrai que jamais, qui dit : « Qui n'est pas avec toi travaille contre toi. Ami ou ennemi, utile ou nuisible... ». Ce siècle est ainsi fait que le sectarisme y sévit sans remord, que les gens préfèrent leurs pires ennemis à ceux de leurs amis qui ne sont pas l'exacte réplique d'eux-mêmes.

Si donc, sur le plan métropolitain, un écrivain africain n'est engagé ni totalement à gauche ni totalement à droite, qu'il se taise. Bien sûr, il se pourra que par-ci, par-là, un individu réussisse à briser toutes les barrières, à s'imposer en dépit de tous, mais ce ne sera tout de même que l'exception. Que l'écrivain africain se taise donc, voilà ce que semble lui proposer la France en 1955.

A moins qu'il ne se résolve, ce qui n'est pas sans tenir de l'héroïsme, à écrire pour l'époque lointaine où l'enseignement aura suffisamment développé le goût de la lecture parmi les Africains, ses congénères. Il semble, au vrai, qu'avant cette époque-là, il soit impossible de parler d'une littérature africaine authentique. Il semble aussi, autant qu'il soit possible de le prévoir, que cette littérature-là sera forcément africaine, certes, mais même nationale ; nous voulons dire que l'écrivain africain parlera à ses concitoyens le langage qui leur plait ; qu'il les entretiendra des aspirations qui seront les mêmes pour eux tous. Peut-être cette littérature, avant de se hausser au niveau humain et international, devra-t-elle d'abord être régionaliste. Et ce ne sera que la faute de l'Europe, et particulièrement de la France, trop repliée sur elle-même, et qui se sera refusée à voir plus loin que le bout de son nez.

Après avoir fait le point de la littérature africaine en 1955, nous nous mettons en devoir de présenter aux lecteurs de la revue deux livres dont l'un est l'œuvre d'un Blanc et l'autre celle d'un Noir.

La France et les Noirs

par Jean Guéhenno (1)

C'est un tout petit livre de 140 pages, paru en 1954. Point de prétention. M. Guéhenno est un intellectuel que ses obligations d'inspecteur de l'enseignement ont amené à prendre contact avec l'Afrique Noire. M. Guéhenno n'est pas un journaliste : aussi, son livre n'est-il pas un reportage (encore que ces impressions aient toutes paru en feuilleton dans le « Figaro Littéraire »). Ce n'est pas non plus un essai à proprement parler. Qu'est-ce donc ? Ce livre ne veut appartenir à aucun des genres traditionnels, et ce n'est pas un tort, au contraire. Simplement, il expose les impressions que le destin, présent et futur, que cette Afrique Noire suggère à un intellectuel français au cœur généreux comme il s'en trouve un certain nombre par les temps qui courent. Introduisant son livre, M. Guéhenno dit d'une façon fort sympathique : « On parle beaucoup de « l'Union Française ». Elle est un fait juridi-

(1) Paru aux Editions Gallimard.

que, politique, économique. Il faut oser dire qu'elle n'est pas encore un fait humain, puisqu'elle n'est pas encore dans le cœur des hommes, ni des blancs ni des noirs. Je souhaite seulement que ces notes, pour si peu que ce soit, aident à lui donner vie. »

L'auteur a parcouru et survolé l'A. O. F. Il est allé un peu partout : Dakar, Bamako, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Niamey, Lomé, Abidjan. Il a observé, il a médité et il nous livre le fruit de ses observations méditées. Et, ma foi, c'est fort agréable à lire. Mais, ainsi que nous le disions déjà plus haut, il ne faut guère se faire d'illusion sur ce genre de travail et Guéhenno lui-même ne manque pas de le reconnaître : « Je ne suis pas dupe, dit-il en page 56, de ce qu'il y a de faux dans un tel voyage. En deux heures, aujourd'hui, mon travail achevé, j'ai pu voir, pour ma distraction, le marché, le palais du gouvernement, le fleuve et son port... le plus grand café où les blancs se marient et se démarient, et tout, et tout. Nous volons par les airs, nous courons les pistes. Nous en sommes au dix millième kilomètre... Je ne sais pas quel bien j'aurai fait aux hommes, mais j'ai peur au retour, encore qu'innocent, d'être poursuivi par la Croix Verte. »

Certes, Guéhenno ne ménage ses sévérités ni aux indigènes, ni aux européens. Il a même la franchise de reconnaître : « On ne sent à Dakar aucune chaleur humaine. Les blancs et les noirs y sont rassemblés malgré eux, incapables de s'entre-regarder. J'y respire mal. Dès que je suis libre, je m'enfuis... » Et plus loin : « Le problème de l'affrontement des races est ici obsédant. Peut-être est-il sans solution... » Mais en définitive ? Le colon et le bourgeois referment le livre avec une meilleure conscience encore qu'auparavant. Moi, je le referme avec rage parce que je me sens terriblement dupé. Ce titre !... Et les gangsters de la colonisation continuent, sans sourciller, leur infâme besogne, assurés qu'ils sont que si jamais ils étaient inquiétés dans leur vie ou dans leurs biens, la Légion, comme une manne du ciel, débarquerait en parachutes — c'est connu. A aucun moment, l'essentiel du problème n'a été effleuré.

N'en demandons pas trop à cet homme de bonne volonté et pardonnons-lui parce qu'il n'était ni économiste, ni politique, ni révolutionnaire, ni spécialiste de quoi que ce soit ; parce qu'il était un amateur, qu'il parlait uniquement « ex abundantia cordis » ; et surtout parce qu'il écrivait pour le « Figaro Littéraire ». Et relisons tout de même son livre, en reconnaissance pour cette aumône qu'il a daigné nous accorder, à nous dont l'ingratitude, semble-t-il, est maintenant proverbiale dans les milieux coloniaux !...

Le Regard du Roi

par Camara Laye (1)

Ce second roman de Camara Laye présente plus d'une singularité et surtout celle-ci : il s'ouvre sur une pompeuse dédicace au haut-commissaire de la République en A. O. F. : « En témoignage de respectueuse amitié ». Certains écrivains ont de ces audaces !... Supposez un écrivain français dédiant son livre à un grand administrateur, M. Baumgartner par exemple !... Ou un écrivain américain à M. Foster Dulles ! Oh ! ne cherchons pas une mauvaise querelle à Camara Laye !

Une autre singularité, c'est l'histoire racontée dans ce livre. Un Blanc, un nommé Clarence, aussi européen que je suis lapon, se trouve par on ne sait quel hasard en Afrique Noire. A vrai dire, c'est un Blanc extraordinaire ; car, contrairement à l'absolue totalité de ses pareils qui vont en Afrique, et qui jamais ne s'y sentent dépayés pour la très simple raison qu'ils transportent toujours leurs univers avec eux, Clarence, lui, est pris de court, ce qui signifie, vous l'avez deviné, qu'il vient à manquer d'argent. Pour s'en procurer un peu, il conçoit l'idée saugrenue d'entrer au service du roitelet nègre du coin. Idée saugrenue parce qu'en général les Blancs qui sont en Afrique et dont votre serviteur connaît un certain nombre, disposent d'autres moyens d'acquérir des millions. Toujours est-il que le Clarence, lui, désire entrer au service du roi. Dans la capitale royale, le Clarence ne réussit pas à approcher le souverain ; tout au plus, fait-il la connaissance d'un mendiant et de deux jeunes polisçons. Le mendiant, dont l'attitude vis-à-vis de Clarence se veut insolente et hautaine, mais est en fait extrêmement floue, conseille à son nouvel ami de se diriger vers le Sud où il a quelque chance de rencontrer le roi. Il se trouve que lui-même, le mendiant, s'apprête à faire route vers le Sud ainsi que les deux polisçons dont le grand-père est un potentat de cette région mystérieuse. Voyage en direction du Sud, à travers la forêt dont l'évocation est le meilleur morceau du roman. Si les deux polisçons sont encore, à la rigueur, acceptables, la psychologie du mendiant et du Clarence reste, au moins, sujette à caution. Nos quatre voyageurs parviennent enfin à ce Sud tant convoité, c'est-à-dire très exactement au village du grand-père des deux polisçons, un puissant féodal. Tandis que le mendiant poursuit son errance, le Clarence décide d'attendre le

(1) Paru aux Editions Plon.

roi dans ce village où il est certain que le souverain ne peut manquer de s'arrêter au cours de sa prochaine tournée. Mais le roi se fait attendre et Clarence, pendant ce temps, est bien obligé de vivre, c'est-à-dire d'avoir des aventures.

En fait d'aventures, il lui en arrive surtout une : à son insu, Clarence est utilisé comme étalon par le potentat. Alors qu'il s'imagine n'avoir pour concubine que cette seule Akissi à laquelle il ne laisse pas de trouver de charme, la nuit, lorsque les relents d'une herbe spéciale le tiennent assommé, les femmes du sérail du féodal se remplacent sur sa couche. Cela dure des mois, peut-être même des années. Finalement, le Clarence découvre tout de même quelle infâme besogne on lui a fait faire ! Et pendant qu'il en est encore à la consternation qui suit nécessairement la conscience d'une pureté à jamais perdue (Mon Dieu, quelle affaire !), survient inopportunistement le roi, attendu pourtant comme une goutte de pluie dans une contrée désolée par la sécheresse. Mais déjà le Clarence se refuse à comparaître devant son seigneur et maître dans un tel état d'impureté. « Seigneur, je ne suis pas digne que vous entriez dans ma maison... » ou peu s'en faut. A la fin, il comparaît quand même. Même que le roi le serre dans ses bras. Happy end !

Une histoire à dormir debout, comme dirait l'autre. Sérail, serpents, sorciers, cunuques, mendiants, naba, roitelet nègre, bracelets d'or massif, femmes-poissons, croupes exubérantes, seins généreux, sang-mêlés, café-au-lait, fêtes au village, vin de palme, rien n'y manque. Mais tout est gratuit. Pourquoi ceci plutôt qu'autre chose ? Engagé dans une telle voie, n'importe qui peut écrire n'importe quoi à n'importe quel moment pour n'importe quelle raison.

L'on ne reconnaît même plus l'auteur de « L'Enfant Noir ». Toute la poésie du premier livre s'est envolée comme plumes au vent. Par contre, apparaissent en relief les insuffisances du romancier C. Laye : composition au petit hasard, dialogues insipides, épaisseur romanesque nulle ; aucune notion de la scène à faire. C. Laye n'a pas assimilé la technique du roman ! Nous ne pouvons nous arrêter là...

Après l'enfant noir, pensif et délicat, voici donc un jeune roi gracile et tout alourdi d'or. Décidément, C. Laye fabrique des êtres à son image. Il ressemble peut-être plus qu'il ne croit à ce jeune roi soumis au rôle qu'il doit jouer, insaisissable, et somme toute d'assez peu de jugement puisqu'il ne semble guère s'occuper des affaires du monde. Comme son roi, sous les oripeaux chatoyants du beau style, et les lourdes fibules conventionnelles, C. Laye laisse apercevoir une constitution maigrichonne. Comme

son roi, il se promène en somnambule dans un monde qui est « de l'étoffe dont les rêves sont faits » et qu'entretient soigneusement « une inconscience judicieuse ». Comme son roi enfin, il est une illusion : il joue sur des mirages de symboles creux, de fausses richesses. Aussi, moins patients que le Clarence, nous arrive-t-il de nous irriter de cette inutile course après du vent.

« L'Enfant Noir » voulait nous faire croire à une Afrique idyllique, mais qui n'était qu'invraisemblable, parce que le Blanc n'y figurait point. Dans « Le Regard du Roi », le Blanc est là, il s'appelle Clarence, mais il est en carton. Il est naïf, docile, patient, curieux des êtres : autant dire que jamais l'on ne vit son frère en terre d'Afrique. Impossible d'y croire. Impossible même de supposer que C. Laye ait eu d'autre intention que de nous conter sa petite histoire de nourrice, sans chercher à nous en conter. L'eût-il voulu, il eût facilement été plus habile. C'est donc qu'il nous faut prendre le parti de ne point chercher ici de vraisemblance. Soit. Mais n'est pas exclue pour autant la nécessité de situer cet auteur.

Sur ce point, il ne signifie pas grand chose d'évoquer à son propos, comme on l'a tant fait, Kafka ou un quelconque manieur de symboles de la race de Hawthorne. Qu'est-ce donc qu'un symbole aussi bien chez Kafka que chez tous les autres écrivains qui en ont usé ? N'est-ce pas plutôt la réalité pure, débarrassée de toute gangue, que l'informe et inextricable fouillis de ce « Regard du Roi » où personne ne comprend rien pour la bonne raison qu'il n'y a rien à comprendre ?

Camara Laye aura beau faire, il aura beau se démenner, il reste que son œuvre ne pourra jamais trouver place qu'au rayon de la littérature noire. Et c'est bien ainsi que l'entendent les critiques chevronnés qui font la cour comme à un jeune éphèbe, lui savent gré de les initier aux rites redoutables de la confrérie des Lions, de leur permettre de coller un œil indiscret aux trous de la case du sauvage.

Mais le pittoresque ne suffit pas à expliquer cette courtoisie suspecte des critiques. J.-P. Sartre dit quelque part que les idées neuves, puisqu'elles déconcertent et heurtent même, déplaisent nécessairement. Si C. Laye plait si aisément, c'est donc qu'il rassure ; partant, c'est que rien de ce qu'il apporte n'est vraiment neuf : c'est donc qu'il est à ranger dans la catégorie de ces clercs dociles et ambigus dont nous parlions plus haut et qu'il n'est point le premier de ces intransigeants qui auront peut-être assez de tempérament et de talent pour s'imposer en dépit de la coalition des conditions contraires.

Tout ce que l'on puisse espérer, c'est que — encore que la tactique qui consiste à reculer pour mieux sauter soit, en art du moins, des plus douteuses — par quelque habileté souterraine, il fasse ainsi l'enfant sage pour entrer plus sûrement dans la place, et se réserve un jour de jeter le masque.

Puisque C. Laye semble affectionner les contes fantastiques, on aimerait proposer à sa méditation le conte de ce joueur de flûte qui débarrassa, par quelque charme, la bonne ville de Haarlem de tous ses rats, mais qui ensuite, devant la naïve malice des notables qui ne surent pas reconnaître en lui le diable, en noya aussi tous les enfants. Jusqu'ici, C. Laye a bien joué son petit air de flûte. Qu'il ait voulu ainsi noyer dans ses marécages imaginatifs les rats dociles, la gent rongeuse des critiques, c'est parfait. Maintenant, l'on voudrait bien que le diable montre sa corne et qu'il entraîne sur un autre air de flûte, un peu plus strident, les bons enfants dans un voyage de compréhensive découverte qui leur interdirait de jamais retrouver leur bonne ville somnolente.

Bref, ce livre, encore une fois, nous démontre que la meilleure chose à choisir, quand on veut être un grand écrivain, ce n'est pas l'inconscience ni la bêtise. Contrairement à ce qu'on a prétendu, peu de grands écrivains ont été des gens bêtes. On peut même affirmer qu'aucun grand écrivain n'a été un homme inconscient, **et encore moins bête ou sot.**

A. B.

MASSACRES

A SAO TOME

De Juin à Septembre, un voile de brume qui plane au-dessus d'une atmosphère pesante et paisible, un halo de café et de cacao, voilà l'île de Sao Tomé, vue de l'Océan. Les hommes dans les plantations sont déjà sourds à toute promesse, grands fardeaux humains qui se confondent avec les sacs pour l'exportation.

S'il est dans votre habitude de consulter les prospectus publicitaires (et pourquoi ne pas le faire ?) publiés à Lisbonne (1) en vue de faire connaître cette partie de *l'empire colonial portugais*, vous pourrez recueillir des informations-clefs de ce type : « Sao Tomé et Principe font partie d'un chapelet d'îles et d'îlots d'origine volcanique qui se détachent du continent africain dans la zone de l'équateur, dans le vaste espace maritime du Golfe de Guinée, sans aucun doute l'un des plus grands du monde... Sur tout ce territoire s'étendent les plantations ; quelques-unes montent à l'assaut des montagnes tandis que d'autres descendent doucement vers la mer. C'est un spectacle grandiose, animé par le va-et-vient des indigènes mélancoliques et superstitieux. Ils chantent en chœur à la tombée du soir, des airs tristes et mélodieux ou s'amuse à danser le « bilangua », le « goma » ou le « socopé ». Ces gens, par leur naïveté, leur respect des symboles et des fêtes chrétiennes, nous rappellent les paysans de Beira et nous font penser aux réjouissances de Minho, aux foires d'Algarve, et à tous ces maillons de la même chaîne qu'est l'immense territoire portugais ». Puis viennent d'autres absurdités de la même espèce : Dans ce « paradis tropical » on peut apprécier les résultats d'une intense exploitation de la richesse du sol qui montrent les conséquences et les possibilités d'une bonne administration économique.

Quant à nous, nous préférons un autre genre d'objectivité, l'objectivité historique. Remontons de quelques siècles dans

(1) Cf. « Lisbon World Travel », Lisbonne, 1953.

l'histoire de l'île, à la recherche de la genèse des événements qui font l'objet de cette chronique.

**

Un pilote portugais qui a désiré conserver modestement l'anonymat jusqu'à sa mort, décrit l'île de Sao Tomé (1) quelque 80 ans après sa découverte, c'est-à-dire aux environs de 1554. La fertilité du sol ne peut être mise en doute : « La terre est de couleur rougeâtre et jaune, grasse comme de la glaise, et à cause de la rosée abondante qui tombe toutes les nuits, elle ne se transforme pas en poussière mais prend l'aspect de la cire molle et c'est pourquoi tout ce qu'on y plante pousse bien ». Partout des ruisseaux jaillissants et dans la mer, quantité de baleines et de requins. La richesse de la végétation offrait alors aux premiers colons (Portugais de la Métropole et de l'île de Madère, descendants de Juifs, de Castellans, de Français et de Génois), la possibilité d'introduire la canne à sucre, le cocotier, le figuier, le melon et la courge, et aussi d'essayer en vain l'acclimatation de la vigne, du blé, de l'olivier, du prunier et de l'amandier.

C'est au XVI^e siècle que la canne à sucre amenée par les Arabes d'Orient aux pays méditerranéens, notamment en Sicile, fut introduite ensuite au Portugal puis gagna Madère et les autres îles de l'Atlantique pour devenir la culture essentielle d'exportation de Sao Tomé. Les rapports de production vont tourner autour du sucre pendant deux siècles. D'une part les entreprises des colons, seuls maîtres d'une économie basée sur le travail manuel du nègre (en ce temps originaire de Benin, de Guinée et du Congo), d'autre part un entrepôt d'esclaves en route pour les Amériques. Et ainsi une structure coloniale de type esclavagiste prenait forme. Elle allait subsister jusqu'à nos jours.

En ce qui concerne l'aspect démographique, remarque ce pilote portugais, il existait une quantité considérable de mulâtres. Le roi du Portugal n'avait-il pas dans le « Regimento » confié à Alvaro Caminha insisté sur la nécessité de donner à chaque colon une esclave, dans le but de peupler l'île ? Les colons s'acquittaient très bien de cette tâche et ne faisaient pas de difficultés pour prendre des femmes noires et en avoir des enfants. Vocation typiquement portugaise pour le métissage, comme on a l'habitude de le prétendre dans les milieux colonialistes ? Pas du tout. En réalité, ces pauvres diables de colons portugais dans les pre-

(1) Cf. « Descrição da ilha de S. Tomé no século XVI » par F. Tenreiro. Lisbonne, 1949.

miers temps de l'occupation, ne pouvaient guère nourrir des préjugés raciaux, puisqu'ils ne possédaient encore ni l'armature sociale et idéologique, ni la stabilité économique sur lesquels se fondent de tels sentiments. L'histoire économique de la colonisation portugaise (qui n'a pas encore été écrite, soit dit en passant) montre l'apparition du racisme et son entrée sur la scène sociale.

Ce fut également à cette époque de monoculture du sucre que quelques noirs sont arrivés accidentellement dans l'île, victimes du naufrage d'un navire provenant, semble-t-il, d'Angola, et pour cela ils furent désignés par le nom d' « Angolares ». Réfugiés dans les forêts et s'étant constitués en « quilombos », ils menaient une vie à part des autres groupes.

Au cours des deux siècles suivants, avec la décadence du sucre, l'île devient un simple entrepôt d'esclaves venus d'Angola et de Mozambique. Le XIX^e siècle se signale par l'introduction de nouvelles cultures (café, cacao, quina, vanille, etc...), l'abolition officielle de l'esclavage, la lutte pour la propriété privée et l'investissement de capitaux. En effet l'introduction du café en 1800 et du cacao en 1852 ouvre une période de compétition serrée pour la possession de la terre. C'est la période de la piraterie. La majorité des terres appartenait aux métis. Henrique Galvao (1) remarque : « La propriété passa au cours des temps des mains des autochtones à celles des propriétaires actuels et ce n'est pas toujours à l'honneur de ces derniers. En 1882-1883, sur 1.893.608 kg de café et 505.338 kg de cacao exportés, 951.700 kg de café et 328.412 kg de cacao proviennent de la petite agriculture, presque exclusivement autochtone. » De 1861 date la fondation de la première société anonyme : « Monte Café ».

Après l'abolition officielle de l'esclavage, les propriétaires introduisirent dans l'île clandestinement, à ce qu'il semble, des travailleurs venus de la côte africaine. L'année 1867 marquerait officiellement l'entrée des nègres d'Angola en régime servil. Ce sont les travailleurs forcés et la « roça » (2) prend naissance.

Mais les natifs de l'île réagissent au système de travail imposé dans les « roças » et s'écartent pour se consacrer à la culture des restes des grands terrains, les « glêbes » ou « roças forro », ce qui signifie « plantations libres ».

On peut lire dans le rapport de 1946 du Gouverneur Carlos Gorgulho :

(1) Cf. « Império Ultramarino Português » (2^e vol.).

(2) « Roça » : vaste terrain défriché devenu grande plantation agricole.

« L'élément indigène, à de rares exceptions près, ne dispose que de parcelles très limitées de terrains sur lesquelles il habite et ne cultive que les produits indispensables à son alimentation.

C'est plutôt dans les services publics que, soit comme artisans, soit comme ouvriers, les autochtones cherchent du travail. On en emploie très peu comme ouvriers agricoles, non pas parce que le travail fait défaut, mais parce qu'ils sont en principe rebelles aux systèmes de contrats établis dans ces plantations-là et surtout au régime de travail et de discipline qui y est pratiqué, différent de celui dont ils jouissent dans les services publics. »

L'exploitation agricole de Sao Tomé repose essentiellement sur les travailleurs « forcés » et empêche les mouvements non seulement des autres classes pauvres formées par les autochtones, mais aussi d'une soi-disant petite bourgeoisie employée dans les services de la bureaucratie locale de l'administration coloniale (1).

Des données statistiques du recensement de 1950 indiquaient dans l'île de Sao Tomé et Principe, pour une population totale de 60.159 habitants, 1.152 blancs, 1 jaune, 9 hindous, 4.300 métis et 54.687 noirs, parmi lesquels environ 50 % sont de provenance extérieure : Cap Vert, Angola et Mozambique.

En effet, le travailleur forcé est un *déclassé*, un élément étranger à la communauté insulaire ; le travail obligatoire dans les « roças » le rend aveugle à toute perspective et l'île est toujours le terminus d'un voyage douloureux dans la cale d'un navire, le début d'une vie qui mine l'énergie. Un exemple : le salaire des hommes s'élève à 30 francs par jour, à 19 pour les femmes, 14 pour les garçons, 10 pour les filles.

De ce jeu de forces naissent les conflits ; dans cette ambiance se sont déroulés les événements qui, connus sous le nom officiel de « révoltes », ont constitué les massacres de Sao Tomé.

Bourg de Trindade, 30 plantations.

Caxao Grande, nuit du 1^{er} Février.

Nous allons rapporter ici les faits racontés par des témoins oculaires, notamment par un avocat portugais qui est allé plaider la cause de quelques petits propriétaires de l'île qui demandaient des dommages et intérêts.

La parution d'un article signé par l'inspecteur des Affaires Indigènes dans lequel il prétendait définir le problème du contrat et de la main-d'œuvre indigène et s'élevait contre les prérogatives

(1) On doit remarquer que le budget de la colonie dépense 45 à 50 % de sa somme totale avec les fonctionnaires.

de citoyenneté octroyée aux autochtones de Sao Tomé, suscita le mécontentement de la masse indigène. Elle voyait dans ces projets une intention évidente de la réduire officiellement à la même condition que les travailleurs forcés des plantations et des petits travailleurs des travaux publics. Des affiches menaçant d'assassiner le gouverneur furent posées dans plusieurs endroits de la ville et des environs. Campagne de provocation organisée par les services d'administration. Dans un village voisin de Trindade, Caxao Grande, on procéda à des rafles, usage courant pour recruter par la force le matériel humain nécessaire aux ouvrages que le gouvernement se propose d'accomplir (1).

Pendant la nuit du jour suivant, les provocations s'intensifièrent dans le bourg Trindade. Des emprisonnements et des coups de feu s'ensuivent ; le bruit court qu'un groupe d'autochtones armés de grands couteaux a l'intention de tuer le gouverneur et tous les blancs, d'enlever les femmes blanches, d'instituer enfin un gouvernement formé d'un ingénieur noir (petit propriétaire de l'île) et de deux européens (propriétaires aussi), tous les trois bien connus comme des hommes de l'opposition.

Distribution générale des armes à la population blanche de l'île. Mais c'est l'incident du 4 Février qui déclenche vraiment la fureur homicide : un sous-lieutenant blanc a été détaché pour patrouiller dans le bourg de Trindade. En essayant avec tout son héroïsme portugais de s'infiltrer tout seul dans la brousse, il y est assassiné par trois indigènes qui se cachaient dans un arbre ; deux de ceux-ci sont tués de suite par des soldats et l'autre est emmené moribond.

La suite ? Des représailles, des arrestations en masse, les portugais vengent *leur* officier blanc. Plus de 1.000 morts. Du 5 jusqu'à l'aube du 6 Février, 30 des 45 personnes enfermées dans une prison meurent asphyxiées. La grande majorité de la population de Saint-Amaro (au Nord de l'île) se rend à la ville afin de protester, en portant des drapeaux blancs. Tous les hommes sont arrêtés et trois assassinés devant les autres. En ce qui concerne les supplices, l'extrait d'une déclaration écrite à l'hôpital par un fonctionnaire âgé de 60 ans, suffit à lui seul :

(1) Il est significatif de rappeler la phrase par laquelle se termine un avis de convocation rédigé et affiché officiellement le 25 octobre 1952, dans le but d'inviter la population à acclamer le Gouverneur Carlos Gorgulho de retour d'une conférence tenue à la métropole avec le pouvoir central : « ... Tandis que dans la ville vous acclamerez votre gouverneur, des rafles seront faites dans les bourgs pour arrêter les chômeurs, les fainéants et voleurs parce qu'eux seuls ne seront pas venus accueillir Son Excellence. »

« Quand nous sommes arrivés à la plage Fernao Dias on nous a forcés à nous déchausser, moi et tous les autres camarades de voyage et d'infortune. Et ainsi déchaussé, on m'a attaché à la taille un câble d'une longueur d'un mètre et demi environ, tandis qu'un de mes camarades était attaché de la même façon à l'autre extrémité ; ensuite nous avons été amenés tous les deux vers un endroit où il y avait plusieurs prisonniers qui creusaient la boue pour le terrassement d'une partie du marécage. Et on nous a forcés à transporter de la pierre, chacun avec un bidon sur la tête. Ceux qui dirigeaient ce service étaient des contremaîtres, tous des criminels de droit commun. Lorsqu'ils nous ont vu chacun avec notre bidon sur la tête ils ont commencé à nous frapper sur le dos et les autres parties du corps, avec des fouets faits de lanières de pneu et chaque fois que mon camarade Quintero était fouetté il courait en m'entraînant, et quand c'était mon tour, c'est moi qui l'entraînais. Tout cela dans une course folle de va-et-vient, chacun cherchant à échapper aux coups. »

La maxime « diviser pour régner » a joué également ici son rôle. Ces grands planteurs incitaient les travailleurs forcés noirs au pillage et même au combat contre les autochtones. D'autre part, ceux que la tyrannie dominante à Sao Tomé a considéré les responsables des « troubles », ont été déportés dans l'île de Príncipe.

Tout cela semble avoir continué au même rythme jusqu'à ce qu'un avocat arrivé dans l'île, parvint grâce à l'application de quelques lois simples à mettre un frein aux débordements policiers. Les criminels, cependant, restèrent impunis, notamment le gouverneur C. Gorgulho : le Journal Officiel du 11 Juin 1953 faisait à peine mention de sa démission et le louait « pour les éminents services rendus au cours de l'exercice de sa fonction » (sic). Le comble c'est que le tribunal de Sao Tomé a porté une accusation contre trois autochtones, l'accusation d'avoir été impliqués dans la mort du dit sous-lieutenant blanc et condamné, deux d'entre eux à 28 ans de déportation et l'autre à 2 ans de prison correctionnelle.

A l'exception des tracts publiés par les partis clandestins existant au Portugal où la vérité a été dévoilée, il est évident que la presse portugaise (contrôlée par la censure fasciste) faisait le bilan des événements de façon à présenter « leur » vérité.

En dernière analyse :

a) Les incidents de Sao Tomé rentrent entièrement dans la tradition colonialiste portugaise : violence, pillage, racisme et misérables provocations policières pour masquer l'acuité des problèmes qui résultent d'une exploitation économique.

b) Le gouverneur C. Gorgulho visait non seulement à niveler le sort des masses populaires (autochtones et immigrés), mais encore il voulait aussi porter un coup mortel à une certaine concurrence économique exercée par quelques noirs et empêcher toute possibilité d'organisation démocratique.

c) L'action judiciaire a pacifié d'une façon éphémère la situation. En effet les violences et l'état de siège ont cessé, mais le problème de la main-d'œuvre qui est au cœur de la question est demeuré le même. Une campagne démagogique d'obscurantisme a été menée dans la presse portugaise sur les investissements du nouveau plan économique à Sao Tomé, dans le but de détourner l'attention de la vraie raison de ces massacres.

Mais les morts ne ressuscitent pas ; tous ces hommes anéantis par le pillage et la piraterie des représentants des premiers « colonisateurs » du continent noir, se dressent en accusateurs.

Et toutefois, malgré ces faits, il y a toujours des ignares pour s'obstiner à croire à la vocation « civilisatrice » portugaise...

Buanga FELE.

CHRONIQUES MUSICALES

NOUVELLES DES GRIOTS (1)

Le célèbre M'xx qui, pendant tant d'années, à Dakar, a été le griot le plus en vue du B. D. S., aurait passé avec armes et bagages à la S. F. I. O. Il est actuellement à Saint-Louis où il composerait de nouveaux chants qui ne réjouiront pas, dit-on, ses anciens maîtres. M'xx s'était surpassé, en 1953, pendant les fêtes de « Fanal », qui furent les dernières, comme l'on sait, puisqu'elles sont, depuis lors, interdites. A ce sujet, on ne dira jamais assez que la musique africaine, qui, pour une grande part, est « musique de circonstance », ne demeure vivante que dans la mesure où elle reste intimement mêlée aux grands événements politiques, sociaux et religieux, que c'est avec eux qu'elle se renouvelle, bien plus qu'avec les leçons de solfège élémentaire, les chants de boy-scouts et les cantiques harmonisés, exemples pitoyables, d'ailleurs, de l'art occidental, et qu'en interdisant le « Fanal » on prive la musique ouolof d'une très féconde source d'inspiration.

Revenons aux griots pour déplorer que récemment, au cours d'un mariage où il était venu chanter, M'xx, homonyme du précédent et non moins illustre, ait perdu subitement sa voix, et définitivement, craint-on. Si cela était exact, ce serait une grande perte pour la musique sénégalaise.

Il y avait une grande affluence de virtuoses à Kankan, en décembre, autour de Karamoko Talibi. On y remarquait le balafonnier Sidi Mamadi Dibaté, avec Sidi Karamon et Sidi Moussa, le « seronfo » Mamadi Dibaté et ses deux femmes, la chanteuse Kondé Kouyaté, le joueur de kora Diémori Kouyaté

(1) Les informations imprimées en caractères *italiques* sont imaginaires. Imaginaires, mais vraisemblables, elles remplacent, faute de mieux, celles dont seraient faites des chroniques dignes de ce nom, qui rendraient compte de la vie musicale en Afrique. Par cet artifice, j'ai essayé d'esquisser, très incomplètement, ce qu'à mon sens elles devraient être. Reste à savoir si, dans l'état actuel des choses, semblables chroniques sont possibles.

et sa femme, les « bolonfoula » Bilali Keita et Lahi Koné, etc... Est-ce la volonté de Karamoko Talibi, est-ce celle du Grand Chérif ? Toujours est-il que la musique traditionnelle reste en grand honneur à Kankan. Ou serait-ce les griots eux-mêmes qui, malgré certains d'entre eux s'orientant vers le style européen, forment le rempart le plus solide contre l'influence de l'Europe, la masse, lorsqu'elle la subit, y étant plus perméable ?

Aissata Gaoudélizé, qui est peut-être la griote songhaï la plus célèbre actuellement, vient de faire une longue tournée en Gold Coast, où elle a eu un grand succès.

Signalons la vogue en Gold Coast, dans les villes particulièrement, de la musique « Calypso » et le renom de musiciens comme Lord Kitchener, de Trinidad, dont la venue fut l'évènement musical de l'année passée. Dirai-je que si je reconnais volontiers à la musique Calypso le mérite d'être « dansante », je ne lui en trouve absolument aucun autre ? Qu'elle n'est rien d'autre que de la musique antillaise banale et usée, tant au point de vue rythmique qu'au point de vue instrumental et que la seule originalité qu'elle me semble avoir, elle la doit aux paroles qui sont souvent d'un grand humour (je songe par exemple à « My wife went away with a yankee soldier », grand succès de Lord Kitchener). Encore faudrait-il ajouter que la mélodie, elle, est aussi navrante de pauvreté que les plus plates rengaines anglo-américaines dont elle est inspirée. Que dire après cela de la musique « High life », imitation locale de la « Calypso » qui n'a gardé de son modèle, tout au plus, que la qualité d'être dansante, mais qui, par contre, en a tous les défauts, aggravés encore par une harmonisation bêlante, héritée des pires chorals protestants.

Mais revenons aux chroniques :

Mxx Mxx, l'un des griots les plus réputés de Porto-Novo vient de s'embarquer pour Abidjan, où il a déjà fait un séjour il y a deux ans. Il arrivera avec un répertoire tout à fait renouvelé, paraît-il, et un batteur de « Gangan » exceptionnel.

De Nigéria, nous apprenons la mort, au terme d'une longue carrière consacrée à son prince, de Axx Wxx, doyen des griots de Alafin, roi des Yoruba. Ce musicien plein de talent avait lutté de toutes ses forces, ces dernières années, contre l'emprise de plus en plus tentaculaire de l'Islam à la Cour de Oyo.

LES GRANDS EVENEMENTS MUSICAUX

[On aimerait lire, j'imagine, sous cette rubrique, des nouvelles rapportant — que sais-je ? — l'éclat particulier qu'aurait revêtu le sacre du nouveau Mogho-Naba, par suite d'une affluence

remarquable de musiciens, l'intronisation d'un nouvel Alashé, très attendue en pays Nago, ayant rassemblé des chanteurs d'une qualité exceptionnelle, une « levée de deuil » dans une grande famille Batéké, où seraient accouru les meilleurs musiciens du pays...

Correspondants de *Présence Africaine*, où êtes-vous ?]

DE PARIS

Les « hommes-oiseaux » Toma, de la région de Macenta, venus par avion de Guinée avec leur tambourinaire, se sont produits deux fois à la Kermesse aux Etoiles, au printemps dernier. Ils n'ont eu aucun succès. Il devait y avoir beaucoup de petits cailloux à cette Kermesse.

Keita Fodéba, après une longue tournée en Europe, a entrepris, en compagnie de Facelli, un voyage éclair en Afrique, pour y recruter de nouveaux musiciens et pour en ramener de nouveaux spectacles.

A son retour de Scandinavie, qu'il avait été parcourir avec sa troupe africaine (ancienne troupe Sonar Senghor et les Siccos), Jacques Mélo Kane a collaboré, en Suisse, au montage et à la sonorisation d'un long métrage tourné chez les Bororo et comportant une importante partie musicale.

La « Rose Rouge » de la rue de la Harpe est ouverte, est fermée, est ouverte, est fermée, est ouverte...

LES LIVRES

Il est hors de question de donner ici un compte-rendu systématique des livres ou des articles parus sur la musique africaine, serait-ce depuis quelques années. Cette rubrique, squelettique comme les précédentes, figurera donc ici pour mémoire et seulement en vue de donner une idée au grand public de ce que l'on publie dans ce domaine et des institutions qui s'y intéressent.

Pour commencer, il n'est peut-être pas inutile de mentionner un ouvrage qui n'est guère connu que des spécialistes et qui est une bibliographie de tout ce qui a été écrit sur la musique africaine jusqu'en 1936 (1).

(1) VARLEY (Douglas H.). — *African native music : an annotated bibliography*. London. Royal Empire Society, 1936.

Cette bibliographie a été continuée, dans le volume XXI de « Africa », par Alan P. Merriam de la Northwestern University, U. S. A.

André Schaeffner, auquel on doit de nombreuses études sur la musique africaine, et qui dirige le Département d'Ethnomusicologie du Musée de l'Homme (où l'on s'occupe beaucoup de musique africaine), a publié en 1951 un ouvrage sur les instruments de musique des Kissi (1).

Un numéro entier des *Etudes Dahoméennes* est consacré à une étude, par Clément da Cruz, de l'Institut Français d'Afrique Noire, à Abomey, des instruments de musique du Bas-Dahomey (2).

Sur le problème des rapports entre la mélodie et les tons du langage dans la musique yoruba, T.K. Etundayo Phillips, de Lagos, a écrit une étude parue dans la collection de la *African Music Society* (3). Toujours en Nigéria, où les africains semblent vouloir prendre en mains leur propre musicologie, H.H. Laoye I a publié un article, illustré de belles photographies, sur les tambours yoruba (4).

Herbert Pepper, musicologue à l'Institut d'Etudes Centrafricaines de Brazzaville, se consacre depuis de longues années à l'étude de la musique d'A. E. F. (5).

En Afrique Orientale, d'importantes recherches musicologiques sont menées par K.P. Wachsmann, Ph. D., conservateur du Uganda Museum (6).

En Afrique du Sud, P.R. Kirby, qui fut longtemps professeur à la Witwatersrand University, continue à publier les résultats de ses travaux sur la musique africaine (7).

De Hugh Tracey, animateur de la African Music Society à Johannesburg, a paru, en 1948, un livre sur la musique et les musiciens Chopi (8).

En 1954 a paru, à Cuba, le quatrième tome du monumental

(1) SCHAEFFNER (André). — *Les Kissi, une société noire et ses instruments de musique*. Paris, Hermann et Cie, 1951.

(2) DA CRUZ (Clément). — *Les instruments de musique dans le Bas-Dahomey*. Porto-Novo. Etudes dahoméennes, T. XII, 1954.

(3) PHILLIPS (Etundayo T.K.). — *Yoruba music, fusion of speech and music*. Johannesburg. African Music Society, 1953.

(4) LAOYE I (H.H.). — *Timi of Ede, Yoruba drums*, dans : « *Nigeria* », N° 4-5. Lagos. 1954.

(5) PEPPER (Herbert). — *Musique centre-africaine*, dans : « *Afrique Equatoriale Française*. Paris. Encyclopédie Coloniale et Maritime.

(6) WACHSMANN (K.P.). — *The Sound instruments*, dans : *Tribal crafts of Uganda*. London. Oxford University Press, 1953.

(7) KIRBY (Percival R.). — *The musical instruments of the native races of South-Africa*. Oxford University Press, 1934.

(8) TRACEY (Hugh). — *Chopi musicians, their music, poetry and instruments*. Oxford University Press, 1948.

ouvrage de Fernando Ortiz sur les instruments de musique cubains d'origine africaine (1).

Au Brésil, la Discoteca Municipal de Sao Paulo a suspendu, faute de crédits, ses éditions parmi lesquelles on compte d'intéressantes publications de textes se reportant au « Candomblé », au « Tambor de Mina », à « Xango », etc...

Disons, pour terminer, que la seule chaire de musicologie africaine qui existe, à ma connaissance, est celle qu'occupe à la School of Oriental and African Studies, à Londres, A.M. Jones, qui a beaucoup écrit sur la musique africaine, notamment sur la rythmique.

LES DISQUES

Pour cette rubrique, je me bornerai à mentionner les grandes collections existantes et les publications récentes les plus importantes (2). En outre, je laisserai de côté les éditions étrangères (anglaises, portugaises, américaines, brésiliennes, etc...).

Catalogues des grandes compagnies mis à part, maintenant détruits, dispersés ou épuisés, la première grande édition de musique africaine enregistrée reste celle qui fut entreprise par l'Institut de Phonétique de l'Université de Paris, en 1931, à l'occasion de l'Exposition Coloniale de Vincennes. Elle demeure d'un très grand intérêt pour l'histoire de la musique africaine et comporte un bon nombre d'enregistrements qui n'ont pas été refaits depuis et qui ne le seront peut-être jamais. Ses cent onze disques (78 tours, 25 cm.) sont malheureusement restés des documents d'archives, quelques-uns d'entre eux seulement, (dont le fameux « Chant pour la pluie ») ayant paru sous étiquette commerciale.

Après 1944, la production des disques africains ayant repris, les faits marquants, à différents égards, furent, je crois, en Union Française, le succès de Keita Fodeiba (« Le Chant du Monde » éditeur), en Afrique Equatoriale l'essor de la marque « Ngoma », à Paris la publication des enregistrements de la mission Ogooué-Congo à la « Boîte à Musique » et, dans le domaine musicologique, d'une part les éditions du Musée de l'Homme, de l'autre celles de la African Music Society de Johannesburg.

(1) ORTIZ (Fernando). — *Los instrumentos de la musica afrocubana*. T. I, II, III, IV. Habana, Cardenas y Cia, 1952-1954.

(2) Ayant moi-même édité un certain nombre de disques de musique africaine, parus soit aux éditions du Musée de l'Homme, soit chez des éditeurs privés, me trouvant par conséquent juge et partie, je m'abstiens de toute appréciation.

Actuellement, les principales marques éditant des disques 78 tours de musique africaine sont « Fiesta » (Decca) dont le catalogue est numériquement trop important pour que je puisse l'analyser, « Philips » (avec Dynah Mockey et son ensemble Abengo's, Douta Seck et Habib Benglia, la collection recueillie par A. Darot au Togo), « Le Chant du Monde » (avec les disques de Keita Fodéba, ceux de Kanté Facelli et ceux de Albert Mouangé), « Pathé » (Jo Tchad, Troupe Travele, Soumah Mangué, enregistrements Ogooué-Congo), « Pacific » (Sonar Senghor et ses Siccós), « Africavox » (qui, sur mes conseils, se consacre, à quelques rares exceptions près, à la musique traditionnelle), enfin, à Dakar, « Radiafrique ».

Pour ce qui est des microsillons, le premier disque édité en France, sauf erreur de ma part, a été *Musique et danses de l'Afrique Noire*, enregistré par la troupe Sonar Senghor et ses Siccós et édité par « Contrepoint ». Du Congo Belge, il existe deux disques des *Enfants à la Croix de Cuivre*, chez « Decca ». Aux éditions « Le Chant du Monde » a paru un disque, *Chants d'Afrique*, enregistré par A. Mouangé, et, plus récemment, un disque *Xango* dont le titre, sinon la musique, est africain.

Chez « Contrepoint », le disque *Musique d'Afrique Occidentale* (Malinké et Baoulé), paru en 1954, a obtenu les deux grands prix du disque (Académie Charles Cros et Académie du Disque Français), catégorie folklore. Toujours chez le même éditeur ont paru tout dernièrement un disque *Dahomey, musique des Princes, fête des Tohossou* et un disque *Guinée Française, musique des Toma*. Ces trois derniers disques proviennent des collections du Musée de l'Homme.

Gilbert ROUGET,

Assistant

au Muséum National

d'Histoire Naturelle,

Musée de l'Homme,

Département d'Ethnomusicologie.

NOTES

Cinéma



MOURAMOUNI

Un jeune étudiant africain, Mamadi Touré, a entrepris de raconter par l'image une légende de son pays. Ses possibilités matérielles étaient très limitées : capitaux réduits au minimum, obligation de tourner en France, uniquement en extérieurs, une histoire qui se déroule en Afrique, etc...

L'entreprise était donc risquée : on peut cependant apprécier qu'il s'en est tiré très honorablement.

Mouramouni est une vieille légende africaine dont le film ne raconte que le début. C'est sans doute à cause de la pauvreté de ses moyens que Mamadi Touré n'a pu transposer à l'écran la fin de l'histoire qui se déroule dans le domaine du merveilleux. (Chacun sait en effet, que le merveilleux est ce qu'il y a de plus difficile et de plus coûteux à porter à l'écran. Cf. : « La Belle et la Bête ».) Mais cela ne diminue nullement l'intérêt du film : on n'assiste plus à une légende, mais à la peinture d'un état d'âme.

Ce qui surprend le spectateur averti, c'est le manque d'authenticité de certaines scènes : Mouramouni et sa compagne, en découvrant l'amour, ne se comportent pas comme des Africains : le Mouramouni du film oublie que « le cœur n'est pas dans la main ». Jamais en Afrique les amoureux ne se tiennent par la main. Selon l'expression « la parole suffit à exprimer ce que le cœur sent ».

Même reproche pour la fête de la Tabaski : il est certain qu'on ne saurait exiger de M. Touré qu'il donne vraiment l'impression d'assister à cette fête : là encore, on ne lui reproche pas son manque de moyens, mais la danse qu'il nous montre est mal dansée, le rythme n'y est pas et les danseurs ne nous donnent pas cette impression de joie qui, lors de la Tabaski, égaie les plus tristes fronts de la brousse.

Il faut noter par contre la beauté de la musique qui accompagne le film : cette musique est tout entière constituée par les airs folkloriques de la Guinée.

Le film est joué par des amateurs qui affrontaient la caméra pour la première fois : ils s'en tirent honorablement. On n'est pas près

d'oublier Mouramouni dans la scène finale. Mais de toute l'interprétation se détache avec un relief particulier la jeune femme qui tient le rôle de la belle-mère. Elle accroche le spectateur, elle sait d'un regard exprimer sa jalousie, sa haine ; elle ne joue pas, elle vit.

On ne peut donc prendre Mouramouni pour un chef-d'œuvre ; le film contient de nombreuses imperfections. Mais il faut remercier M. Touré d'avoir osé entreprendre une telle réalisation. On espère le jour où, avec des moyens suffisants, il pourra entreprendre de tourner un grand film en Afrique.

IJDEDEM C.

NOTES DE LECTURE

LES LIVRES

DANS LES ZONES DE SILENCE DU COLONIALISME

THE AFRICAN AWAKENING. By Basil DAVIDSON. Jonathan Cape.
Thirty Bedford Square. London, 1955.

Les récents rapports de voyage d'un certain nombre de journalistes européens qui visitent l'Afrique Noire sont teintés d'une inquiétude pour le manque d'informations exactes, lorsqu'il s'agit des régions situées dans le bassin du Congo. On y parle, alors, de « zones de silence ». Le Congo Belge, notamment, serait l'une de celles-ci.

« Hic sunt leones ?... »

Il est évident que la presse colonialiste présente le tableau de la situation des noirs au Congo Belge avec les couleurs les moins sombres. Il nous arrive souvent de lire que la méthode colonisatrice belge a créé un type de congolais — *l'évolué* ou *l'évoluant* — élevé au degré de classe moyenne. C'est exact, puisque la révolution industrielle opérée de nos jours au Congo Belge ne pouvait se faire autrement, à savoir, sans la participation effective d'une main-d'œuvre africaine. Ce pays compte à peine 82.000 européens ou d'origine européenne et 11.788.000 de Noirs. Mais la classe moyenne autochtone ne joue aucun rôle dans l'ensemble de la société congolaise. D'une part, l'inexistence de toute espèce de liberté politique (maintenue par une répression farouche), d'autre part la surveillance paternaliste belge neutralisent sa capacité revendicatrice. Faudrait-il rappeler qu'un état de choses brutal ne peut être maintenu que par la brutalité ?



« Zone de silence » est à plus forte raison ce territoire qui fait frontière avec le Congo Belge, l'Angola. Le problème se pose ici en d'autres termes : les violences caractéristiques du début de la main-mise coloniale demeurent les mêmes. Cela revient à dire que les colonisateurs portugais, ressortissants d'un pays arriéré, encore dans la phase pré-industrielle, ont toujours pratiqué le commerce

de l'esclavage de façon à compromettre le progrès économique des régions sous leur administration. Que les indigènes de l'Angola soient aujourd'hui contraints de voyager en sécurité dans les cales des navires vers l'île de Sao Tomé (1), alors qu'autrefois étaient obligés de traverser l'Océan *dangereusement* dans des petits navires (« as naus »), cela ne change rien à leur sort. Le trait fondamental de l'exploitation coloniale à l'échelle portugaise repose sur le système contractuel du travail des noirs.

Autres sont les procédés du colonialisme britannique voués, eux aussi, à une agonie sanglante.

**

Voilà les problèmes essentiels auxquels Basil Davidson, journaliste anglais, s'attaque dans ce livre passionnant à tous égards : « *L'éveil de l'Afrique* ».

A en croire la critique du journal « Sunday Times », consacrée à cet ouvrage, il paraît que, d'après la lecture des premiers chapitres, l'auteur aurait pu écrire un excellent livre de voyage (lire : un livre de voyage pur et simple) s'il l'avait tenté. Quelle déception ! Et pourtant notre collaborateur, Basil Davidson, a eu le mérite de produire un « travel book » souhaité par certains, avec le plus grand mérite de décevoir Madame Elspeth Huxley. Passons : le problème n'est pas là.

L'auteur explique d'abord pourquoi son reportage est centré sur le Congo Belge et l'Angola : c'est que ces régions constituent la partie de l'Afrique la moins connue de la tradition européenne et portent en elles-mêmes bien des contrastes. Et surtout « nous sommes ici tout près des débuts les plus intimes de l'Eveil de l'Afrique. »

La perspective historique sous laquelle B. D. se place pour analyser l'Afrique, sa méthode dialectique de saisir le sens et l'aspect des régions africaines, sont frappantes. En réalité, les premières pages sont ici et là égayées par des anecdotes et des faits notés à loisir au cours d'une conversation avec ses compagnons de voyage. Mais on se rend immédiatement compte du souci de l'événement historique, quand l'auteur expose longuement le processus de la pénétration européenne (portugaise et belge) au Congo. Dommage que parfois B. D. n'ait pas pu puiser directement ses informations aux sources, par exemple, aux chroniques des rois du Portugal du XV^e siècle, où l'on voit plus clairement que jamais les objectifs de la soi-disant « raison spirituelle » du colonialisme portugais. Après avoir expliqué à quel point la participation de la main-d'œuvre africaine est indispensable dans le mouvement industriel au Congo Belge, B. D. analyse les contradictions du colonialisme belge. Voici quelques-unes de ses conclusions :

« Nous commençons à entrer ici dans les limites du colonialisme belge, à trouver les contradictions d'un système qui donne d'une main pour enlever de l'autre ; et c'est là que nous voyons pourquoi précisément les travailleurs africains apparemment les plus favorisés par la politique industrielle belge sont ceux qui ont tendance

(1) Nous rappelons dans ce volume le mode de recrutement de la main-d'œuvre nègre d'Angola pour le travail dans les plantations agricoles de Sao Tomé.

à être les plus mécontents de la procédure politique — sans doute parce que ce sont eux qui la comprennent le mieux.

» Concilier la marche en avant des travailleurs africains spécialisés avec le refus de toute organisation politique, c'est une difficulté du même ordre que celle qui prétend concilier l'administration indirecte avec la conservation de la vie tribale africaine — ce qui est impossible. Aussi deux politiques contradictoires coexistent-elles : l'une qui favorise le développement africain et l'autre qui l'entrave ; et ces deux politiques contradictoires suscitent déjà au Congo des conflits semblables à ceux qui existent ou ont existé en Côte d'Or, Nigéria, A. O. F., au Kénia et en Afrique du Sud.

» Ces limites, qui se retrouvent au Congo précisément parce que l'administration belge est meilleure et plus efficace que celle de la plupart des territoires africains, révèlent le dilemme colonial dans toute sa grandeur ; elles expliquent pourquoi le Congo, même avec toute la perfection étouffante de son paternalisme, a des problèmes politiques que leurs administrateurs ne peuvent pas résoudre. »

Ces problèmes politiques sont soulevés par un authentique mouvement de « sociétés secrètes » dont le Kitiwala et le Kibanguï sont les plus importantes.



Dans quatre chapitres B. D. présente au lecteur non un simple et froid rapport de son voyage en Angola, mais un véritable réquisitoire sur le travail forcé pratiqué par l'administration coloniale portugaise. Le travail forcé est le fléau de l'économie de l'Angola. A de rares exceptions près au long de la côte, l'Angola fait partie d'un passé pré-industriel de l'impérialisme. Il n'est, au fait, d'autre problème plus grave que cette utilisation brutale de l'effectif le plus valide de la population autochtone dans les corvées officielles du gouvernement, dans les plantations privées, dans les mines de Lounda. Ce système de traite des noirs existant en Angola (et aussi au Mozambique, à Sao Tomé, dans toutes les régions d'Afrique où le Portugais a mis pied) est dénoncé dans cet ouvrage, publiquement, pour la première fois à notre connaissance. Que se rassurent les défenseurs des alibis colonialistes, car les principales sources d'informations de l'auteur sont courageusement citées : Monsieur Escudero, l'actuel directeur général du Chemin de Fer de Benguela, Monsieur Monteiro, haut-fonctionnaire des plantations de sucre de Cassequel, Monsieur Pereira, le chef du Département des Affaires Indigènes en 1954.

Je cite un passage :

« Les employeurs qui veulent de la main-d'œuvre (travailleurs forcés) font leur demande au Gouvernement général qui désigne les « *contratados* » (1) conformément à un calcul théorique du nombre d'hommes disponibles à un moment donné pour le recrutement. Une fois les demandes approuvées, tantôt rectifiées, parfois avec imposition de certaines obligations médicales et de logement (pour les gros employeurs privés) sont envoyées aux administrateurs de la région : et le « *chef de poste* » (2) par l'intermédiaire

(1) *Contratados* : en portugais dans le texte : ceux qui sont recrutés ; en fait, les travailleurs forcés.

(2) *Chefe de posto* : en portugais dans le texte : grade de l'administration coloniale portugaise.

des notables locaux, est alors obligé de recruter le nombre d'hommes demandés expressément par la note officielle reçue. J'ai pu moi-même vérifier un certain nombre de modèles de ces notes dans les bureaux du gouvernement général à Louanda et obtenir également des copies des « contrats » sous lesquels ces travailleurs forcés sont recrutés. La plupart de ces contrats comme *Senhor Escudero* me l'a dit, sont collectifs et il est clair que les indigènes n'y ont pas leur mot à dire. Les contrats sont en général signés par le « *chefe de posto* » et le chef autochtone ou le notable qui amène les recrutés — tout cela simple formalité aux yeux d'un monde qui désapprouve le travail forcé.

» Il y a deux ans à peine, d'après des renseignements sûrs que j'ai pu recueillir, les chefs ou les notables indigènes qui n'apportaient pas le nombre des recrutés demandés, étaient impitoyablement fouettés. Dernièrement, m'a-t-on dit, le fouet est moins employé qu'auparavant. Cependant, la fréquence de demandes de travailleurs forcés n'a pas diminué. Les chefs et les notables sont souvent obligés de prendre des hommes qui viennent tout juste de rentrer d'une période de travail forcé. »

*
**

Un point sur lequel l'auteur ferait bien d'insister c'est la connexion entre le facisme existant au Portugal depuis 28 ans, et l'oppression régnant dans ses colonies. L'Afrique actuelle sous la domination portugaise n'est que l'expression coloniale d'un facisme sans précédent.

Tous ces spectacles d'esclavage en Angola, les contrastes du Congo Belge avec ses mines et sa Babylone, amènent l'auteur à condamner vigoureusement le colonialisme portugais et belge.

Enfin Basil Davidson n'a été animé d'aucune sorte de paternalisme. Son dernier chapitre, si plein d'espoir dans l'avenir de l'Afrique et de confiance dans la capacité rebelle des Africains, est sûrement la garantie la plus saine de son esprit.

Buanga FELE.

SCHWARZER ORPHEUS. Par Janheinz JAHN. Editions Carl Hanser, Munich.

C'est une anthologie de poètes noirs — Orphée Noir — et qui nous vient d'Allemagne. Ce n'est pas un hasard ce titre que Janheinz Jahn a choisi pour son ouvrage. Vingtième anthologie du genre, elle est peut-être la plus complète de toutes celles que nous possédons. En effet elle est à plus d'un point de vue la synthèse des dix-neuf premières. Ce titre n'est pas un hasard, avons-nous dit, car il est déjà connu de ceux qui ont lu la magistrale étude de Jean-Paul Sartre sur la Négritude, étude qui a paru en 1948 comme

introduction à l'anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de L.S. Senghor. L'ouvrage est en allemand et cela en rend l'abord difficile pour le grand public de langue française. Il gagnerait à être traduit en français, notamment à cause des poètes noirs d'expression anglaise, brésilienne et espagnole dont il donne de longs extraits, et qui pour la plupart restent inconnus en France. L'ouvrage est néanmoins un document intéressant et un magnifique florilège de la poésie nègre moderne.

Avec ce souci de l'exactitude et de la réalisation qui étonne, si caractéristique des tenants de la *Kultur*, Janheinz Jahn a réussi un bel ouvrage. Les textes sont souvent scrupuleusement traduits, aussi rendent-ils presque tous l'ambiance du texte original, ce qui représente un effort louable surtout quand on sait toute la difficulté qu'il y a à traduire en Allemand par exemple la langue poétique d'un Aimé Césaire déjà si difficilement abordable dans son texte français.

NYUNAI.

UN HOMME VIVAIT EN PAIX...

ou L'IVROGNE DANS LA BROUSSE

Il y a quelque temps a paru aux Editions Gallimard un roman (1) auquel la critique n'a pas réservé l'accueil qu'il semble amplement mériter. Son principal mérite réside dans le fait qu'il est l'œuvre d'un noir africain, lequel n'a subi aucune influence *occidentale*. Bien entendu, ce principal mérite sera également — en se basant sur l'esthétique occidentale du genre, la raison profonde de ces défections : phraséologie équivoque, développement diffus, plan incertain. C'est bien ici le lieu de prévenir le lecteur habitué à lire les romans modernes ou qui les définit par ce qu'il en sait à partir, par exemple : des maîtres du genre en France, Stendhal, Balzac, — ce lecteur ne trouvera pas son compte ici ; première escale de cette exotique équipée dans la brousse. On pense plutôt à un récit à la manière des anciens Grecs ou, plus près de nous à la Divine Comédie sous l'angle de la descente aux Enfers.

Ce caractère « d'Art Brut » pour être le principal mérite de cette œuvre, n'en est pas le seul pour autant. Et d'abord, l'espèce. « Un seul être vous manque et tout est dépeuplé », tel pourrait bien être le nerf sensori-moteur de ce récit étrange. Pour avoir perdu malencontreusement son pourvoyeur de vin de palme, un homme perd et ses amis et sa tranquillité. Et c'est le départ vers la Ville-des-Morts pour connaître de la *quidité* et de la *quodité* de ce serviteur défunt. Comme il fallait s'y attendre aucune route humainement praticable ne conduit à cette Ville-des-Morts. Avec cet énorme point d'interrogation à la question de savoir comment l'homme

(1) « *L'Ivrogne dans la Brousse* » de Amos Tutuola, traduit de l'anglais par R. Queneau.

parviendra à retrouver ce qu'il cherche, se lève le rideau sur un monde du fantastique où le mirifique le dispute au cauchemar le plus visqueux, pour ne retomber qu'avec le retour arraché aux ténèbres tout au long des 198 pages où l'auteur tient son lecteur en haleine. L'unité de la trame est réalisée sur la seule personne du pèlerin. Tout le reste n'est qu'épisodes rebondissants sans autre rapport entre eux. Chacun d'eux est à lui seul un tout, un récit complet. Ils tiennent à la fois, qui du conte philosophique, qui de l'épopée, qui du roman de mœurs, et cet appendice ajouté au récit principal et qui n'apporte plus grand chose à la texture de l'ensemble si ce n'est quelque longueur.

Des considérations philosophiques rencontrées au hasard, des épisodes, jettent une lueur étrange sur le bric-à-brac artiste de l'ensemble. Nous avons été précipités dans un monde où, contrairement à notre nature indolente, il nous faut travailler durement jusqu'à la délivrance, la satisfaction méritée. Mais avant ce havre quel calvaire, route longue et sinueuse aux convulsions multiples, après. Mer houleuse à désespérer les plus courageux et comme pour consommer le chisme, parmi toutes les idées qui la peuplent, la plus belle et la plus hospitalière — l'île — spectre, se trouve être aussi où il n'est pas permis à l'homme de séjourner longtemps. Dans une telle conjoncture la danse, le chant, le tam-tam se trouveront être de très grands *charmes*, qui délivreront les hommes de leurs maux et qui, comme tous les grands séducteurs, seront irrésistibles...

Nous avons l'égoïsme de toujours accuser le ciel ou des natures particulières d'être la cause de nos malheurs... alors que nous en sommes la genèse et l'instrument. Nous avons souvent donné naissance à des êtres ou à des choses qui nous desservent en définitive alors qu'elles avaient une tout autre affectation à l'origine de leur conception. On ne peut ici s'empêcher de penser à la machine et aux bombes, aux initiales cauchemardesques qui, après avoir fait notre fierté nous terrorisent et que nous subissons comme une fatalité inexorable... Tout mal, toute misère qui nous atteint n'est donc que la conséquence positive d'un conflit dont la manifestation est la *crise* (au sens grec du mot : *krisis* = jugement).

Nous pourrions continuer longtemps encore de la même manière le relevé des situations philosophiques de cet ouvrage. Mais la place qui nous est impartie nous conforme à écourter. Nous avons simplement voulu par notre bref propos découvrir au lecteur le clavier de cette œuvre sur lequel il puisse jouer à loisir des raisons les plus sensibles. Ce monde de Tutuola est un monde où le gris-gris a pouvoir (mysticisme) et où l'instant a valeur séculaire — concept qui a longtemps fait croire à la puérilité du noir à bon nombre d'occidentaux — et Dieu seul sait combien malgré l'intensité de sa *momentanéité*, la *futuration* angostise l'« homme noir » comme l'« homme blanc », diraient ces mêmes occidentaux, *plus que l'homme blanc*, soulignerons nous.

On sent chez l'auteur, un naïf (sens étymologique du *naturel* spontané) besoin d'épater, d'étonner, d'où la fréquence du grossissement épique. Rien ou presque rien ne nous étonne plus aujourd'hui, nous sommes devenus des blasés, nous n'avons plus foi en rien. Tutuola n'en est pas encore à vivre l'animal *contreplaqué* des sociétés dites civilisées. Le mysticisme et le pouvoir de s'étonner encore font partie intégrante de son essence de nègre. S'il perdait

subitement le goût de l'étonnement, s'il n'était plus sensible à la vigueur de la crudité, nul doute qu'il sera venu le tournant inquiétant avant l'ère où toute chose se désintègre. « L'Ivrogne dans la Brousse » fait oublier le triomphe de la machine et sa pernicieuse valse le temps des conflits engrossés, par le retour à la barbarie la plus abjecte sous de fallacieux vocables de *anti-x*, *pro-y*. Ce caractère d'« art brut » et de documents sur un monde méta-occidental, le traducteur (1) s'est efforcé de le rendre pleinement. Dommage que ce souci de faire brut l'ait poussé à des exagérations. On comprend mal, par exemple, qu'il ait traduit *foot-ball* par *foute-balle* alors que le mot est le même en anglais comme en français.

Il serait intéressant de comparer cette œuvre aux autres productions de l'auteur. Mais fort de l'expérience du passé, comment ne pas craindre que le caractère spécifique de *brutité*, de virginité qui fait le principal mérite de « L'Ivrogne dans la Brousse » n'y soit absent ou simplement moins sensible. Car, faire *manière de blanc* est devenu pour l'artiste noir africain — qui subit l'occident — un si réel danger qu'il est à craindre que d'ici peu l'art négro-africain ne disparaisse totalement hors des musées, et qu'il ne se généralise et ne se perpétue que sous la forme vidée de toute signification ontologique, cet art *nègre commercial* tel que l'amateur peut s'en procurer à bon compte sans même quitter l'Europe...

« L'Ivrogne dans la Brousse » est un livre qui mérite d'être largement diffusé. A tous ceux qui, du haut d'un mirador de préjugés, croient *mauvaisément* qu'avant le blanc il n'y avait rien, et que, certainement après lui, il n'y aurait rien, à tous ceux-là ce livre apporte un formel démenti. Avant le blanc il existait bien ce quelque chose qui fait que partout où il y a des hommes (*et le noir est un homme*) il y a ce quelque chose qui tient du doute comme de la conviction, du passé comme de l'avenir, — qu'importe le terme qui le caractérise, qui le *signe*. Peu importe aussi la forme de ses expressions — *Civilisation* ? pourquoi pas... Après le blanc, mais la question ici sort de notre propos.

NYUNAI.

THE SOUTHERN BANTU LANGUAGES. By C.M. DOKE. Oxford University Press for International African Institute, 1954.

Voici un nouveau livre de M. Clément Doke, linguiste assez connu dans les milieux africains. Son œuvre est abondante, et ce livre qui vient sans aucun doute l'enrichir, occupe une place à part. Ce n'est ni un manuel de vulgarisation, ni un ouvrage à la portée de tous les lecteurs initiés à la linguistique africaine. Il s'adresse très particulièrement à ceux des spécialistes qui ont pu déjà prendre contact avec le langage des peuples bantous qui habitent les régions sud-africaines.

L'auteur nous explique dans son introduction les difficultés qu'il

(1) M. Raymond Queneau, le touche-à-tout de la maison Gallimard.

y a à établir un orthographe commun aux langues africaines. Certes, la difficulté est immense. A l'état actuel des connaissances sur les langues africaines on n'est pas encore arrivé à uniformiser l'enregistrement des sons des langues africaines, compte tenu de leur variété, de leur prolifération dialectale, de la multiplicité des symboles à adopter. Chaque gouvernement colonial veille à imposer l'orthographe de sa langue nationale aux langues autochtones d'Afrique.

M.C. Doke s'est bien tiré d'affaire. Tout en s'attachant à des lois phonétiques générales, il a établi des tableaux phonétiques des langues dont il est ici question.

Avec une rigueur classique (qui est d'ailleurs le trait des publications dirigées par l'Institut Africain à Londres), l'auteur donne non seulement un aperçu historique des connaissances concernant cette aire linguistique, mais aussi bien sa classification, avant d'aborder proprement la phonologie, la phonétique et la morphologie. Quelques groupes de langues telles que le « nguni », le « sotho », le « venda », le « tsonga », le « shona » ont mérité de sa part une référence spéciale. Des appendices et des tableaux morphologiques du « chopi », « phuti », « ngoni », « lozi », « kgalagadi », « pai », « pulana », « kutswe » et « kalanga », un index ainsi qu'une carte partielle de géographie linguistique complètent ce livre.

B. F.

A travers les Revues Européennes

L'EUROPE A L'HEURE DE LA PANIQUE

Deux événements à notre époque ont une importance exceptionnelle : d'abord, la lutte héroïque des peuples coloniaux et semi-coloniaux, de l'Extrême-Orient en Afrique, pour se libérer définitivement de la domination et de l'exploitation européennes et acquérir le droit de disposer d'eux-mêmes et de réaliser, comme ils l'entendent, leurs propres destinées nationales et sociales. (De tout l'empire colonial sur lequel l'occident a bâti sa puissance, il ne reste presque plus que l'Afrique qui, elle aussi, est loin d'être passive. Il semble que l'ère coloniale soit révolue.) Ensuite, la naissance d'un monde socialiste qui s'oppose au monde occidental et dont la puissance économique et militaire ne cesse de s'accroître.

Ces deux événements entraînent une conséquence grave pour l'Europe occidentale : la limitation de l'espace économique dont elle a besoin pour vivre. Le capitalisme ne peut exister qu'en s'ouvrant sans cesse de nouveaux marchés et qu'en découvrant de nouveaux réservoirs de matières premières. Ajoutons à cette difficulté essentielle les difficultés résultant de diverses contradictions internes, qui minent le capitalisme occidental : contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat qui lutte pour de meilleures conditions d'existence et le socialisme ; contradictions entre les intérêts des différentes bourgeoisies nationales ; contradictions entre l'Europe et l'Amérique — et nous touchons du doigt le mal fondamental de l'Occident.

Il devient dès lors facile de comprendre que l'Europe soit devant une impasse et que la peur la prenne à la gorge. Il ne s'agit pas, comme d'aucuns le prétendent, d'une crise passagère qui ne serait que psychologique, qui aurait pour cause on ne sait quel « scepticisme » né d'un usage excessif du rationalisme ou « le manque de confiance en soi du peuple autrefois conquérant » (*Eurafrique*, Janvier 1955, p. 23), mais bel et bien d'une crise objective et profonde de structure qui met en cause l'existence même du capitalisme en tant que régime et dont cet aspect psychologique, subjectif, qu'il suffit d'ouvrir n'importe quelle revue pour constater, est le reflet évident.

Sortir de l'impasse asphyxiante, c'est là le problème et ce n'est point une petite affaire. Il faut à l'Europe une « issue de secours ». Naufragée en pleine mer déchainée, il lui faut une bouée de sauvetage. L'Afrique, dernier continent colonisé, consentira-t-elle à jouer ce rôle, laissera-t-elle l'Europe s'unir sur son dos et se sauver en la sacrifiant ? Il faut là décider d'une façon ou d'une autre. Et vous devinez que c'est là le rôle historique du mythe eurafricain. Mais laissons là ces considérations pour nous attacher à l'analyse de la notion d'Eurafrique telle qu'elle se révèle à travers différentes revues européennes.

« Divisée, morcelée (l'Europe) a besoin de compter sur l'Afrique et l'on assiste à la naissance de diverses conceptions de l'Eurafrique :

1°) Une Eurafrique limitée à ce qui concerne les territoires français prolongement de la France (idée de M. Mitterand : Du Congo au Rhin) ;

2°) Une sorte de symphonie eurafricaine autour du Commonwealth (Conférence de Westminster, Janvier 1954) ;

3°) Une organisation politico-économique avec instituts, systèmes tarifaires préférentiels, zones monétaires, selon le plan de Strasbourg. » (*Revue de Psychologie des Peuples*, N° 4, 1954).

C'est surtout de cette dernière forme de l'Eurafrique, dont on dit qu'elle est la dernière chance de l'Europe et la première chance de l'Afrique » (*Eurafrique*, Janvier 1955, p. 2), qu'il sera question ici. D'abord parce que la France se trouve économiquement incapable d'assurer, à elle seule, la mise en valeur de son domaine africain (cf. *Politique Etrangère*, Septembre-Octobre 1954, introduction¹⁾) et que la structure même du Commonwealth semble vouer à l'échec le projet de Westminster. Ensuite parce que les bourgeoisies des pays européens n'ayant pas actuellement de « responsabilités coloniales », ne sauraient en aucun cas accepter d'être écartées du bénéfice de « l'issue de secours » — ce qui équivaudrait à un suicide. Hitler formulait en 1936 l'espoir que « la question de l'égalité des droits coloniaux sera résolue dans un bref délai par la voie des négociations amicales » (*Nouvelle Critique*, N° 60, page 47). Cet espoir est devenu aujourd'hui une nécessité vitale pour l'ensemble du monde occidental. Et cela se comprend. Le plan de Strasbourg qui reflète, avec les diverses tentatives de façonner une Europe occidentale unie, une situation objective, a donc beaucoup plus de chance de se réaliser que les deux autres formes de l'Eurafrique. L'ère des chasses gardées nationales semble également révolue.

Eurafrique : première chance de l'Afrique ?

L'Eurafrique, dit-on, trouve sa justification « dans l'amélioration de la condition matérielle ainsi que de la situation morale, intellectuelle et sociale des peuples africains. » (*Eurafrique*, Janvier 1955, page 2). Tel est l'argument qu'on avance aux Africains pour leur faire « avaler le morceau ». Bien que nous sachions déjà qu'il est historiquement faux, nous allons quand même l'examiner pour éviter toute équivoque.

Amélioration de la condition matérielle ? « Le continent noir réclame, dès à présent, la construction d'ententes techniques et financières européennes... De vastes projets ne peuvent être étudiés ou réalisés en Afrique faute de ressources... faute... d'une coopération européenne » (*Monde Nouveau - Paru n° Octobre 1954*, p. 30). Bien sûr ! le continent africain a besoin, pour s'équiper et sortir de sa misère, d'une masse énorme de capitaux, dépassant largement les possibilités d'un seul Etat européen. Il serait cependant stupide de croire que n'importe quels investissements sont capables d'apporter à l'Afrique de meilleures conditions matérielles d'existence. Dans les circonstances actuelles, il est impossible à l'Europe (pour les raisons que nous savons) de doter l'Afrique d'industries de base, lui permettant de promouvoir une économie relativement indépendante, une économie qui ne soit plus le complément, l'appendice de sa propre économie. C'est là courir au suicide pour l'Europe ; mais c'est pourtant là pour l'Afrique la condition sine qua non d'une existence décente, de toute promotion sociale et humaine.

Autrement on s'achemine vers un pacte colonial élargi. Et il semble, au fond, que c'est bien de cela qu'il s'agit. L'objectif de l'Europe est bien de se réserver le marché africain et les matières premières dont elle a besoin. Que l'on ne s'y trompe pas : les investissements seront faits, mais dans des secteurs autres que celui de l'équipement de base : extraction de matières premières, commerce, etc... « L'Europe est menacée à bref délai d'une pénurie de matières premières à moins de s'engager sur la voie de la récession économique, autrement dit du suicide. Or, l'Afrique, dernière née au développement colonial, encore inexploitée dans sa majeure partie, recèle des ressources minières colossales, dont la prospection est à peine commencée. » (*Eurafrique*, Janvier 1955, page 29). Donc... vous pouvez conclure ! Dans la perspective de l'Europe il ne peut en être autrement : le suicide n'est pas si facile à accepter. Il est donc clair que dans ce cadre on ne peut honnêtement parler d'une amélioration des conditions matérielles de vie de la masse africaine.

Amélioration de la situation sociale ? On voit mal d'où elle peut provenir dans le cadre d'un nouveau pacte colonial. Il semble plutôt que la réalisation de l'Eurafrique entraînerait pour l'Africain l'aggravation de sa situation sociale. La Revue « *La Nation Belge* » (N° 2, Mars 1954) nous en donne une idée : « Dans la situation et avec l'évolution actuelles, tous les européens s'exposent à être chassés d'Afrique dans le cours de la présente génération. Ce qu'il faudrait faire est clair : substituer à quelques souverainetés faibles et éparses la souveraineté puissante d'une Europe totale ayant le continent africain comme prolongement naturel et comme domaine privilégié (1) » (cité dans la *Nouvelle Critique*, N° 60, p. 46).

Et d'autres de renchérir : « Le nationalisme nous a gagné de vitesse en Asie. En édifant à temps un système Eurafricain *fortement charpenté* nous devons lui barrer la route et le gagner de vitesse en Afrique. » (*Monde Nouveau - Paru n° d'Octobre 1954*, p. 40).

(1) C'est nous qui soulignons. Ici comme dans tout le texte.

Aucun souci de la situation sociale de l'Africain, mais plutôt celui de perpétuer son esclavage, de maintenir en rassemblant sous la même direction les forces de coercition et de répression « le domaine privilégié » dont on ne peut impéniblement se séparer. M. Bardèche est encore plus clair. C'est un ennemi de la ruse, il vous dit votre fait en deux mots : « Nos colonies sont des colonies, c'est-à-dire des comptoirs, des dépendances qui nous appartiennent, à l'exploitation desquels nous désirons associer les autres pays d'Europe. » (*Défense de l'Occident*).

Nous avons dit que l'Eurafrique entraînerait l'aggravation de la situation sociale de l'Africain. Nous préciserons même qu'elle mettrait rapidement en cause les quelques avantages sociaux qu'à ce jour il a réussi à arracher par une lutte opiniâtre. C'est ainsi que les partisans de l'Eurafrique qualifient déjà de « chef-d'œuvre d'abstraction » le Code du Travail d'Outre-Mer et la Loi Lamine Guèye (*Eurafrique*, Janvier 1954, p. 38-39).

Mais écoutez plutôt ceci : « Un autre faux dogme est celui de l'égalitarisme abstrait. Il n'y a pas plus d'égalité entre nations grandes et petites qu'entre les individus. L'univers entier respire l'inégalité... En vérité le pouvoir revient à ceux qui sont capables de l'exercer en vue du bien commun. La primauté entre nations revient à celles qui sont à même d'apporter le plus de valeurs civilisatrices. Il n'y a pas d'égalité entre la France et la Régence de Tunis (1) tirée du chaos par les français. Il n'y a pas d'égalité entre catholicisme et Islam. Reste à aménager les bases sur lesquelles s'établit l'entente mutuelle sous une même direction. » (*Eurafrique*, Janvier 1955, page 41-42).

Autrement dit, Africains, il vous reste à choisir à quelle sauce vous voulez être mangés, étant entendu que vous ne pouvez pas ne pas l'être. Surtout ne vous avisez pas de résister. Ne vous faites pas d'illusions. Si l'Europe a été chassée de l'Orient, c'est bien parce que « l'Asie orientale est éloignée ». Mais l'Afrique... Elle « se trouve à portée de mains... » « Les transports de troupes ne mettent que quelques heures à relier les ports du Sud de l'Europe à ceux de l'Afrique du Nord. » (*Eurafrique*, idem, page 26)..., trait d'union que doit conserver l'Europe sous peine « d'un effondrement complet des positions européennes sur le continent noir ». (*Eurafrique*, idem, page 34). L'Eurafrique est un « pool » d'exploitation et d'oppression.

Amélioration de la situation morale et intellectuelle ? De la situation sociale et politique que créerait l'instauration de l'Eurafrique, nous voyons mal quel bénéfice moral ou intellectuel pourraient tirer les peuples africains. Il y a cependant toutes les raisons de croire à une recrudescence de l'obscurantisme colonial. C'est ainsi que d'aucuns regrettent que « au lieu de... de montrer la collaboration féconde de toutes les couches de la nation organisée dans une souple hiérarchie en vue d'une prospérité commune », on ait appris aux élites des pays colonisés à flétrir « le tyran en exaltant l'égalitarisme » et à exalter « la guerre libératrice des nationalités opprimées ». De là à conclure à la réforme de l'enseignement, il n'y a qu'un pas, et M. Philippe Lalanne l'a franchi allègrement (*Eurafrique*, idem, pages 36-37). Cela se comprend :

(1) Il est évident que la Régence symbolise ici tout l'Outre-Mer. De même l'Islam toute culture autre que l'occidentale.

l'ignorance est nécessaire à l'oppression. L'on ne s'étonnera donc pas que les tenants de l'Eurafrique prônent la politique obscurantiste et paternaliste de la Belgique au Congo (cf. *Revue de Psychologie des Peuples*, N° 4, page 321).

Nous ne parlerons même pas des cultures africaines. L'éventualité de leur enseignement doit être purement et simplement écartée. Il est évident que l'Europe étant intéressée à l'étouffement des consciences nationales, ne peut courir le risque d'un tel enseignement. Ce serait mettre elle-même le feu à la poudre. C'est d'ailleurs pourquoi les partisans de l'Eurafrique parlent plutôt d'assimilation. Hier c'étaient les Asiatiques qui, contrairement aux nègres à mentalité prélogique, étaient assimilables ; aujourd'hui, ce sont les « deux cent millions d'habitants [de l'Afrique moderne qui sont] éminemment assimilables au génie européen (par opposition avec ceux de l'Orient et de l'Asie contemporaine) » (*Eurafrique*, idem, page 15).

N'insistons pas. Les dangers de l'assimilation sont suffisamment connus pour qu'on puisse se dispenser de s'y arrêter.

En conclusion, il est malhonnête d'affirmer que l'Eurafrique, telle qu'elle apparaît à travers les revues européennes, est la première chance de l'Afrique. Les capitaux que l'Europe prétend pouvoir apporter à l'Afrique, pour enfin s'attaquer à sa promotion sociale, elle sait qu'elle n'est pas la seule à pouvoir les lui fournir. C'est précisément ce qui l'inquiète : « Le temps presse. Si les Européens négligent de s'unir pour sauver et développer leur arrière-pays d'Afrique, les capitaux viendront d'ailleurs. L'alternative est connue depuis l'ère Truman sous le nom de « Point 4 »... Au Gouvernement et à l'opinion de choisir. Europe ou Amérique. » (*Eurafrique*, idem, page 30). Mais l'Eurafrique n'est pas la première chance de l'Afrique surtout parce qu'elle se fait contre l'Afrique — qui n'y a rien à gagner, mais tout à perdre — sur le dos de l'Afrique.

Tout compte fait, « dans ce dialogue [si dialogue il y a] c'est l'Europe surtout qui a besoin de l'Afrique et se demande avec qui l'Afrique marchera demain ». (*Revue de Psychologie des Peuples*, N° 4, page 374).

Eurafrique : dernière chance de l'Europe !

« Perdre l'Afrique et sombrer politiquement et économiquement — ou la garder en l'intégrant toujours plus étroitement à l'Europe et reconquérir par là l'indépendance économique et les possibilités d'avenir » (*Eurafrique*, idem, page 30)... Tel est le problème essentiel du monde occidental contemporain. Nous y avons suffisamment insisté au début de ce texte pour ne pas y revenir ici. Qu'il nous suffise de préciser pourquoi l'Eurafrique est la bouée de sauvetage, la dernière chance du capitalisme européen.

D'abord parce que, seule, elle peut lui offrir les débouchés et les matières premières à bon marché dont il a si grand besoin (sans oublier les avantages douaniers et fiscaux et les taux de profit élevés).

Ensuite parce que, seule, elle lui permet de résoudre certaines

difficultés intérieures. Par exemple de résorber un chômage excessif. Le Plan de Strasbourg conseille d'ailleurs « d'encourager l'émigration de l'Europe Occidentale, notamment vers les pays d'Outre-Mer, au profit de tous les intéressés ». (*Nouvelle Critique*, N° 60, p. 45). Il est à remarquer à ce propos que l'Europe ne se soucie guère des problèmes sociaux que posera cette large émigration dans les pays d'Outre-Mer (élimination de la main-d'œuvre locale non qualifiée, minorité nationale, etc.).

Enfin, parce que, seule, l'Eurafrique peut donner à l'Europe les moyens de secouer la tutelle américaine qui commence à lui peser. C'est avec raison que Semler écrivait que l'un des objectifs du Plan de Strasbourg est de « développer les ressources de l'Europe métropolitaine et de ses prolongements outre-mer afin de diminuer leur dépendance vis-à-vis de la zone dollar ». (Cité dans la *Nouvelle Critique*, N° 60, page 44). Cet objectif ne peut être réalisé que « par l'intensification sur une grande échelle de la production de richesses que les pays capitalistes d'Europe peuvent tirer de leurs colonies. Ainsi, et ainsi seulement, on pourra réduire au minimum les achats dans la zone dollar et aussi augmenter les ventes dans cette zone, ce qui est le but à atteindre. » (*Nouvelle Critique*, N° 60, page 43). On comprend donc que l'Amérique, qui, elle aussi, a besoin de débouchés et de matières premières, ait condamné, par la voix de l'O. E. C. E., le Plan de Strasbourg comme contraire à l'objectif final du monde libre », c'est-à-dire, en clair, comme contraire au leader-ship américain.

Il convient aussi de ne pas oublier le rôle militaire dévolu à l'Afrique dans la défense du monde occidental : « Arrière pays des zones stratégiques de l'Europe, l'Afrique ne saurait être coupée de celle-ci sans devenir un poignard facile à manœuvrer dans le dos de notre continent. » (*Eurafrique*, idem, page 28).

L'Eurafrique est la dernière chance de l'Europe, on ne peut en douter. Il ne faut cependant pas exagérer l'importance de cette « chance » dans les destinées du capitalisme mondial. L'Eurafrique, si elle venait à se réaliser, ne saurait sauver que temporairement l'Occident de la débâcle qui le menace. Car il est certain qu'à bref délai, les problèmes qu'on croit résoudre aujourd'hui, réapparaîtront, plus aigus, à l'échelle des deux continents.

Mais... nous ne voulons pas être mangés !

L'Eurafrique peut sauver temporairement l'Occident de la débâcle, avons-nous dit. Mais encore faut-il que les peuples africains se prêtent au jeu européen. Et cette éventualité est peu probable.

D'abord parce que les intérêts européens Outre-Mer sont trop contradictoires : pour commencer, contradiction entre les pays ayant des responsabilités coloniales ; enfin, contradiction entre ceux-ci et les États sans colonies. Nous ne citerons qu'un exemple. C'est à juste titre qu'on dit que « la coordination des efforts des autres pays avec ceux de l'Angleterre ne sera pas d'une réalisation aussi aisée qu'avec la Belgique et le Portugal ». Car « on ne constate que trop chaque jour à quel point il est malaisé de faire admettre par nos amis anglais des règles et des obligations communes dans lesquelles leur sens national d'indépendance risquerait de paraître

compromis ». (*Eurafrrique, idem*, page 13). Il est évident que ces contradictions ne manqueront pas — en supposant qu'ils l'ignorent — d'éclairer les Africains sur la nature réelle de l'entreprise eurafricaine.

Ensuite parce que les peuples africains se sont éveillés à la conscience nationale. Il n'est plus possible de les arrêter sur ce chemin. Le cours de l'histoire est irréversible. Malgré la bombe de Hiroshima, le slogan japonais « l'Asie aux Asiatiques » a fait son chemin jusqu'à Dien Bien Phu. Il est à peu près certain que le mot d'ordre du Docteur Nkrumah : « l'Afrique aux Africains », quoi qu'en pense M. Senghor, fera aussi le sien — même et surtout s'il devait y avoir des Hiroshimas africains. Les peuples de l'Afrique ne veulent point être mangés.

Il ne servirait à rien de continuer à ressasser ces arguments éculés qui consistent à dire que, laissée à elle-même, l'Afrique ne peut conserver son indépendance, que le nationalisme est une attitude périmée dans un monde qui exige de plus en plus la construction de grands ensembles économiques et l'interdépendance des peuples.

L'Afrique ne peut conserver son indépendance ? Il est assez comique de voir l'oppressé s'ériger en défenseur de la liberté et de l'indépendance de l'opprimé. Du moment que nous devons, d'après vous, être mangés, Messieurs les Européens, avons-nous des raisons de préférer vos coups de dents à ceux des américains ? L'Amérique est raciste, certes, mais l'Europe aussi : Hitler est vivant dans chaque bourgeois occidental. D'une façon ou d'une autre, l'expérience vaut d'être tentée. Dans l'état actuel des choses nous n'avons rien à y perdre, plutôt tout à gagner.

Le nationalisme est-il périmé ? Une certaine forme de nationalisme sans doute, mais pas tout nationalisme, surtout s'il vise à sauver la culture et l'indépendance nationales. Il n'y a qu'à voir les difficultés que les Anglais opposent à la constitution d'une Europe unie, et l'opposition systématique du peuple français à la C. E. D. qui instituait en Europe une souveraineté supranationale, pour se convaincre de la vitalité et de l'actualité des nationalismes européens. Mais faisons fi de ces constatations et admettons que le nationalisme est périmé en Europe. Est-ce une raison pour qu'il le soit aussi en Afrique ?

« Le nationalisme est valable tant qu'un peuple est opprimé : alors il rassemble dans une aspiration brute les forces sociales diverses également humiliées et espérantes ; mais lorsque ce peuple est libéré, en mesure de débattre ses propres affaires, le nationalisme ne peut plus fournir de réponses sérieuses aux problèmes réels ; rien que des excitations stériles et des contradictions indéfinies. Il devient l'alibi des privilégiés qui recourent au mythe de la « totalité nationale » pour faire oublier les inégalités réelles. Du nationalisme des peuples indépendants, il est injuste de tirer argument contre le nationalisme des peuples opprimés. » (J.-M. Domenach, *Esprit*, Mars 1955, page 348).

La conscience nationale est un moment du développement historique des peuples. L'Afrique la connaîtra comme tous les autres continents. Ceux qui stigmatisent cette conscience nationale n'ont que l'arrière-pensée de perpétuer l'état de dépendance où se trouve l'Afrique. Qu'on nous comprenne bien : il n'est pas dans

les intentions des nationalistes africains de refuser toute coopération internationale. Ce serait proprement de la folie. Ils ne « refusent pas de considérer les liens d'interdépendance, à la condition que ce soit des liens librement consentis, et non un nouveau carcan exprimant le vieux colonialisme sous d'autres formes » (*Vie Nouvelle*, N° 5-6-7, pages 77-78), à la condition, préciserons-nous, que ce soit des liens consentis par deux souverainetés antérieurement libres et égales en droit.

Grands ensembles économiques ? C'est précisément pour cela que les africains parlent des États-Unis d'Afrique, qui auront sans aucun doute l'avantage de préserver leur indépendance. Surtout que l'on ne nous parle pas de continent sous-développé ! L'U.R.S.S. et la Chine ne montrent-elles pas ce que peut en quelques années un pays indépendant, même sous-développé ? Inutile de poursuivre un dialogue de sourds et d'aveugles. Il est facile de dire : « Le social d'abord ». Mais nous, nous répondons : « Le politique d'abord, car « à un certain palier, il apparaît bien que l'on ne peut plus pousser la promotion sociale sans offrir aux colonisés les garanties de la promotion politique » (*Vie Nouvelle*, idem, page 79). Allons-nous jamais nous comprendre ?

. François SENGAT-KUO.

A travers la presse étudiante Africaine

Les Etudiants africains des Universités de France brisant les suaires d'un silence qui n'a que trop duré, trop nui à leur pays et à eux-mêmes, et pleinement conscients du rôle de l'élite qu'ils représentent, ont choisi depuis longtemps déjà de parler. Et l'aisance avec laquelle ils pratiquent cet art bien difficile déconcerte tous ceux qui, avec Gobineau, s'évertuent ou sont parvenus à injecter à la race noire le microbe du complexe d'infériorité. La timidité appartient déjà au passé, et aujourd'hui ce sont des voix viriles que nous entendons clamer au monde ambiant leur vérité, leurs desiderata. Le ton est souvent bourru, mordant, brutal comme celui de toutes les prises de conscience, mais toujours ces jeunes esprits, même au plus vif de la mêlée, se gardent bien de se départir du bon sens qu'ils semblent avoir reçu en don premier.

A la rue Thibaud, à Paris, et depuis trois ans révolus, *Tam-Tam*, le bulletin des jeunes catholiques africains, poursuit en même temps que son franc succès sa campagne vigoureuse contre le régime pourri du colonialisme qui se porte encore comme charme, contrairement à la belle chanson qu'on nous distille à discrétion. C'est au sein de l'Eglise-Mère que l'équipe adroite et très habile du *Tam-Tam* descend pour chercher les armes qui lui servent à tarir, partout où elle sévit, la source empoisonnée des abus et à briser les cloisons étanches que l'homme, au nom des intérêts personnels et sordides, élève entre l'homme. Mais *Tam-Tam* entend aussi que l'homme, pour bien vivre et pleinement se réaliser, a besoin d'aliments spirituels et, dans ce sens aussi, son effort est méritoire qui tend à faciliter la vie en France à l'étudiant africain et à l'aider à trouver un équilibre qui souvent lui fait défaut et, dans nombre de cas, est générateur de misères. Signalons, dans les dernières livraisons de *Tam-Tam*, entre autres articles de grand intérêt : « Principes d'éducation africaine (les langues africaines) », « Morale coloniale et Puissance », par le R. P. Michel, aumônier des étudiants africains, « Génération sacrifiée », par J. Ki Zerbo, l'une des figures de soulèvement de l'équipe qui donne aussi une excellente étude démographique : « L'Afrique manque d'hommes ».

Kaso est le tout jeune organe des jeunes étudiants camerounais en France. Comme tous les jeunes, il cherche encore fiévreusement sa voie et sa note juste en se déchirant les pieds sur les écueils du chemin. Les brûlants problèmes sociaux, politiques et économiques du monde noir demeurent l'objectif principal de *Kaso* et c'est sans tergiverser que la jeune équipe attaque par les cornes ces problèmes ardu, et c'est précisément dans cette spontanéité et ce courage rare que *Kaso* trouve tout son mérite. Nous connaissons la bonne volonté qui anime l'équipe ; nous connaissons sa sincérité et nous restons persuadés que ce journal jeune fera des pas de géant et pèsera d'un bon poids dans le devenir de l'Afrique. Nous retenons

dans le premier numéro d'excellents articles qui ne sont pas dénués de bon sens ni d'objectivité, tels que : « Colonialisme, Assimilation, Obscurantisme, Emancipation », « Du complexe d'infériorité » et, dans le deuxième numéro : « Un crime odieux : l'enlèvement de l'Afrique Noire.

L'Etudiant d'Afrique Noire est l'organe tout jeune également, mais nourri de détails et à souhait administratif de l'ensemble des Etudiants d'Afrique Noire. La livraison dernière (Déc.-Janv. 1955) nous donne un compte-rendu très riche du V^e Congrès de la F. E. A. N. F.

Les Etudiants du R. D. A. en France font entendre aussi leurs voix qui méritent à plus d'un titre d'être entendues. C'est M. Wade qui, dans le N° 1 de la *Voix de l'Afrique Noire*, se penche sur le destin de son pays au sein de la C. E. D. Après lui, voici M. Kounsau Keita qui donne, corroboré par des chiffres éloquentes, un remarquable « Bilan du colonialisme ».

Vers l'Islam est le nom du bulletin mensuel des étudiants musulmans africains qui nous vient de Dakar. Nous le tenons pour le tout premier organe de prise de conscience des étudiants musulmans et nous sommes heureux de le saluer. Face au monde chrétien, face au monde fraternel qui s'édifie pied à pied, les étudiants musulmans ont conçu la générosité de se dévêtir et de briser tous les mythes entretenus depuis longtemps et cela pour une meilleure entente, pour une main dans la main qui s'impose implacablement dans notre siècle qui ne donne plus à aucun membre de la famille humaine de vivre replié sur lui-même ou en vase clos. Avec eux, nous entrons par la grande porte dans le mystère et la paix de leurs mosquées où nos yeux se dessillent pour saisir nos points communs, ce qui nous lie. Sachons gré à ces jeunes de leur générosité et souhaitons une bonne santé à *Vers l'Islam* qui peut bien signifier, qui veut sûrement dire : « Vers la paix de l'humanité ».

K. Paulin JOACHIM.

Revue des Revues

BULLETIN DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'AFRIQUE NOIRE. —

Dakar, IFAN, Tome XVII, Janvier-Avril 1955, N° 1-2.

Il y a toujours pour l'esprit curieux, épris d'ethnologie africaine, une abondante moisson à faire dans chaque bulletin de l'Institut Français de l'Afrique Noire. On fait, bien volontiers, confiance aux articles fouillés et relevés de détails, minutieusement confectionnés non par des spécialistes en cellule, ces araignées qui tirent de leur sein de quoi filer, mais par des gens sérieux qui sortent pour voir et touchent pour savoir, comprendre, et qui ont la grâce de reconnaître la vraie source. Nous avons sous les yeux le volumineux numéro du premier trimestre 1955 qui donne la deuxième partie d'une excellente étude sur la classification des langues africaines. Il y a là un travail de longue haleine, une science sûre et la connaissance approfondie de divers groupes ethniques négres. L'on y a facilement accès grâce à l'auteur qui n'est pas avare de détails, et dont la plume a su donner à ce travail de savant une forme très souple. Il y a d'autres études importantes, par exemple celle de M. A. Hauser sur les relations de travailleurs de l'industrie à leur travail en A. O. F. où l'auteur parle aussi des conditions de vie, des aptitudes et du rendement du travailleur africain. Mais nous retenirons surtout dans ce bulletin les heureuses notes, dues à la plume de M. J. Hauser, sur quelques attitudes de la collégienne dakaroise. C'est un professeur qui est penché sur les textes des rédactions de ses élèves non pas seulement pour châtier ou améliorer la forme ou redresser le fond, mais aussi et surtout pour y puiser de précieux renseignements sur les attitudes de la jeune fille africaine en face de la civilisation occidentale. Il est de prime abord frappé par les tendances contradictoires de la collégienne africaine, « visiblement attirée par l'occidentalisme dont elle admire certains aspects », mais qui n'en demeure pas moins fidèlement attachée à la vie traditionnelle. « L'école lui a ouvert des horizons nouveaux, mais pour elle, l'école conserve un caractère artificiel... Pour elle, il y a deux mondes : celui de l'école et celui du milieu familial. Alors que l'euro péenne ne sent aucun dépaysement de l'un à l'autre, l'africaine subit une tension résultant de la distance considérable entre ces deux milieux ! » L'auteur connaît bien et son art et ses élèves noires, et ses notes nous apprennent beaucoup sur la femme africaine, espoir de l'Afrique.

THE CRISIS. — NAACP. 20 West 40th St. N. Y. 18, N. Y. N°

Février et Mars 1955.

The Crisis est l'organe officiel de l'Association nationale pour l'avancement des peuples de couleur (NAACP) qui paraît mensuel-

lement à New York. Cette association est composée d'hommes de couleur et de blancs, et dans leur Revue qui est résolument d'action, ils se dressent tous ensemble énergiquement contre toutes les mesures discriminatoires qui frappent encore les peaux qui ne sont pas franchement blanches. Dans le numéro de Janvier 1955 nous trouvons, sous la plume de Wagner D. Jackson, un manifeste pertinent, un programme vigoureux de cette association dont les efforts sont tournés vers la déségrégation dans les écoles, l'abolition de la discrimination médicale, l'émancipation complète des colonies ou protectorats (Libéria, Ethiopie, Egypte). Elle critique vivement la constitution du gouvernement de la Côte d'Or où l'on voit trois ministres anglais détenir d'importants portefeuilles : Défense nouvelle, Affaires Etrangères, Finances et Justice. Nous souhaitons beaucoup de succès à *The Crisis* qui est une revue d'une grande tenue et mérite un très large public.

: : :

Signalons d'autres publications étrangères comme *Phylon* (1), Revue culturelle de l'Université d'Atlanta, qui reprend les thèmes de l'évolution des races et des rapports interraciaux. L'on y trouve également des poèmes très heureux, les « Flutistes » de J.J. Rabearivelo par exemple, et un digest des ouvrages traitant des problèmes de races.

OPTIQUE. — Rue Pavée, Etage Building Cales, Port-au-Prince, Haïti.

La Revue *Optique* nous vient de loin, de très loin, de

« ... Ces îles lumineuses et vertes
Eparses dans les flots comme des fleurs
semées sans but au cœur des océans »

comme nous l'apprend ce poète insulaire avec ce lyrisme débridé qui caractérise les écrivains haïtiens.

L'aventure française a déserté depuis beau temps la République d'Haïti ; depuis l'arrivée des Noirs d'Afrique plusieurs idiomes s'escriment énergiquement sur cette terre où le créole, langue populaire, ricoche de succès en succès et tend à conquérir toutes les âmes ; la civilisation anglo-saxonne est là, toute proche, dans ses plus beaux atours, mais Haïti semble blindée contre toutes les influences et, au plus intime d'elle-même, poursuit dans le calme le culte de la langue française parallèlement à celui du Vaudou repiqué par les vieux esclaves du pays du Bénin.

Nous n'avons pas l'intention de dire ici pourquoi ce choix et pas un autre, pourquoi cette solide fidélité à la langue de l'ancienne métropole. Nous en laissons le soin aux bons « fouilleurs » de

(1) *Phylon*. — The Atlanta University Review of Race and Culture. Fourth Quarter, 1954.

l'âme des peuples. Ce que nous dirons, ce que nous permet de dire chaque livraison de la revue *Optique*, c'est le soin infatigable apporté par les Haïtiens dans le maniement de la langue de Descartes, c'est l'élégance qu'ils donnent à leur art, c'est le respect qu'ils ont gardé pour ses origines, l'archaïsme que charrie volontiers leur parler comme son plus beau charme, et ces mots volés au créole concurrent ces expressions à l'emporte-pièce et toujours heureuses, toujours bien placées et qui infusent comme un sang nouveau à la vieille langue française malaxée, rendue.

C'est un peu du bonheur de « l'Île magique » admirablement chantée par ses enfants poètes, ses talentueux artistes, c'est sa physionomie et son folklore méconnus, ses valeurs évidentes, ses croyances et ses rites, les chants du jour et de la nuit qui éclatent sur ses terres arrosées de la sueur et du sang des esclaves que réussit toujours à donner *Optique* dans ses pages variées et d'un haut souci artistique. Des chants jalonnent souvent les pages, fort beaux et aussi simples, aussi pénétrants que ceux d'un poète du XVI^e :

« S'il me fallait au monde présenter mon pays,
Je dirais la beauté, la douceur et la grâce
de ses matins chantants, de ses soirs glorieux ;
Je dirais son ciel pur, je dirais son air doux.

.....
Je dirais le madras de la femme en bleu
qui descend le sentier son panier sur la tête.

.....
Mais j'enflerais ma voix d'une ardeur plus guerrière
pour dire la vaillance de ceux qui l'ont forgé ;

.....
Et le farouche amour que nous portons en nous
pour une liberté au prix trois fois sanglant... »

K. Paulin JOACHIM.

LE SEMEUR (N° 3 et 4).

Le numéro spécial du *Semeur* (3 et 4) est un numéro *centré*, selon la propre expression du comité de rédaction de cette revue. Ce numéro est centré sur l'Afrique Noire. Nous consacrerons de larges extraits aux principaux aspects des problèmes traités.

Vraies et fausses richesses de l'Afrique Noire, par R. Sanmarco.

L'auteur passe en revue les budgets de l'A. O. F. celui de l'A. E. F., ceux du Cameroun et de Madagascar, dont le total en 1951 ne dépasse guère 50 milliards de francs C. F. A., chiffre qui représente à peu près le chiffre d'affaires de la Régie Renault pendant la même période, et il écrit : « Ma première constatation qui se dégage de l'étude économique et financière des pays de l'Afrique Noire, c'est une grande pauvreté. » L'auteur s'attache alors à souligner cette pauvreté de l'Afrique Noire, pauvreté économique engendrée par une pauvreté sociale, qui se traduit par une pauvreté financière. Mais il distingue dans cette économie africaine deux grandes périodes :

1°) *Jusqu'en 1940.* — Cette période est caractérisée par ce qu'on appelait la *traite*. Son principe et son fonctionnement sont conformes à l'idée Colbertienne de la colonie « Réservoir de matières premières et déversoir de produits manufacturés ». Les territoires produisent les matières premières, essentiellement agricoles au demeurant, qu'ils exportent et importent en échange des produits fabriqués. « La traite laissait l'économie des territoires d'Outre-Mer extrêmement sensible aux fluctuations du commerce extérieur. Si l'on ajoute que dans la plupart des cas, les entreprises commerciales transféraient leurs bénéfices hors des lieux de leur activité plutôt que de les réinvestir sur place, on mesurera sans peine le caractère extrêmement fragile de l'économie africaine. » Fragilité, instabilité, telles sont les caractéristiques spécifiques des pays d'Outre-Mer pendant cette première période.

2°) *L'après guerre.* — Période caractérisée par la mise en chantier du Plan de développement économique et social inscrit dans la loi du 30 Avril 1946. Par ce Plan, la Métropole a entendu remédier aux inconvénients du régime de la traite. Sauf peut-être pour Madagascar, et en raison des troubles de 1947, grâce à cette nouvelle optique, les territoires d'Outre-Mer ont connu une rapide prospérité à laquelle des capitaux privés d'origine métropolitaine pour la majeure partie, n'ont pas été absents.

Le fonctionnement du Plan a comporté des erreurs et certains signes, d'après l'auteur, laissent craindre un renversement prochain de la tendance. Il ne faut pourtant pas, conseille-t-il, exagérer la gravité de cette situation. Il convient néanmoins de retenir que pour l'instant les possibilités financières de l'Afrique sont arrivées à un plafond et qu'il faudra être prudent avant de songer à augmenter les charges qui pèsent sur l'économie africaine. La Métropole ne pouvant indéfiniment supporter seule tout le poids du financement nécessaire, l'Afrique devra donc faire un effort propre — et cet effort est indispensable — pour assainir ses finances, améliorer sa production, assurer la poursuite de son développement économique et social.

La Main-d'Œuvre, par C.H. Connilière.

Dans un bref article l'auteur analyse les attitudes des Noirs au contact du Blanc et de ses méthodes de travail et la place des Africains dans la mise en valeur et l'exploitation de leur pays. Il note que le travailleur africain est généralement mal nourri, ce qui se traduit par un rendement médiocre de la main-d'œuvre indigène, rendement auquel s'ajoute l'absence d'une main-d'œuvre autochtone spécialisée, absence qui oblige l'employeur à faire appel à un important effectif d'employés d'origine extra-africaine, ce qui grève lourdement le prix de revient de tous les travaux et services ainsi que toute la production. Pareil état de choses se traduit fatalement par une économie incapable d'affronter le marché mondial.

Comment remédier à ce mal ? L'auteur signale les possibilités offertes par les Missions Polytechniques dont certaines fonctionnent depuis 1950 auprès des Inspections de Travail de l'A. O. F., A. E. F. et Cameroun. Grâce aux directives de ces missions polytechniques, des centres de formation professionnelle rapide ont été mis sur pied. Ces centres ont rencontré un éclatant succès et

contribuent déjà puissamment à la promotion ouvrière africaine. Mais instruire le travailleur ne suffit pas, il faut l'initier au travail, il faut par des relations humaines — problème qui a été longtemps négligé — donner au travailleur la conviction qu'il fait réellement partie de l'entreprise qui l'emploie. Enfin l'auteur voit dans l'application du « Code du Travail pour la France d'Outre-Mer », le remède suprême au mal qui pèse sur l'économie africaine toute entière, puisqu'il est la résultante d'une main-d'œuvre incapable de lui assurer des prix concurrentiels.

Nationalisme camerounais, par François Casalis.

Ce n'est pas à proprement parler un article sur le nationalisme camerounais, mais bien plutôt des documents officiels relatifs à l'audition du pétitionnaire du Cameroun devant la quatrième Commission (309^e) de la 7^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de sa séance du Mercredi 17 Décembre 1952. M. Um Nyobé, sur invitation du Président, expose les questions pour l'exposé desquelles il avait demandé à être entendu. La première partie de son exposé est relative à l'unification du Cameroun qui, comme on le sait, fut arbitrairement divisé entre la France et la Grande-Bretagne au lendemain de la défaite allemande, à la suite du traité de Versailles. M. Um Nyobé aborde ensuite la question des relations du Cameroun avec l'Union Française. Celle-ci, en vertu de l'article 60 de la Constitution Française, est composée de la République, qui comprend la France Métropolitaine, les départements et territoires d'Outre-Mer, et des territoires et Etats associés. D'autre part, l'art. 64 de la même Constitution stipule que la situation des Etats Associés résulte de l'acte qui définit les rapports de ces Etats avec la France. Or aucun acte ne règle les relations du Cameroun avec la France. L'accord de tutelle ne contient que des règlements relatifs aux relations du Gouvernement chargé de l'Administration avec l'Organisation des Nations-Unies. En l'absence de texte spécial, le Cameroun fut donc subtilement incorporé dans la République Française. M. Um Nyobé ne s'oppose pas à ce que des relations existent entre le Cameroun et l'Union Française. Mais il insiste sur le fait que, prétendre que les camerounais demandent leur autonomie *au sein de l'Union Française* constitue une escroquerie politique. Il ne méconnaît pas le côté positif de la présence française au Cameroun et signale même à plusieurs reprises quelques réalisations notables, tant dans le domaine économique, social, que politique. Le pétitionnaire aborde enfin certains autres chefs de son exposé parmi lesquels : la fixation d'un délai à la durée de la tutelle, la création d'un Conseil de Gouvernement.

L'intervention de M. Um Nyobé peut donc se résumer ainsi : unification immédiate du Cameroun, création d'un Conseil de Gouvernement ou d'une Assemblée ayant des pouvoirs législatifs, modification de l'accord de tutelle, fixation d'un délai pour l'octroi de l'indépendance au peuple camerounais, enfin, suppression du membre de phrase d'après lequel le Cameroun sera administré comme partie intégrante du territoire français.

LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE D'OUTRE-MER (N° 2).*Traditions et Evolution*, par S. Exc. F. Charles Roux.

L'auteur plaide en faveur de la politique coloniale française. Il s'efforce de réfuter l'argumentation selon laquelle la France n'a pas respecté la tradition chez les peuples dont elle avait la charge. Parlant de Madagascar, l'auteur écrit : « Aujourd'hui encore, après 55 années écoulées, pendant lesquelles l'Administration Française s'est implantée et a introduit ces méthodes, l'utilisation d'institutions traditionnelles malgaches n'est nullement abandonnée. C'est au contraire l'une d'entre elles que les Administrateurs ont pris comme base pour l'organisation du paysannat et le fonctionnement de communautés rurales. » Pour illustrer sa thèse, il nous entraîne à sa suite dans un long périple autour de l'Afrique du Nord, de l'Indochine, de l'Inde Française, de l'Afrique Noire. Là où régnait le désordre, la France a apporté l'ordre ; là où la famine, la maladie et l'ignorance terrorisaient et décimaient les indigènes, des hôpitaux et des écoles ont été érigés et des plans d'équipement ont apporté des conditions de vie meilleures. Partout, et surtout, rien n'a été entrepris sans tenir compte du caractère spécifique de chaque territoire, des us et coutumes de ses habitants. Et l'auteur de conclure : « Il ne me semble pas que la colonisation française ait mérité le reproche d'avoir, où que ce soit, bouleversé les institutions, traditions et coutumes des indigènes. C'est plutôt le reproche contraire qui pourrait lui être fait : celui de les avoir trop systématiquement préservées et maintenues. »

De l'anticolonialisme, par Luc Durand Réville.

C'est aussi dans le même sens de la plaidoirie en faveur du colonialisme français que M. Luc Durand Réville écrit son article, ou plus exactement son discours, puisqu'il s'agit du discours par lui fait devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques au cours de sa séance du 6 Juillet 1953. L'orateur s'emploie à démontrer que l'anticolonialisme des Américains (puisque c'est de lui qu'il s'agit plus spécialement ici) est basé au fond et en fait sur un malentendu. Il brosse à grands traits les grandes lignes de l'œuvre entreprise par la France Outre-Mer, dans les domaines de l'économie, du social, de la politique, souvent même avec une imprudente bonne foi. Il dégage l'idée directrice du colonialisme français qu'il compare et oppose à l'état d'esprit des colons anglais, espagnols et portugais, qui après avoir réussi, sous la protection du drapeau de leur mère-patrie, à exterminer l'élément autochtone là où ils prenaient pied, s'empressèrent de couper les ponts derrière eux, ce qui l'amène à dire : « La colonisation française n'a donc aucun rapport avec la colonisation britannique d'hier de l'Amérique du Nord ou avec la colonisation portugaise ou espagnole d'avant-hier en direction de l'Amérique Centrale ou de l'Amérique du Sud. » L'auteur regrette que les Américains s'obstinent à ne pas voir que leur anticolonialisme irraisonné aura pour conséquence fatale de précipiter les « colonies » dans la coupe de l'U. R. S. S. M. Luc Durand Réville reste fermement attelé à la conviction que la colonisation française s'est faite et se poursuit au bénéfice du colonisé.

LIAISON, organe des Cercles Culturels de l'A. E. F. (N° 43).

Les Labrets, par Jean-Paul Lebeuf.

C'est une assez récente étude sur la signification religieuse — la seule valable sans doute — des Labrets, plus généralement connue sous le nom de plateaux. Depuis qu'une littérature exotique a révélé l'existence de la négresse à plateau, de nombreuses explications plus contradictoires les unes que les autres ont été fournies sur l'origine et le but de cette pratique. Certains auteurs et non des moins notables, ont soutenu que les plateaux constituaient une défense, les indigènes ayant trouvé ce moyen d'enlaidir les plus belles filles afin de les soustraire aux visées mercantiles des négriers. Cette explication, comme les autres, est pure imagination. « Les raisons de ces mutilations faciales, dit Lebeuf, doivent être cherchées dans le domaine religieux. » Le port des labrets a pour but de faire ressembler les femmes à des crapauds, le crapaud étant, selon la mythologie des *Fali*, l'animal qui conseilla la première femme. Loin d'être des ornements ces objets situent donc la femme par rapport au mythe de création. Véhicule de la parole — le *Verbe* — ces labrets commandent également la construction des silos qui se présentent en greniers de la parole ou greniers du crapaud dont chacun des éléments est en correspondance avec les différentes parties du corps humain. L'ensemble de cette construction représente une femme enceinte. Cette explication, valable pour les *Falis*, nous semble également valable pour les autres tribus où cette pratique était en honneur.

TRAIT D'UNION, organe de liaison des Centres Culturels d'A. O. F. (N° 6).

Ce numéro confirme notre opinion selon laquelle trop souvent les Revues dirigées par l'Administration coloniale ne savent pas dépasser le niveau du *Mamadou et Bineta*, ce que nous regrettons intimement. On retiendra cependant une intéressante petite étude sur le mariage et le divorce dans la tribu des Kotafons et un article sur les sociétés mutuelles de production rurale. Cette nouvelle formule de coopération économique rurale est un moyen terme entre les sociétés de prévoyance (qui ont lamentablement échoué) et la coopérative agricole. Parce qu'elles permettront une plus large participation de la population rurale à leur gestion, une coordination des divers secteurs de l'économie rurale, ces sociétés sont appelées à insuffler un regain de vitalité à l'économie rurale, véritable base de l'économie africaine.

N.

Proposition sur le Folklore

S'il est criminel d'arracher un enfant à son milieu naturel pour en faire un déraciné, il n'est pas moins grave de le soumettre dans son propre milieu à une éducation telle que soit dévalorisé, bafoué, nié à ses yeux l'héritage culturel qu'il tient de ses ancêtres.

L'enseignement en pays colonisé pose un problème complexe mais où la confusion semble consciemment entretenue. On a détourné l'attention d'une vérité élémentaire : à savoir que l'éducation de l'enfant doit être pensée et dirigée par le peuple intéressé. Cela ne signifie pas que le recours à une langue européenne soit le moins du monde exclu. Mais on ne peut éduquer des enfants lorsqu'on est étranger à la civilisation à laquelle ils appartiennent.

Aussi voit-on l'Europe se demander dans le passé et continuer à se demander s'il lui fallait adapter ou assimiler. Faux dilemme : les deux méthodes sont également viciées au départ, tant que les parents sont dans les deux cas privés d'initiative et que les aspirations naturelles du peuple intéressé sont niées, étouffées.

Faut-il assimiler ? — Bien sûr. Il est des connaissances que toutes les nations font enseigner aujourd'hui. Quel est le peuple qui peut se passer, de nos jours, des dernières acquisitions de la science, d'institutions démocratiques, des techniques de communications, de l'étude des cultures étrangères ? Mais c'est l'enfant qui doit assimiler ces données de la vie moderne. La politique coloniale au contraire voudrait ne reconnaître de valeurs que propres à la nation colonisatrice. Il n'est pas dans la vocation de celle-ci de reconnaître, encore moins de glorifier l'héritage culturel et spirituel du peuple colonisé. Il est douloureusement regrettable, du reste, que la conscience chrétienne, et singulièrement dans les hautes sphères, n'admette pas encore *dans les faits* cette vérité banale.

Faut-il adapter ? — Evidemment. Il est absurde de continuer à offrir à l'enfant des ancêtres qui ne sont pas les siens. Mais le colonisateur, quand il parle d'adaptation, envisage moins d'enseigner ce qu'il ne connaît pas que d'enfermer un peuple dans le cycle d'une culture privée de contacts avec le monde extérieur. Il est si commode de gouverner un peuple replié sur lui-même et hostile aux apports étrangers !

Il faut avouer du reste que, sauf pour l'Afrique du Sud, cette seconde méthode ne présente plus guère d'intérêt pour le colonisateur. Les hommes et les idées circulent aujourd'hui avec une faci-

lité croissante au grand désespoir des Etats Généraux de la Colonisation.

Aussi est-il plus efficace d'assimiler et de priver un peuple de la plus précieuse des mémoires, celle de sa personnalité. Un peuple sans passé, sans racines, sans fierté, est un peuple sans avenir — surtout lorsque d'autres prennent soin de penser cet avenir pour lui.

Il faut donc restituer à chaque peuple la responsabilité de penser et de diriger ses institutions et en particulier l'éducation de ses enfants.

Dans les territoires africains de l'Union Française par exemple, il nous semble opportun d'introduire dès maintenant l'enseignement des cultures africaines.

Cette opération n'est pas impossible à l'échelon de l'enseignement supérieur et dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Bien sûr, les chercheurs sont encore timides dans certaines disciplines. La sociologie a plus de fervents que l'histoire, l'art nègre que la littérature ou la spiritualité. Mais on peut déjà faire admettre dans les grandes classes des établissements de l'enseignement secondaire l'étude des « civilisations africaines ». Quite à introduire une différenciation par la suite (littérature, art, cosmogonies, histoire, etc...).

Il est également possible de prévoir pour toutes les autres classes de tous les degrés (primaire, technique, secondaire) l'introduction d'une heure d'enseignement folklorique.

Dans tous les pays, si modernes soient-ils, des cérémonies, des fêtes, des pratiques, des croyances, plus ou moins pittoresques ou chargées de sens, jalonnent l'année ou marquent les grandes étapes de l'existence humaine. Il existe partout un folklore historique, juridique, militaire, un folklore des arts et des métiers, etc.

L'étude de ces divers faits révèle une richesse extraordinaire de l'imagination de la sensibilité et de la vie spirituelle des peuples.

Pourquoi le maître d'école n'exercerait-il pas la sensibilité et la réflexion de l'enfant sur ces données du patrimoine culturel de son pays ?

Exemple. — Une cérémonie (choisie pour son caractère populaire et archaïque) serait l'objet d'un récit, d'une description ou d'une dissertation. La meilleure copie serait commentée par les élèves. Le maître leur poserait, à partir de ce texte, des questions d'ordre linguistique, poétique, scientifique, historique, philosophique même (selon l'âge des élèves). Parfois, il leur donnerait des travaux manuels appropriés. Les enfants, pour faire leurs devoirs, consulteraient leurs parents, qui, dans certains cas, solliciteraient l'avis des sages du pays. On arriverait ainsi, sous la direction éclairée des instituteurs ou professeurs africains, à intéresser un vaste public.

Par ailleurs, des questionnaires complèteraient ce travail, destinés aux intellectuels et aux notables africains, et sous la forme d'une grande enquête dont les résultats s'échelonnant sur plusieurs années, seraient dépouillés, classés, commentés et exploités par des commissions spécialisées et par des artistes et des écrivains.

Bien entendu, une telle entreprise demanderait une préparation minutieuse, mais ne devrait pas tarder à être prise en considération.

Elle présente quelques avantages, si elle est bien menée. Tout d'abord, elle va dans le sens même des investigations sociologiques ou ethnologiques qui connaissent depuis 10 ou 15 ans un succès croissant. Mais elle y ajoute. C'est que les cultures seraient cette fois non pas étudiées de l'extérieur par des étrangers, mais repensées, reactualisées par les peuples intéressés. S'il est précieux de voir tant de chercheurs européens se pencher sur la vie passée et présente de l'Afrique, il est au moins aussi précieux que les populations repensent, dans la vie actuelle, et éprouvent leurs propres sagesses traditionnelles.

Il n'est pas non plus négligeable de restituer aux générations mûres le sentiment de leur importance dans la société actuelle. Nous savons que des parents vivent souvent dans une sorte de désarroi, sinon de détresse morale : leurs enfants qui vont à l'école, n'acquièrent de signification sociale que selon leurs succès scolaires. Mais en même temps un fossé se creuse entre les enfants et les parents. Ceux-ci perdent de leur autorité et de leur fierté sociale en face d'un monde qui se crée *sans eux*. Pourquoi ne pas reconnaître qu'aucune communauté authentique ne peut vivre sans leur collaboration ? Pourquoi ne pas créer l'avenir à partir de notre passé et avec la collaboration de toutes les générations ?

Signalons enfin le grand intérêt de l'introduction des cultures africaines dans les programmes scolaires.

De bonne heure l'enfant sera sensibilisé à la beauté spécifique des œuvres et des institutions africaines. Rien ne l'empêchera d'aimer Mozart et Hugo. Mais pourquoi n'aimerait-il pas l'art d'Ifé et Soundiata ? Pourquoi son imagination ne se plairait-elle pas à revivre les splendeurs de l'Empire de Ganah, le courage et les hauts faits de Samory ou de Glé-Glé ? Pourquoi sa « raison » ne s'exercerait-elle pas aussi dans l'étude des techniques, de l'expérience et de la sagesse de son pays ?

Nous pouvons faire confiance à l'initiative, à la compétence et à la conscience des maîtres africains. Des manuels consacrés au passé de l'Afrique verront le jour et aideront les jeunes générations à formuler un humanisme basé sur notre héritage et orienté vers la vie moderne, cependant.

Nous vous serions obligés de nous indiquer ce que vous pensez de cette proposition.

PRESENCE AFRICAINE.

Le Drame du Maroc

par PAUL BUTTIN

Bâtonnier de l'Ordre des Avocats
près le Tribunal de Meknès

Un volume in-8° couronne de 240 pages. Nombreuses

illustrations 600 Fr.

L'auteur de ce livre qui vit depuis 35 ans au Maroc et a suivi de très près les événements de ces dernières années, essaie d'analyser avec lucidité et sans parti-pris les causes de la crise actuelle.

Il signale avec insistance la profondeur du drame qui se joue. Ce drame, dont on méconnaît trop souvent l'ampleur, résulte du contact, puis du heurt de deux civilisations nées, l'une dans les jardins de la Touraine, et l'autre dans les sables de l'Arabie. Par ailleurs, le monde de l'Islam tout entier subit actuellement une évolution rapide aux conséquences imprévisibles, évolution sociale, économique, transformation du statut de la femme, maturation intellectuelle, politique, etc...

Ayant envisagé tous les aspects du drame actuel, l'auteur en conclut à la nécessité urgente de réviser toute notre politique musulmane, au même titre que les musulmans révisent eux-mêmes toutes leurs valeurs du passé. La France a encore un belle page à écrire en Afrique du Nord à condition de tourner la page d'hier et de savoir, dès aujourd'hui, écrire la page de demain.

Ouvrages parus dans la collection « *Rencontres* » :

F. TAILLARD : Le nationalisme marocain, 208 p. 210 Fr

L. RAMBOUT : Les Kurdes et le droit, 160 p. 180 Fr

E. SARRAZIN : La Crise Algérienne, 248 p. 300 Fr

Dans la collection « *L'Eglise et le Monde* » :

J. ABD-EL-JALIL : L'Islam et nous, 64 p. 120 Fr

C. LOU TSENG-TSIANG : Souvenirs et pensées,
172 p. 300 Fr

— LES EDITIONS DU CERF —

VIENT DE PARAÎTRE :

K A S O

Le Journal du Jeune Cameroun

N^{os} 4-5, Mars, Avril, Mai 1955

SOMMAIRE

- La politique de l'Autruche*
(EDITORIAL).
Le Cameroun, un et indivisible
par NTONE NKONGO
Le problème des Cadres Camerounais
par EBONGUE AKWA Ernest
Structures économiques et cultures traditionnelles
par Marie-Joséphine ONANA
M. Aujoulat prépare les élections...
par Francesco N'DINTSOUNA
et MBUMWA Will-Oré
Le drame de l'Eurafrique
par François SENGAT-KUO
L'Eglise ne veut pas mourir
par Pierre-Henri BATCHENGA
Nos lecteurs nous parlent de l'élite :
— *Elite africaine et formation technique*
— *L'élite camerounaise face à ses responsabilités*
par NLEND
Revue de presse et actualités africaines
par NEGUS

*
**

ABONNEMENTS

<i>Abonnements ordinaires :</i>	
France	250 Fr. Métro
Cameroun	200 Fr. C.F.A.

<i>Abonnements de soutien :</i>	
France	600 Fr. Métro
Cameroun	500 Fr. C.F.A.
<i>Prix des numéros :</i>	
	70 Fr. Métro
	40 Fr. C.F.A.

Correspondance et abonnements à :
M. Emmanuel-James MOUKOKO,
47, Bd. Jourdan - Maison de la F. O. M. — Paris (XIV^e)

Ecrivains d'Afrique

Envoyez vos manuscrits à

PRÉSENCE AFRICAINE

17, Rue de Chaligny

PARIS XII^e